

AUTOPSIE DU MOUVEMENT DES GILETS JAUNES

**ROBERT BIBEAU
KHIDER MESLOUB**

Éditorialistes au webmagazine www.les7duquebec.com

Autopsie du Mouvement des Gilets jaunes

L'Harmattan

Du même auteur

Comment informatiser l'école

Les Publications du Québec, CNDP, L'Ingénierie éducative, 1996

Le « projet » de Fatima. Étude psychologique de cas

Éditions L'Harmattan, Psychanalyse et Civilisations, 2012

Manifeste du parti ouvrier

Éditions Publibook, Essai, 2014

Le narcissisme, névrose d'une époque. Étude psychologique

Éditions Publibook, Psychologie, 2015

Question nationale et révolution prolétarienne sous

l'impérialisme moderne

Éditions L'Harmattan, Questions contemporaines, 2017

La démocratie aux États-Unis. Les mascarades électorales

Éditions L'Harmattan, Questions contemporaines, 2019

Dédicace

À mon fils Amayas Mesloub

Table des matières

PRÉFACE	17
Dix caractéristiques marquantes	19
Composition de classe du Mouvement	20
Apolitisme et conscience de classe	24
Conscience de classe prolétarienne	25
Réformisme ou révolution, socialisme ou communisme ?	26
Le front uni interclasses	31
Organisation révolutionnaire : fruit de la révolution	31
CHAPITRE UN <i>Tout a commencé le 17 novembre 2018</i>	37
Défendre le climat, elle est bien bonne !	37
Trop gros comme couleuvre	38
L'écologisme est de l'enfumage, la pollution est mentale	39
Le mépris ne dure qu'un temps	39
CHAPITRE DEUX	43
<i>Gilets jaunes contre fumisterie climatique</i>	43
Deux classes sociales – deux visions diaphasiques	43
L'idéologie écologiste	43
Urgence environnementale et climatique	45
Vecteurs économiques de la déshérence	46
Assistance de l'État pour maintenir le taux de profit	47
Jeunes mobilisés pour sauver la planète	48
Le mythe démocratique de « <i>l'opinion publique</i> »	49
CHAPITRE TROIS	51
<i>Stratégie et tactiques des Gilets jaunes</i>	51

Un mouvement populiste spontané	51
Le réformisme	52
L'unique objectif stratégique du Mouvement	55
Agitation petite-bourgeoise	57
La soi-disant « <i>classe moyenne</i> »	57
Une variété de tactiques de lutte	58
Manifestations de résistance résiliente	59
La grève générale, arme ultime du prolétariat	60
CHAPITRE QUATRE	63
<i>État, médias et intellectuels contre Gilets jaunes</i>	63
La marchandise « information »	63
Perte de confiance vis-à-vis des médias	65
Les médias enragés contre les Gilets jaunes	66
Missions et activités des médias bourgeois	66
Trois catégories de médias bourgeois	70
Intellectuels bourgeois au service du capital	72
Les intellectuels, chiens de garde de l'ordre établi	73
CHAPITRE CINQ	77
<i>L'illusion Macron</i>	77
À la remorque de l'État bourgeois	77
Verser le tribut	78
Cette posture est un aveu de faiblesse du capital	81
Terrorisme étatique	81
L'insubordination sociale, le glas de la subordination politique	82
Les fins de mois difficiles	84

Macron, le réactionnaire	86
Référendum d'initiative citoyenne (RIC)	87
CHAPITRE SIX	89
<i>Le grand débat, exutoire institutionnel de la révolte</i>	89
Marginaliser les révoltés	89
Faire diversion jusqu'à la dispersion des grognons	90
Générosité pour les riches, austérité pour les pauvres	91
Le grand soliloque	92
Le talkshow larvé	94
Vision prolétarienne et mise en scène prétorienne	95
CHAPITRE SEPT	97
<i>Lourd bilan de la répression gouvernementale</i>	97
Bilan statistique	97
Rafle des lycéens de Mantes-la-Jolie	98
La loi anticasseur	100
Le peuple méprisé par les caciques	101
CHAPITRE HUIT	103
<i>Ne vous suicidez pas pour sauver le capital !</i>	103
CHAPITRE NEUF	107
<i>Chimère démocratique</i>	107
Panique au gouvernement	107
Désillusion médiatique et illusion démocratique	109
Transformer la révolte spontanée en combat organisé	110
CHAPITRE DIX	115

<i>Soutien populaire et mascarades électorales</i>	115
Soutien populaire	115
Mascarades électorales	115
Et s’il y avait eu des élus jaunes ?	117
CHAPITRE ONZE	119
<i>L’organisation n’est pas l’enjeu, mais le moyen de rafler la mise</i>	119
Organisation et inorganisation des Gilets jaunes ?	119
Première croisée des chemins pour la résistance	120
Deuxième croisée des chemins pour la résistance	121
La question de l’organisation dans la lutte de classe	122
CHAPITRE DOUZE	123
<i>Front uni racisme et antiracisme, fascisme et antifascisme</i>	123
Taupe antisémite infiltrée	123
Attaque de l’État contre les intellectuels chancelants	125
L’antifascisme en soutien au fascisme	126
Conditions de la montée du fascisme	128
Qu’est-ce que l’antifascisme ?	129
L’antifascisme a-t-il libéré le prolétariat ?	131
Fascisme et antifascisme pourraient-ils revenir ?	132
CHAPITRE TREIZE	137
<i>Le salaire minimum pour réduire les salaires</i>	137
Hausser le salaire minimum pour stabiliser le salaire moyen	137
Utopie socialiste du salaire minimum	141
Qu’en est-il en pays émergent ?	142

Impérialisme stade économique final du capitalisme	144
Plus-value absolue et plus-value relative	146
Conditions de l'autodestruction	147
Gilets jaunes et la bataille des salaires	149
CHAPITRE QUATORZE	151
<i>Conjoncture de crise économique</i>	151
CHAPITRE QUINZE	159
<i>Déclin du Mouvement des Gilets jaunes</i>	159
POSTFACE	163
De la révolte fiscale à l'arnaque salariale	163
Originalités du Mouvement des Gilets jaunes	167
La petite bourgeoisie furibonde	168
La révolution prolétarienne	170
ANNEXE I	173
<i>Appel de la première assemblée des assemblées</i>	173
ANNEXE II	178
<i>Les intellectuels face à la Commune</i>	178
ANNEXE III Les 42 revendications des jaunes adressées à l'Assemblée nationale	184
NOTES	188

PRÉFACE

Nous aborderons tous les aspects de la révolte des Gilets jaunes en mettant l'accent sur la vision et l'action de la classe prolétarienne, distinguant ses attitudes, son comportement et ses activités de ceux de la classe petite-bourgeoise également très active dans ce mouvement populiste qui, finalement, ne sera jamais transformé en mouvement d'insurrection populaire.

Notre objectif n'est pas de relater, de décrire ou de présenter les événements ; nous ne sommes ni historiens ni reporters perchés sur la clôture à deviser sur l'actualité. Notre objectif est de tirer des enseignements de ce mouvement innovant, enseignements que la classe prolétarienne conservera comme enrichissement de sa conscience de classe et comme apprentissages à réutiliser lors des prochaines manches de cette guerre à terminer entre le salariat prolétarisé et le grand capital financiarisé.

La révolte des Gilets jaunes le démontre : l'économie est le fondement et le ferment de tout mouvement social. Cette vision de l'économie politique et de la réalité sociale a été combattue par les intellectuels de gauche et de droite empêtrés dans leurs analyses superficielles de la conjoncture politique, juridique, diplomatique, médiatique, idéologique, sociologique et militaire.

La crise économique du capitalisme a donné naissance à de nombreux mouvements de révolte sociale, notamment au Québec (*Carré rouge*), en Tunisie et en Égypte (*Printemps arabe*), en Argentine (*Piqueteros*), en Grèce (*contre la Troïka*), en Afrique du Sud (grèves des mineurs), en Iran, en Italie (*Cinq Étoiles*), en Haïti (grève générale), au Venezuela, en Algérie (*dégage Bouteflika*) et en France (*Gilet jaune*), pour n'en citer que quelques-uns. Le Mouvement des Gilets jaunes présente, dans un contexte économique spécifique, plusieurs des caractéristiques sociologiques, politiques et idéologiques que l'on retrouve éparées dans l'un ou dans l'autre de ces mouvements, ce qui lui vaut un examen approfondi, puisque ces caractéristiques indiquent l'orientation des prochains soulèvements populaires qui marqueront le développement de la lutte des classes dans les sociétés intégrées au mode de production capitaliste mondialisé, robotisé, et financiarisé. *Lénine* écrivait ceci, à propos de la Révolution :

« La révolution socialiste en Europe ne peut pas être autre chose que l'explosion de la lutte de masse des opprimés et des mécontents de toute espèce. Des éléments de la petite bourgeoisie et des ouvriers arriérés y participeront inévitablement - sans cette participation, la lutte de masse n'est pas possible, aucune révolution n'est possible - et, tout aussi inévitablement, ils apporteront au mouvement leurs préjugés, leurs fantaisies réactionnaires, leurs faiblesses et leurs erreurs. Mais, objectivement, ils s'attaqueront au capital, et l'avant-garde consciente de la révolution, le prolétariat avancé, qui exprimera cette vérité objective d'une lutte de masse disparate, discordante, bigarrée, à première vue sans unité, pourra l'unir et l'orienter, conquérir le pouvoir, s'emparer des banques, exproprier les trusts hais de tous (bien que pour des raisons différentes !) et réaliser

d'autres mesures dictatoriales dont l'ensemble aura pour résultat le renversement de la bourgeoisie et la victoire du socialisme, laquelle ne s'épurera pas d'emblée, tant s'en faut, des scories petites-bourgeoises. »ⁱ

Lénine avait raison, la révolte populiste spontanée, disparate, discordante, et à première vue désorientée, sera le fait de classes et de fractions de classes, que l'éventuelle hégémonie de la classe prolétarienne sur le Mouvement permettra de transformer en insurrection populaire, puis en révolution prolétarienne, encore faudra-t-il que les conditions objectives et subjectives soient à maturité.

Dix caractéristiques marquantes

Le Mouvement des Gilets jaunes a pris des formes inédites qui s'expliquent, pour une partie, par l'évolution de sa composition de classe. Nous y reviendrons. Nous identifions dix caractéristiques, souvent présentes dans les différents mouvements et soulèvements populaires :

- Mouvement de révolte populiste spontané, inorganisé et cohérent ;
- Forte implication du prolétariat et de la petite bourgeoisie ;
- Rejet de l'appareil d'État et de ses appendices, syndicats, ONG ;
- Scepticisme vis-à-vis des partis de gauche et de droite ;
- Refus de participer aux mascarades électorales ;
- Rejet de l'arnaque écologiste et climatique ;
- Défiance vis-à-vis des médias mainstream ;
- Intégration des moyens numériques de communication ;
- Méfiance vis-à-vis des porte-paroles autoproclamés ;

- Organisation horizontale, démocratie directe et consensus.

Composition de classe du Mouvement

Le groupe *Robin Goodfellow* a présenté un portrait de la composition sociale du mouvement. Ils écrivent :

« Le mouvement des gilets jaunes a commencé à l’initiative de représentants de la petite bourgeoisie (classe moyenne) des régions dites « périurbaines » passionnés d’automobile ! La classe moyenne, au sens marxiste du terme, prédomine dans la direction du mouvement. Il en va de même, et c’est bien plus important, de l’alignement politique. Au-delà de la composition sociale de la direction du mouvement, le prolétariat se place sous la direction politique de la petite bourgeoisie au sens générique du terme (classe moyenne et petite bourgeoisie capitaliste). [...] Mais c’est le prolétariat, la classe du travail salarié soumis au capital, qui est largement majoritaire dans le mouvement. Les classes moyennes traditionnelles (artisans, petits commerçants qui n’emploient pas de salariés) et la petite bourgeoisie (capitaliste) sont surreprésentées dans les gilets jaunes alors qu’ils ne forment que 10% des effectifs sociaux. [...] La masse des ouvriers (14%), des employés (33% ; ils sont surreprésentés) – ce qui montre également l’importance des femmes dans le mouvement puisqu’elles sont souvent dans la catégorie des employés -, des cadres (5%) auxquels il faudrait ajouter une majorité de retraités et de chômeurs qui constituent un quart des effectifs sociaux, est un élément déterminant de ce mouvement et c’est leur action qui l’a fait évoluer en lui faisant porter

des revendications de classe. Ce qui est mal connu est la proportion de salariés qui vivent du revenu (impôts, dépenses du revenu d'autres classes) et donc ne sont pas soumis au capital (nouvelles classes moyennes salariées) tout comme la part de ces travailleurs indépendants qui relèvent du développement contradictoire de la production capitaliste. »ⁱⁱ

Les dix caractéristiques ont été source de frictions et de tensions entre les militants issus de la bourgeoisie et de la petite bourgeoisie et ceux originaires de la classe ouvrière et du prolétariat, attestant de la vitalité et de l'ancrage populaire de ce mouvement spontané. Par ces luttes internes, chaque classe témoignait de ses origines sociales, de ses expériences et de ses tactiques de lutte, de ses revendications, de ses intérêts et de l'objectif stratégique ultime de son combat. Par leur engagement la moyenne bourgeoisie et les petits-bourgeois protestaient contre le sort qui leur est réservé sous la crise économique du capitalisme. Bourgeoisie et petite-bourgeoisie ne cherchaient nullement à déboulonner le système capitaliste, mais plutôt à utiliser la révolte des prolétaires (chair-à-manifester, chair à patron, chair-à-voter, avant d'être chair à canon) pour secouer le système économicopolitique, et menacer l'oligarchie du capital et ses représentants politiques, afin de renégocier le partage de la plus-value entre les divers segments du capital.

On peut caractériser l'engagement de la bourgeoisie comme un effort pour réformer le système capitaliste et ainsi le consolider. Le ras-le-bol de la bourgeoisie française marquait sa révolte inconsciente contre les lois économiques du mode de production, exprimé par de futils efforts pour faire tourner à l'envers les lois de la valorisation, de l'accumulation et de la concentration du capital. Pour chacune des caractéristiques que

nous avons énumérées, la position de la petite-bourgeoisie militante évolua dans le sens du compromis et des accommodements avec le pouvoir étatique, d'où le fossé entre ce fragment de classe et les militants d'origine prolétarienne et ouvrière. Les revendications de la petite-bourgeoisie viseront le « *repartage* » du pouvoir politique par le Référendum d'Initiative Citoyenne (RIC), pour plus de responsabilités et de ressources aux communes, et par le retour au mandat présidentiel de 7 ans (sic) ; ainsi que l'allègement des charges sociales par l'impôt progressif, le soutien au petit commerce, la surtaxation des grandes entreprises, et le soutien aux forces de l'ordre et à l'armée, ce qui n'était évidemment pas des revendications prolétariennes (voir les 42 revendications en annexe).

Le prolétariat engagé dans le mouvement ne partageait pas les mêmes expériences de lutte ni ne poursuivait les mêmes objectifs tactiques et stratégiques que la bourgeoisie en révolte. Par ses revendications le salariat réclamait la valorisation de la force de travail : hausse des salaires, du SMIC, indexation des retraites, fin du travail détaché, davantage de CDI et des baisses d'impôts pour maintenir le pouvoir d'achat et la valeur marchande de la force de travail, soit une diminution de la portion du surtravail expropriée et la réduction de l'accumulation de la plus-value. Autant de revendications visant la revalorisation de la force de travail et le maintien de son pouvoir d'achat. Ce à quoi le gouvernement a rétorqué par les concessions du 10 décembre, modestes, mais réelles, concessions que l'État s'empressa de récupérer par de nouvelles mesures fiscales dès le mois de juin 2019 (réforme de l'assurance emploi et des retraites).

Il ne faut pas oublier que l'État bourgeois a pour mission de soutenir le pouvoir d'achat populaire s'il veut maintenir

l'écoulement des marchandises par lequel se réalise le profit. Par ces concessions l'État fomentait la division dans le camp des mutins (prolétariat contre entrepreneurs et bourgeoisie commerçante). En effet, l'augmentation du SMIC et des CDI frappaient de plein fouet le petit patronat.

Cette dichotomie entre la petite bourgeoisie et le prolétariat s'est manifestée non seulement au niveau des revendications, mais aussi au niveau des actions. La petite-bourgeoisie privilégiait les actions percutantes, mais sans grandes conséquences sur l'économie et les profits, telles que les manifestations-parades, ponctuées de « casses » urbaines futiles, les pétitions inutiles, les poursuites judiciaires ridicules, l'appel dérisoire aux institutions internationales, les conférences de presse, les appels à la mythique « *opinion publique* » et aux médias dont ils avaient pourtant tellement à se plaindre. Les Gilets jaunes prolétariens, quant à eux, privilégiaient le blocage des rondpoints, la fermeture des ports, l'arrêt du transport des marchandises et des salariés, la grève générale et la paralysie de l'économie, autant d'actions qui attaquaient directement la plus-value et les profits des capitalistes, grands et petits. Ce sont les raisons pour lesquelles les petits bourgeois n'ont pas défendu les barricades, et l'État du capital frappa les rondpoints alors qu'il toléra les « Actes » de caillassages hebdomadaires, non sans en profiter pour tuer, blesser, défigurer, matraquer, fichier, emprisonner et judiciariser les militants les plus engagés. Il n'est pas dit que des franges importantes de la petite-bourgeoisie ne se seraient pas ralliées à la direction, aux tactiques, aux revendications et à l'objectif stratégique du prolétariat si ce dernier avait pris la tête du Mouvement. À l'évidence, le prolétariat français a jugé que les conditions objectives et subjectives de l'insurrection populaire n'étaient pas réunies et il déclina l'invitation. À partir de ce moment, il ne pouvait que s'anémier et décliner dans la violence futile et stérile contre les

auxiliaires de police caparaçonnés. Autant d'attitudes et de comportements qui démontrent le murissement de la conscience de classe prolétarienne. Cette révolte « jaune » peut être perçue comme une épreuve afin de vérifier le degré de résistance de l'État bourgeois et tester la cohésion et la puissance de la classe prolétarienne en action.

Apolitisme et conscience de classe

Les intellectuels bourgeois ont dit des Gilets jaunes qu'ils étaient apolitiques du fait de leur refus de se laisser brider, enrégimenter et instrumentaliser par les vieilles formations politiques bourgeoises de gauche comme de droite. Par leur refus d'être instrumentalisés, les Gilets jaunes ont amorcé une nouvelle voie politique : la voie prolétarienne d'action n'ayant rien en commun avec la gauche classique organisée en groupuscules sectaires et dogmatiques. De fait, la voie prolétarienne a été presque complètement délaissée par la gauche depuis *Marx, Engels, de Léon, Pannekoek, Luxemburg et Bordiga*.ⁱⁱⁱ Faute de combattants influents et expérimentés, la voie prolétarienne n'est jamais parvenue à assurer la direction du Mouvement, provoquant son délitement. Il faut comprendre que cette absence de combattants influents dans le Mouvement est la conséquence de l'imaturité des conditions objectives et subjectives de l'insurrection populaire. Cette absence révèle en même temps qu'elle contribue à cette immaturité. Inutile pour les militants prolétariens révolutionnaires de s'autocritiquer pour ne pas s'être imposés aux révoltés. Le **soulèvement populiste** – prélude à **l'insurrection populaire** ; prologue à la **révolution prolétarienne** – ne s'ordonne pas. Notre tâche révolutionnaire n'est pas d'amorcer le soulèvement, mais de l'orienter stratégiquement.

Le Mouvement fut abandonné aux mains de la petite-bourgeoisie réformiste, confrontée à l'État bourgeois réactionnaire – un État sans marge de manœuvre pour faire des concessions conséquentes. Cet État a réussi à reprendre la situation en main par la mise en œuvre du « *Grand débat national* » bidon, entraînant la populace à entériner les assauts contre son pouvoir d'achat et à soutenir les marges bénéficiaires du grand capital. Comme il fallait s'y attendre, le grand capital est sorti vainqueur de l'affrontement, réchappant ainsi la gouvernance de son intendant. En effet, dans un tel affrontement classe contre classe, pas de quartier : ou bien la révolte triomphe et aucun retour en arrière n'est possible, ou elle est vaincue, jusqu'à la prochaine révolte.

Conscience de classe prolétarienne

À propos de la conscience de classe et de son incidence sur le mouvement populaire spontané, *Kropotkine* écrit ceci à la suite de la Révolution russe de 1918 :

« La révolution que nous avons vécue est la somme totale, non pas des efforts individuels séparés, mais c'est un phénomène naturel, indépendant de la volonté humaine, similaire à un de ces typhons qui se lève soudainement sur les côtes de l'Asie orientale. Des milliers de causes, parmi lesquelles le travail d'individus séparés et même de parties entières n'ont été que des grains de sable, chaque petit souffle de vent local a contribué à former le grand phénomène naturel, la grande catastrophe qui soit renouvèlera ou détruira, voire les deux, détruira et reconstruira. Chacun d'entre nous a préparé ce grand changement inévitable. Mais il fut aussi préparé par toutes les révolutions précédentes de 1793, 1848, 1871, par tous les écrits des jacobins, des socialistes ; par tous

les résultats de la science, de l'industrie et de la technologie, de l'art, etc. »^{iv}

Selon *Kropotkine*, la conscience de classe révolutionnaire n'est pas apportée de l'extérieur, mais elle jaillit au sein même de la classe en révolte. La révolte de classe est intrinsèque à l'existence même de la classe dans ses contradictions et sa lutte contre la nature pour lui arracher ressources, moyens de production et biens de consommation, et dans son combat social inévitable contre la classe capitaliste exploiteuse, qui, elle aussi, mène un combat contre la nature et contre la classe prolétarienne afin de la forcer à valoriser le capital, et ainsi assurer l'accumulation capitaliste et la reproduction de l'espèce humaine. La révolution sociale aura pour vocation de résoudre le paradoxe entre les moyens de production (comprenant les forces productives) et les rapports sociaux de production bourgeois inadaptes.

Réformisme ou révolution, socialisme ou communisme ?

Au XXI^e siècle, ce que la gauche appelle la « *Révolution socialiste* » est un anachronisme des siècles derniers (XIX^e et XX^e siècles), l'époque héroïque des mouvements syndicaux progressistes et des organisations politiques de la gauche réformiste et revendicatrice, qui a eu pour mission historique d'arracher des concessions démocratiques, des réformes sociales, de meilleures conditions d'exploitation de la force de travail et la décolonisation des populations vivant sous l'oppression directe du féodalisme et des puissances colonialistes, afin de les faire accéder au capitalisme. Pour les salariés, les limites de ces conquêtes sont aujourd'hui atteintes, tout comme sont atteintes les limites économiques et géographiques de l'expansion du mode de production capitaliste puisque la Chine, l'Inde et l'Afrique sont aujourd'hui intégrées à

l'économie de marché impérialiste. Et puisque le mode de production capitaliste est en crise systémique, il ne peut que tenter de reprendre ce qu'il a concédé au temps de la prospérité.

Les difficultés économiques du mode de production en crise induisent la résistance des populations victimes des politiques d'austérité économiques. Soit ces résistances spontanées s'essoufflent et s'enlisent dans l'impasse des revendications que le pouvoir ne peut satisfaire ; soit ces résistances spontanées, violentes et anarchiques, sont récupérées par le pouvoir qui les instrumentalise pour justifier de nouvelles taxations et de nouvelles compressions budgétaires. La guerre de classe du grand capital vise d'abord le prolétariat, mais pas uniquement, car ultimement le grand capital mène ces batailles pour sa survie dans des conditions draconiennes de concurrence mondialisée.

Sous le mode de production capitaliste, la guerre de classe se résume à ceci : chaque classe sociale se bat pour accroître sa portion de la valeur produite par la force de travail salarié, génératrice de plus-value. Le capitaliste extorque le surtravail – la plus-value – et il concède une portion de la valeur pour l'entretien de la force de travail du salarié et de sa famille. En période de prospérité – quand la productivité du travail salarié est en hausse en même temps que la plus-value relative – le capital est généreux et il concède des augmentations de salaire, des allocations, des primes ; il accorde des services sociaux via son État gestionnaire du capital social, c'est ce que la gauche appelle les « *acquis sociaux* ». En revanche, en période de crise économique, le capital impose l'austérité. Aussi, reprend-il les concessions qu'il avait accordées, il démantèle les « *acquis sociaux* », qui ne sont jamais des « *acquis* ».

Ce faisant, le grand capital accapare une part grandissante des budgets de l'État, au détriment du petit capital national, grevant

ainsi les marchés qui dépendent des clientèles populaires aux allocations sociales compressées par les politiques d'austérité. Et ainsi va la spirale infernale du capital en débandade. Tout ceci explique pourquoi des patrons de PME ont participé à la révolte aux côtés des petits bourgeois et des prolétaires. Pendant un temps, la gauche syndicale tenta d'organiser la résistance aux effets de la crise économique systémique, sans succès évidemment. Puis le prolétariat cessa de participer à leurs activités. C'est alors que les prolétaires révolutionnaires auraient dû prendre le relai et expliquer que la seule solution valable est d'abolir le salariat, la plus-value, l'exploitation, et le mode de production du capital.

Au commencement d'un mouvement de résistance contre les agressions du capital et de son État, il est normal que la petite-bourgeoisie et le prolétariat à travers ou par-delà leurs organisations de collaboration de classe (syndicats subventionnés, ONG stipendiées, partis et organisations politiques électoralistes) organisent la résistance selon des principes et des méthodes de combat éculés : manifestations de types processions, jérémiades, gesticulations et pétitions bidon, votations de « *protestation* », jusqu'à ce que les manifestants du weekend se rendent compte de l'inefficacité de leurs actions, car elles ne pénalisent que la populace et la bourgeoisie marchande. Cette façon de lutter est l'héritage socialiste, communiste, marxiste-léniniste, trotskiste, maoïste des temps passés, du temps de la prospérité économique, du temps où le capital sortait de sa manche quelques miettes qu'il jetait sur la table de *Grenelle* pour satisfaire les courroies de transmission syndicales et d'opposition réformiste qui avaient pour tâche de vendre cette panacée aux ouvriers.

Mais cette fois, la marge de manœuvre n'était pas disponible. En effet, la concurrence est si féroce entre les entreprises et leurs

marges bénéficiaires si étroites qu'il ne reste plus rien à concéder à la « *foule haineuse* » des enragés des rondpoints. Néanmoins, le 10 décembre, le gouvernement, par ses minimes concessions, a brisé le « *Front uni* » de la moyenne bourgeoisie, de la petite bourgeoisie et du prolétariat. Aussitôt, le petit capital national s'est retiré de l'alliance de front uni réformiste comme nous avons subodoré. L'incident du *Fouquet's*, lors du pic des violences de l'Acte XVIII sur les Champs-Élysées, était prévisible. Ces événements confirment l'ascendance qu'avait prise la petite-bourgeoisie sur le Mouvement des *Gilets jaunes*, sur lequel auparavant flottait un vent d'incertitude et de lutte d'influence entre la petite-bourgeoisie et le prolétariat. Un prolétariat qui est parvenu, au tout début, à imposer sa volonté, sans imposer toutefois son leadership stratégique et qui a rapidement cédé la main par la suite. Jamais la petite-bourgeoisie n'a cherché à renverser le système capitaliste, tout au plus voulait-elle le paralyser afin de monnayer le ras-le-bol de la rue contre des améliorations de son statut et de ses revenus.

Le premier échec est advenu à l'Acte I, au moment où l'on substitua à la paralysie de l'économie et à l'occupation des rondpoints barricadés, les manifestations-procèsions ponctuées de casses urbaines. Ces quelques places municipales (Paris, Toulouse, Marseille, Bordeaux, Nice, Lyon, Lille, Rouen) se révélèrent le cimetière des regroupements militants où la flicaille put verbaliser et arrêter les plus engagés. Le pire n'étant pas dans ce charivari de la petite bourgeoisie et de son « *Black bloc* », mais dans la perte d'efficacité tactique de la lutte et dans la scission qu'elle a provoquée parmi les révoltés. Ce détournement a préparé la liquidation du Mouvement qui à compter de ce moment a périclité. C'est que le grand capital a depuis longtemps intégré la tactique des manifestations-procèsions symboliques, exutoires des frustrations populistes, préférables pour lui aux grèves et aux blocages du procès de

production et de commercialisation. Ainsi, si l'action militante aux ronds-points pénalisait le capital de quelques milliards d'euros puisés à même les profits, environ – 0,2 % du PIB selon le gouvernement (3 milliards d'euros), les caillassages du samedi n'auraient flambé que 170 millions d'euros selon la préfecture de police.^v Ces statistiques démontrent pourquoi le « *front uni* interclasses » est impossible puisqu'il requiert que la moyenne et la petite bourgeoisie sacrifient ses intérêts pour ceux du prolétariat. Quand les ouvriers ne pourront boucler leur budget ni faire vivre leur famille, inévitablement il y aura un nouveau soulèvement social spontané et indépendant de la classe prolétarienne. Quand un mode de production ne permet plus à une société de procréer et de prospérer, sa fin est annoncée.

Le deuxième échec survint quand les bureaucrates syndicaux proposèrent un simulacre de grève générale encadrée et organisée pour liquider toute grève insurrectionnelle. Le prolétariat ne se mobilisa pas autour de cet appel sachant par expérience que ces agiotages syndicaux mènent toujours à la défaite. Le reste est à l'avenant et maintenant que de jeunes écolos centriques et des urgentologues climatiques proposent de prendre le relai pacifique des manifs populistes, nous assistons à l'Acte final du pouvoir dictatorial annonçant la fin du cérémonial des processions dominicales. Le reste sera abondamment commenté par les analystes de la gauche éclectique qui y verront des mesures « *liberticides* » (toujours cette mystique petite-bourgeoise de la démocratie et de la liberté sous l'esclavage salarié) et qui ergoteront sur les façons de faire perdurer ces actions de prosternation.

Jusqu'aux années récentes, l'État et les partis politiques convoitant le pouvoir gouvernemental pouvaient laisser croire que la lutte réformiste assurait une plus juste répartition de la richesse générée par le travail salarié ; et ils s'efforçaient

d'obtenir des concessions du patronat. Les multiples défaites et reculs réformistes les ont amenés à rejeter les anciennes tactiques jusqu'à remettre en cause l'objectif stratégique de ces actions de révolte spontanées. Pour le prolétariat l'alternative c'est : faut-il chercher à obtenir des concessions et des réformes du mode de production ou faut-il abolir ce mode de production ?

Le front uni interclasses

La question du « *Front uni interclasses* », que nous différencions du « ***Front uni prolétarien*** », n'est pas une question subjective, idéologique ou métaphysique. Comme toute autre question stratégique et tactique, c'est d'abord un dilemme économique. Qui contrôle les cordons de la bourse dirige l'orchestre social. N'attendez pas de la moyenne bourgeoisie d'affaires qu'elle se sacrifie pour le salut de la petite-bourgeoisie ni du prolétariat. À la première occasion, elle trahira le soi-disant Front uni pour préserver ses avantages, même s'ils paraissent bancals. Il en est de même de la petite-bourgeoisie toujours prête à prendre la poudre d'escampette au premier obstacle sérieux. Sous la crise économique permanente du capitalisme, la petite-bourgeoisie ne peut être secourue, et le prolétariat ne doit lui faire aucune concession. La voie de la petite-bourgeoisie, précipitée dans la paupérisation et la précarisation, est toute tracée : elle devra rallier sans condition l'armée des prolétaires révolutionnaires dans ses guerres de classe. Voilà le « *Front uni prolétarien* » que nous proposons.

Organisation révolutionnaire : fruit de la révolution

L'évolution du Mouvement nous renseigne sur cette orientation inédite, illustrée par le rejet radical de l'appareil d'État, de ses appendices organisationnels syndicaux, ONG et partis politiques. De l'expérience des gilets jaunes il faut déduire que le

soulèvement populiste spontané sera pris en charge par le prolétariat révolutionnaire, cette « *avant-garde* » qui aura germé dans le giron de la guerre de classe prolongée. Comme l'écrivait *Kropotkine*, et contrairement à ce que prétendait *Lénine* ; le parti révolutionnaire de classe ne préexiste pas au mouvement révolutionnaire, il surgit spontanément comme la cristallisation d'une lente fermentation des divers groupes et associations militantes. **L'action insurrectionnelle** transformera le **mouvement populiste spontané** en une **insurrection populaire organisée**, visant non plus à **réformer**, mais à **détruire le système, son appareil d'État bourgeois**, et à **renverser le mode de production capitaliste, pour appeler à la construction du nouveau mode de production communiste prolétarien**. Entraîné par les événements, le mouvement populiste initial se transformera en un mouvement révolutionnaire organisé, toujours ballotté entre les différentes tendances idéologiques, politiques et économiques, résultant des intérêts divergents entre les classes sociales en lutte dans et par la révolution. **La révolution sera prolétarienne** non pas parce qu'une secte gauchiste en aura pris le contrôle, mais du fait que le prolétariat est la seule classe qui aura un intérêt économique et la capacité de la rendre à terme. C'est alors que l'on comprendra enfin le vrai sens de l'expression « ***dictature du prolétariat*** », qui ne sera en rien une dictature brutale, sanguinaire, totalitaire, d'une caste d'apparatchik sectaire et dogmatique, mais la simple acceptation par toutes les tendances et toutes les forces révolutionnaires que le retour en arrière vers l'exploitation et l'aliénation capitalistes n'est pas une option. Rien de commun avec l'URSS bolchevique, la Chine maoïste, Cuba castriste, les Khmers rouges cambodgiens, le Vietminh vietnamien, l'Angola du MPLA, la Corée des Kim, ces pays totalitaires sous domination du capitalisme d'État assimilé frauduleusement au communisme. C'est à dessein que nous réaffirmons cette évidence marxiste : **la révolution sociale** ne consiste pas

seulement à renverser l'ancien gouvernement et à détruire l'ancien mode de production. Cette étape s'appelle **l'insurrection populaire**. La révolution sociale comprend aussi l'étape de la construction d'un nouveau mode de production. Cette étape implique que la classe révolutionnaire possède la compréhension du futur mode de production dont les germes préexistent dans l'actuel mode de production.

La conscience de la classe révolutionnaire, ainsi que ses organisations révolutionnaires, ne sont pas des éléments préconstitués, enfermés dans un cocon qu'il suffirait d'extirper. La conscience de classe ne peut être apportée de l'extérieur de la classe comme une vérité révélée – cette conception thomiste relève de la mystique religieuse. **La conscience de classe est un construit – une production de classe**, au même titre qu'une œuvre d'art, un objet à la fois concret (l'idée matérialisée dans un projet de société en progrès) et abstrait (les rapports sociaux de production) issu de l'activité de la classe aspirant à l'émancipation, non pas comme un désir mystique – théologique – mais comme une nécessité impérative pour ne pas disparaître comme espèce terrestre. Au cours de la période révolutionnaire, la conscience de la classe aspirant à l'émancipation atteint sa pleine maturité. La conscience sociale de la classe, les théories et les organisations qui l'expriment et la matérialisent sont des productions comme toute autre production matérielle ou intellectuelle et sont soumises aux principes et aux mécanismes de la praxis d'abord économique, puis politique et ensuite idéologique et sociale, selon l'articulation suivante :

Le mouvement consolide la classe et fait progresser sa conscience ;
Sans mouvement spontané pas de classe révolutionnaire ;
Sans classe révolutionnaire pas de conscience révolutionnaire ;

Sans conscience révolutionnaire pas de théorie révolutionnaire ;
Sans théorie révolutionnaire pas d'organisations révolutionnaires ;
Sans organisations révolutionnaires pas de pouvoir économique, politique, idéologique prolétarien ;
Sans pouvoir prolétarien pas de révolution prolétarienne ;
Sans révolution prolétarienne pas de nouveau mode de production prolétarien communiste.

De ces principes, il découle que ce sont les conditions économiques et sociales objectives qui provoqueront le mouvement insurrectionnel spontané. Ce n'est pas la classe qui crée le mouvement insurrectionnel, c'est le mouvement insurrectionnel spontané qui consolide la classe, à commencer par ses éléments les plus militants engagés dans le mouvement. Les militants conscients feront progresser la conscience révolutionnaire jusqu'à l'élaboration d'une théorie révolutionnaire articulée (c'est-à-dire d'un projet de société, ce qui est bien différent d'un programme politique réformiste), qui servira de socle à l'organisation révolutionnaire protéiforme, ouverte, inclusive et fédérative. L'exact opposé d'un parti sectaire, dogmatique, dictatorial, répulsif, fermé, exclusif que les apparatchiks gauchistes ont imposé à la classe prolétarienne depuis des siècles, avec les résultats que l'on sait. Répétons-le : la **dictature du prolétariat** n'est pas une loi d'airain qu'impose une organisation centralisée sur la classe révolutionnaire spontanée et sur la société transformée en goulag social. La **dictature du prolétariat** est un principe général autour duquel la classe révolutionnaire rallie l'ensemble de la communauté : *« pas de retour en arrière vers le mode de production et les rapports de production capitalistes aliénants et débilitants »*. La construction du nouveau mode de production et des nouveaux

rappports sociaux de production prolétariens communistes constitue le cœur de la Révolution prolétarienne. Et chacun est invité à y participer selon le principe : « *de chacun selon ses capacités à chacun selon ses besoins* ».

À l'étape révolutionnaire du mouvement, la spontanéité s'estompe, le niveau de conscience de la classe mûrit, puis s'affermi dans et par le processus révolutionnaire, favorisant ainsi la consolidation du projet révolutionnaire global. **De ceci, il découle que l'insurrection populaire n'est pas la Révolution prolétarienne, elle en est la prémisse nécessaire à la fois objective et subjective.** Au cours de l'histoire, les insurrections populaires spontanées ont avorté ou encore elles ont été récupérées par une classe sociale pour servir ses objectifs et ses intérêts de classe. Ce fut le cas en Russie en 1917, en Chine en 1949 et dans tous les pays où sévirent les luttes de libération nationale bourgeoises souvent appelées « luttes anticoloniales ».^{vi} Ces révolutions socialistes, réformistes, nécessaires, ont permis de libérer les forces productives industrielles et de développer les rapports sociaux de production capitalistes, mais en aucun cas elles ne furent des révolutions prolétariennes communistes. Partout, le mouvement insurrectionnel spontané devança les conditions objectives et subjectives de la révolution prolétarienne, à savoir le total épanouissement des forces productives sociales prolétariennes. Une grande dépression économique et possiblement une guerre mondiale meurtrière prépareront les conditions objectives et subjectives de cette révolution internationaliste à venir.

Chaque révolte populaire, quel que soit le pays où elle se produit, est une vague lancée à l'assaut du pouvoir bourgeois. Vague qui, souvent, vient mourir aux pieds de la citadelle étatique du grand capital. *La Commune* en fut l'exemple emblématique par excellence. *La Commune* fut un coup de tonnerre – un défi – que

la classe prolétarienne parisienne, encore embryonnaire, lança au pouvoir étatique bourgeois en pleine expansion. À cette époque, l'immaturation évidente des conditions objectives et subjectives de la révolution prolétarienne mondiale (l'immaturation de la classe révolutionnaire) entraîna la défaite inévitable de cette insurrection populaire. Il en sera de même cinquante ans plus tard dans la république des soviets de toutes les Russies féodales. Pareillement avec les vagues de la soi-disant « *décolonisation* », qui ne fut que « *néo-colonisation* ». Et plus près de nous, avec les vagues du « *Printemps arabe* », et d'autres soulèvements populaires qui participent toutes d'une même action pour assurer la survie de l'espèce humaine et dont l'épicentre sismique se trouve au sein de la confrontation entre le travail et le capital, entre le prolétariat salarié et le capital financiarisé.

CHAPITRE UN

Tout a commencé le 17 novembre 2018

Le 17 novembre 2018, premier jour du blocage des rondpoints, un auteur anonyme, s'exprimant sur le webmagazine ***Les7duQuébec.com***, caractérise les revendications, en plus de pourfendre les réticences des élites de la gauche plurielle assises sur la clôture. Nous reproduisons cet article^{vii}.

Défendre le climat, elle est bien bonne !

Les sans-dents sont de sortie, disent les chroniqueurs des médias méprisants. Les gilets jaunes se présentent comme un mouvement spontané d'une ampleur inégalée proposant d'occuper le terrain favori des révoltes et des protestations sociales : la rue. La démystification de l'illusion électoraliste s'amplifie depuis longtemps à travers la France bourgeoise et républicaine. Et cette fois, c'en est trop : les urnes ont trop longtemps servi de tombeau aux illusions. Les candidats de la « relance économique et écologique » ont tellement menti aux sans-dents, que ces derniers ont décidé de s'exprimer par d'autres voies et moyens.

Au-delà du prix du carburant, auquel tous les médias, les politiciens et les directions syndicales tentent de cantonner le 17 novembre, c'est bien une prise de conscience globale qu'expérimente la population de l'hexagone. Car loin de « *l'enjeu climatique* », cache-sexe des politiques de taxations qui attaquent le pouvoir d'achat et les conditions de reproduction de la force de travail, le peuple de France en a assez. Exaspéré

de payer des impôts et des taxes, au moment où l'État a programmé la fermeture d'hôpitaux, de maternités, de crèches, d'écoles et de services ; assez, après une vie de labeur, de percevoir une retraite (du salaire économisé et reporté) insuffisante pour vivre. Il faut en finir avec ce mythe de « *l'enjeu climatique* ». Si demain nous payons plus cher le carburant, nos voitures seront-elles moins polluantes pour autant ? Évidemment non ! Donc on nous pénalise d'avoir besoin d'une voiture pour amener les gosses à l'école, on nous pénalise d'aller au boulot en bagnole, on nous pénalise d'avoir besoin d'un utilitaire pour pratiquer un métier ou une profession. L'étalement urbain nous est imposé par la spéculation immobilière, par les politiques commerciales des marchands du capital, par les plans d'aménagement urbain au service du capital.

Trop gros comme couleuvre

Tout le monde a une voiture et s'en sert ! Nul besoin d'être un génie de l'arnaque fiscale pour imaginer faire payer tous ces gens qui polluent en roulant. Mais le prétexte est fallacieux. Malgré le matraquage idéologique sur le climat, nous ne pouvons oublier que :

Les gros navires-porte-conteneur (plus de 93 000 sur les mers) et les avions (plusieurs dizaines de milliers) polluent des centaines de fois plus que les automobiles. Le cours mondial du pétrole s'envole et emporte avec lui les taxes et les redevances, nous dit-on, ce qui est douteux.

L'écologisme est de l'enfumage, la pollution est mentale

Depuis des années, les politiciens verts-écologistes ont fait leur place dans les sinécures gouvernementales. L'écologie, c'est leur gagne-pain quotidien. Écouter ces chefs de la gauche, tous plus écolos les uns que les autres, disant soutenir l'action du 17 novembre, mais ne pas vouloir remettre en cause ce qu'ils appellent « *les efforts pour assurer la transition énergétique* ». Ils souhaitent mendier une baisse de taxes à la pompe, mais colportent le mensonge qui justifie d'avance tous les braquages fiscaux que nous allons devoir subir par la suite, ce ne sera que partie remise.

Au début du Mouvement, *Mélenchon* tergiversait pour savoir s'il allait marcher aux côtés du *Front national* le 17 novembre. Les trotskistes de *Besancenot* traitaient les gilets jaunes de « *poujadistes* ». Tous ces gens, anciens ministres, députés européens, députés de l'hémicycle, sénateurs, élus des villes et des Conseils départementaux, donc tous ces petits-bourgeois sont éloignés du prolétariat et devraient y rester. Il en est de même des directions syndicales dont les échecs, les compromissions et les démissions demeurent dans la mémoire de chaque ouvrier : *Loi El Khomri*, la bataille des retraites, la lutte pour sauver le statut des cheminots. Les directions syndicales sont juste efficaces à organiser des manifs enterrement sur fond de musique techno. Juste capable d'être des « partenaires sociaux » pour bénéficier des largesses du patronat et de l'État, juste utiles à faire vivre une poignée de permanents intéressée par la pérennité de nos tourments.

Le mépris ne dure qu'un temps

Ce qui caractérise tous ces pontes, membres du gouvernement, leaders des partis politiques de toutes obédiences et

allégeances, bureaucrates syndicaux, organisateurs d'ONG subventionnés, c'est le mépris qu'ils affichent pour le peuple. Pourtant, dans ce Mouvement, il n'est question que de lutte pour la dignité et la survie. Il s'agit d'un soulèvement populaire d'ampleur qu'on ne puisse réduire à une masse informe et inconsciente d'électeurs déçus, de gens aigris ou de partisans fanatiques.

Dans toute l'histoire des mouvements spontanés des peuples, de 1789, en passant par 1830, 1848, *La Commune*, *Mai 68*, il s'est présenté des hommes providentiels pour nous montrer la voie, il est apparu des donneurs de leçons qui, une fois la tempête passée, ont remisé leurs grandes phrases dans leur tiroir aux accessoires. Il n'est question, en ce 17/11, que de reconquérir ce qu'on nous a appris à oublier : la solidarité dans l'adversité, la prise de conscience qu'ensemble on est fort et qu'eux tous, avec leurs discours, leur Europe et leurs euros, ils sont faibles.

Nous, communistes, accueillons ce soulèvement comme le premier signe (après des décennies de servitude) de l'éveil d'un sentiment collectif nouveau, porteurs d'avenir. Nous, communiste, saluons tous ceux qui – et pour plusieurs c'est la première fois – vont montrer aux gouvernants et à leurs larbins ce qu'un peuple est capable d'accomplir. Toutefois, la bourgeoisie française a de l'expérience et plus d'un tour dans son sac. Les mois à venir verront comment, avec ses collaborateurs de gauche elle va tenter de faire tomber le Mouvement qui pour l'instant se cherche.

Quelle que soit la suite des événements, le 17 novembre 2018 doit être considéré comme une brèche dans laquelle des millions de personnes font l'expérience de la lutte de classe à grande échelle. Aux communistes d'être avec eux, parmi eux, pour expliquer qu'il n'y a rien de définitif ni d'inexorable dans notre

misère. Les causes de la misère, de la précarité, du chômage, de la malbouffe, de la pollution, de la guerre sont connues et les remèdes aussi. Nous n'avons ni à courber l'échine ni à nous soumettre aux puissants de ce monde.

CHAPITRE DEUX

Gilets jaunes contre fumisterie climatique

Deux classes sociales – deux visions diaphasiques

Le petit-bourgeois se préoccupe de la « *fin du monde* », le prolétaire se préoccupe de la « *fin du mois* » annonciateur de la fin du monde. L'expression, employée par un manifestant, a fait florès. Comment concilier les exigences du pouvoir d'achat et les impératifs écologiques et climatiques ? La formule a été reprise par Macron dans son discours sur la transition énergétique : « *On l'entend, a-t-il expliqué, ils évoquent la fin du monde, nous, on parle de la fin du mois. Nous allons traiter les deux* », a-t-il menti. La question étant évidemment : comment seront traitées ces deux priorités, et pour servir les intérêts de qui ?

L'idéologie écologiste

L'État capitaliste, en adoptant l'idéologie verte, écologiste, cherche à faire face au problème social qu'il nourrit par ailleurs. Il vise à transformer le secteur de l'environnement en une source de revenus et d'emplois stables pour la petite-bourgeoisie paupérisée et précarisée. Les petits-bourgeois sont embauchés à grands frais comme fonctionnaires, comme chercheurs, ou journalistes, administrateurs d'ONG, juristes et gardiens des lois environnementales ; ou pour concocter des rapports sur les impacts des investissements et des infrastructures. Et ce qui n'est pas moins important : l'écologiste devient le représentant de la nation enrégimentée, la bourgeoisie d'État dirigeant efficacement l'ensemble du corps social aliéné. Cette conscription écologique citoyenne est présentée comme un

mouvement international grâce auquel le grand capital européen espère obtenir l'adhésion des populations européennes pour soutenir l'Union et l'euro face à ses concurrents commerciaux américains et chinois. On le constate : c'est l'aggravation chaotique de la concurrence commerciale qui motive ces commanditaires de l'urgence climatique.

*Le webmagazine *Nuevo Curso* va plus loin et subodore que : « l'arrière-pensée de ces mobilisations climato-écologistes est encore plus sinistre. La passion avec laquelle la chancelière Merkel promeut l'extension en Allemagne des mobilisations de jeunesses écolo-verts devrait allumer une lumière rouge. Que le journal « Le Monde » demande en éditorial si « nous pouvons sauver le climat en préservant les libertés citoyennes » doit être compris comme un énoncé d'objectifs. [...] Comme nous l'avons déjà vu lors des élections bavaroises, la bourgeoisie européenne a interprété la montée des Verts non seulement comme une issue à la crise allemande, mais également comme la base d'une bataille commune en faveur du grand capital continental afin de canaliser la rébellion de la petite bourgeoisie aigrie. [...] D'où les comparaisons permanentes avec les « Gilets jaunes », le contrexemple qui effraie le grand capital européen. Par ailleurs, le dernier rapport du GIEC avait déjà servi à ouvrir ce débat sur la nécessité d'une « dictature climatique mondiale », c'est-à-dire, sur l'opportunité d'un nouveau discours impérialiste universaliste, comme il en fut de l'antifascisme en 1939 et de l'anticommunisme jusqu'en 1990. [...] Les changements climatiques deviennent ainsi un drapeau utile pour les impérialistes européens face aux États-Unis et à la Chine. Et quoi de mieux que de le concrétiser par des jeunes ? »^{viii}*

Urgence environnementale et climatique

Reprenons le problème environnemental par la racine. La raison d'être d'une espèce ou d'une communauté sociale est de se reproduire. La question écologique, environnementale ou climatique, doit être abordée sous la loupe de cette prémisse. Cette prémisse entraîne la question suivante : comment assurer la reproduction sociale de l'espèce humaine dans des conditions climatiques contingentes et instables ? Depuis la nuit des temps, les sociétés humaines ont répondu à ce défi en concevant divers modes de production, dont le plus récent est le mode de production capitaliste, industriel, urbain, grevé de ses rapports de production opprimants, aliénants.

Un mode de production est un ensemble de processus, de procédés et d'interrelations par lesquels la société humaine se reproduit en exploitant deux ressources fondamentales : d'une part **la nature** (minerais, eau potable, énergie, terre arable, terre rare, océan, atmosphère, faune et flore, etc.) ; d'autre part **l'être humain**, sa force de travail. La seconde ressource travaille la première pour la transformer en marchandises consommables. Sous le mode de production capitaliste, tout facteur de production représente un **coût** (une dépense en capital variable ou en capital constant) qui sera comptabilisé à la fin pour donner la valeur de la production (de la marchandise). L'unique source de la valeur est la **force de travail** (le travail salarié, dirons-nous). Incidemment, la force de travail est elle-même une marchandise, qui, par son activité, transforme et valorise toutes les autres marchandises, et se dévalorise elle-même (via la technologie et les machines-outils). Et le cycle de valorisation-accumulation se poursuit ainsi dans une spirale sans fin. Étrange façon, direz-vous, d'aborder « *l'urgence énergétique et climatique* » ? Pourtant, nous sommes bien au cœur du problème. Depuis la nuit des temps, l'homme, par son travail,

puise des ressources dans la nature pour les transformer en produits consommables afin d'assurer la reproduction de l'espèce. La société humaine par ses activités, exploite la nature, la transforme, la pollue et la contamine. Elle produit des déchets et elle modifie l'environnement, laissant une empreinte écologique d'autant plus marquante que l'homme se répand rapidement, accroissant ainsi ses besoins sociaux.

Vecteurs économiques de la déshérence

L'économie est la science qui étudie les modes de production et leurs évolutions. Deux vecteurs économiques sont aujourd'hui différents : **le premier vecteur** concerne la quantité de déchets et de résidus à détruire, à enfouir, à neutraliser (gaz à effet de serre), à endiguer (déversements polluants), ou à recycler. Ce problème est à la mesure des immenses capacités de production industrielle (robot mécanique et numérique, intelligence artificielle, etc.) de nos sociétés contemporaines urbanisées, dont les progrès médicaux et les améliorations sanitaires ont permis l'augmentation de l'espérance de vie, si bien que 8 milliards d'humains travaillent aujourd'hui à se reproduire en puisant dans les ressources encore immenses de la planète. Nous sommes encore loin d'avoir épuisé les ressources de la planète, et l'intelligence humaine – une partie intégrante de la force de travail – imagine chaque jour de nouveaux procédés, de nouvelles méthodes et de nouvelles techniques de dépollution et de recyclage, d'économie d'énergie, de remédiation aux cataclysmes écologiques.

Le deuxième vecteur différenciant les sociétés modernes tient à la singulière économie capitaliste soumise aux crises de surproduction permanente au milieu de la désespérance, alors que le taux de profit réel moyen est en baisse. Or, pour le capital en crise, les cataclysmes naturels, les déchets commerciaux, les

résidus miniers, les émanations industrielles, les déjections agricoles, les déversements dans l'environnement, les rebuts toxiques à enfouir, à détruire, à neutraliser, à endiguer, ou encore les études et les précautions environnementales à assurer, avant et après avoir exploité les ressources, sont autant de coûts – autant de facteurs de production débilissants – qui grèvent les profits des entreprises.

Sous le mode de production capitaliste, rien ne se perd, rien ne se crée, tout se transforme en **coût de production** (capital constant – matières premières – énergie – machineries – capital variable – charges sociales – salaires – impôts et taxes) ou en **profit**. Réduire ou effacer l'empreinte écologique d'une installation de production, de transport ou de commercialisation entraîne des coûts. L'entreprise doit supporter ces coûts entravant ainsi sa compétitivité et sa rentabilité. En particulier, quand son concurrent ne se voit pas imposé les mêmes règles environnementales contraignantes, ou encore, si son concurrent reçoit des aides gouvernementales pour dépolluer, enfouir, éradiquer, éliminer, endiguer ou recycler ses déchets, émanations, résidus et contaminants.

Assistance de l'État pour maintenir le taux de profit

Évidemment, les déficits récurrents des gouvernements et le surendettement des États ne permettent pas à la fois de hausser les subventions aux entreprises polluantes et d'augmenter le budget des services publics, notamment le budget social alloué aux populations précarisées. Des choix sont donc nécessaires. Si l'État taxe le pollueur payeur institutionnel, entrepreneurial ou commercial, il provoquera du chômage et une baisse de ses revenus en taxes et en impôts, fragilisant encore davantage l'équilibre budgétaire national. Si l'État taxe le salariat pour soutenir les entreprises « vertes » et les programmes

écologiques de transition énergétique, il grèvera le pouvoir d'achat du prolétariat et réduira la consommation, et subséquemment la valorisation du capital, réduisant les débouchés des entreprises en surcapacité de production, abaissant d'autant leur marge de profit et leur capacité d'investir pour réduire leur empreinte écologique. Comme on le constate, le cycle du capital a ses lois immuables. Ainsi, ni la volonté humaine ni les partis politiques réformistes ne peuvent nous en préserver. Ou bien on change de mode de production ou l'on continue à voguer d'une crise économique à une urgence climatique.

Jeunes mobilisés pour sauver la planète

Les jeunes qui manifestent dans les rues des pays occidentaux aux cris d'« urgence climatique » et de : « À bas le productivisme » se trompent de cible quand ils condamnent tout un chacun – les prolétaires et les classes populaires – pour les dégradations environnementales, les émissions de gaz à effet de serre, les déversements de polluants et autres calamités écologiques. Se reproduire comme espèce implique une empreinte écologique et de la pollution. Faut-il exterminer l'espèce humaine ou se débarrasser du complexe militaro-industriel et du capitalisme, voilà le dilemme. Ces populations que les altermondialistes et les écosocialistes tentent de culpabiliser n'ont aucun pouvoir de décision sur les facteurs de production, sur les pollueurs non payeurs, sur les entreprises polluantes qui doivent d'abord verser des dividendes et mousser leurs actifs aux enchères boursières avant de dépenser pour dépolluer. Les travailleurs et les classes populaires n'ont pas davantage d'emprise sur les fonctionnaires et les administrateurs. En revanche, les politiciens portent aux nues ces étudiants, ces *imbéciles utiles*, qui proposent de faire payer les salariés (pourtant incapable de boucler leurs fins de mois)

afin d'enrayer la pollution sur laquelle ils n'ont aucune emprise. Remettons tous les pouvoirs économique, politique, médiatique et idéologique aux prolétaires et ensuite on pourra les accuser de tergiverser.

Le mythe démocratique de « *l'opinion publique* »

Mobilisons la puissante « *opinion publique citoyenne* », proposent les écologistes, les gauchistes et les altermondistes, ces pleureuses professionnelles qui versent dans l'activisme larmoyant, et le « *citoyennisme* » désolant. **L'opinion publique est un construit**, le fruit d'un travail de fabrication, une marchandise ayant une valeur commerciale. L'opinion publique citoyenne est le produit de l'activité des médias, propriétés du grand patronat qui conditionne en permanence les pensées et les mentalités. Tant et si bien que celui qui veut développer sa compréhension des événements doit trier les sources consultées. Ainsi, de plus en plus de gens ne font plus confiance aux médias mainstream et se tournent vers les médias numériques alternatifs. Les jeunes manifestants écologistes prétendent rallier *l'opinion publique* par leur agitation puérile. Ils assurent pouvoir, par de simples coups d'éclat, contraindre l'État bourgeois à légiférer pour sauvegarder la planète plutôt que les profits des compagnies. Notamment, par l'instauration de mesures fiscales écosocialistes (sic). C'est justement ce que réclame l'État bourgeois : à savoir, être forcé par cette fumeuse « *opinion publique citoyenne* » qu'il a conditionnée, de taxer le prolétariat, afin de subventionner le patronat (subvention aux automobiles électriques et taxe carbone en sont deux exemples). Mais cela ne fonctionnera pas, car tout ce que l'on retire en pouvoir d'achat au prolétariat réduit les ventes, et corrélativement les revenus du patronat.

Il en est de la bataille de la soi-disant opinion publique citoyenne comme des mascarades électorales. À ce jeu, pour gagner, il faut contrôler les médias. Pour cela, il faut disposer de beaucoup d'argent, le nerf de la guerre de l'opinion publique citoyenne. Les étudiants et les jeunes servent de chair-à-manifester afin de duper les ouvriers et leur faire payer les « crimes » écologiques dont ils sont eux-mêmes victimes.^{ix}

CHAPITRE TROIS

Stratégie et tactiques des Gilets jaunes

Un mouvement populiste spontané

Dans un chapitre précédent nous avons élaboré à propos des liens pratiques qui relient le développement **tactique** de la lutte de classe et l'objectif **stratégique** ultime de cette lutte : renverser le pouvoir économique d'abord, puis le pouvoir politique du capital, autrement dit abattre l'État bourgeois. Qu'en est-il du pouvoir idéologique du capital, demanderez-vous ? Reprenons cette équation qui relie les objectifs tactiques et l'objectif stratégique unique de la lutte des classes à chaque étape de son développement. Depuis plus d'un siècle, la classe prolétarienne mène des luttes quotidiennes dans l'instance économique pour la défense de ses conditions de vie et de travail, pour la défense de la valeur économique de sa force de travail, source de toute valeur et de toute richesse sociale. **Ces luttes de classe sur le front économique ne peuvent être que réformistes, en ce sens qu'elles ne visent qu'à assurer les conditions de la reproduction de la force de travail embauchée pour valoriser le capital.** Jusqu'à maintenant, la classe prolétarienne menait ces luttes selon un schéma convenu issu de plus d'un siècle d'expérience accumulée et cristallisée par différents courants de la gauche syndicale et politique. L'observation des échecs répétés de ces luttes réformistes, après mai-68 notamment, et plus spécifiquement à la suite de la crise économique de 2008 a amené la classe prolétarienne à remettre en cause certaines des anciennes méthodes et certaines des vieilles tactiques de combat. Cela a muri dans le subconscient de la classe, à l'insu même des bureaucrates syndicaux tétanisés et

des gourous de la gauche dogmatisée. Le Mouvement spontané des Gilets jaunes est la manifestation objective de ce murissement pratique de la conscience de classe profonde. La lutte de classe engagée sur le front économique et politique a débordé sur le front idéologique afin de condenser les avancées de la lutte sur les différents fronts ou instances de la guerre de classe. Le présent volume veut contribuer à cette lutte sur le front idéologique en faisant le bilan des apprentissages acquis au cours de cette révolte sociale radicale, afin qu'à la prochaine manche de l'affrontement nous bénéficions collectivement de ce savoir accumulé dans le subconscient de la classe prolétarienne. Nous le répétons inlassablement : la tâche de « l'avant-garde » prolétarienne n'est pas d'apporter la conscience à la classe, mais de contribuer, de l'intérieur du mouvement populaire, au renforcement de la conscience révolutionnaire et à son hégémonie.

Incontestablement, la mouvance populiste spontanée marque, pour la France du moins, le début d'une époque nouvelle en matière de lutte de classe. Un renouveau antisystème capitaliste transcendant les luttes économiques réformistes. Certes, les gilets jaunes n'ont pas gagné cette lutte. Mais cela ne signifie pas que l'expérience soit dénuée d'enseignements ni d'apprentissages. Au contraire. Ce soulèvement est l'expérience la plus avancée qui ait été menée pour recadrer la lutte contre le pouvoir économique d'abord, et d'y subordonner la lutte contre le pouvoir politique et idéologique ensuite.

Le réformisme

Le *réformisme*, en tant qu'orientation politique, est un courant de pensée ayant contaminé aussi bien la gauche racoleuse et rafistoleuse que les mouvances populistes comme Les *Indignés*, *Nuit debout*, *Occupy Wall Street*, et les autres manifestations

réformistes de la petite-bourgeoisie. Si le contrat social réformiste, ayant rythmé les relations de travail et dominé politiquement pendant plus d'un siècle, est aujourd'hui répudié par le salariat, c'est que le patronat, le premier, l'a renié. Le grand capital international ne peut plus concéder les salaires et les conditions de vie et de travail consenties pendant les années d'expansion de l'impérialisme (1945 – 1975). Pire, depuis la grave crise économique de 2008, le capital international a entrepris une vaste offensive mondiale pour sa survie. Il mène cette offensive sur deux fronts économiques à la fois. À l'interne du capital mondialisé, quelques factions se rassemblent et forment alliance pour s'accaparer des marchés, des secteurs de ressources et des sphères d'extraction de la plus-value, source de la valeur marchande. Le gouvernement américain est le plus réactif sur ce terrain avec ses politiques de hausses des tarifs douaniers frappant aussi bien ses alliés que ses concurrents. Le gouvernement chinois est le plus proactif à ce chapitre avec ses projets d'investissements pharaoniques. À l'externe du capital mondialisé, la lutte de classe est engagée tous azimuts contre le prolétariat internationalisé, afin de lui retirer les concessions et lui faire payer le prix de la reprise économique. Reprise économique n'ayant aucune chance de se concrétiser. Cette fois, les ouvriers ne doivent pas accepter de devenir la chair à canon de la guerre en préparation. Ils devront tirer profit des difficultés de leur ennemi de classe pour renverser son État et détruire son mode de production moribond. Voilà notre compréhension du concept de « lanceur d'alerte ». Le Mouvement des Gilets jaunes est la plus récente alerte que la classe prolétarienne française ait lancée en direction du prolétariat international. Les prolétaires révolutionnaires sont les courroies de transmission de cette alerte retentissante.

Ce courant émergeant spontanément de la base sociale a instinctivement rejeté à la fois les politiques de la gauche et de

la droite bourgeoise, et il a spontanément rejeté les polichinelles qui se partagent le pouvoir politique, depuis plus d'un siècle, en alternance (gauche/droite) sous les ordres des patrons, les vrais maîtres du pouvoir économique et donc du pouvoir politique, juridique, médiatique, militaire et idéologique – ces instances subordonnées au pouvoir économique. La prise de conscience de cette articulation des pouvoirs fut la nouveauté de cette France jaune, ce qui donne un indice de la conscience de classe prolétarienne. Cette conscience de classe immanente est le fruit des expériences concrètes vécues par les prolétaires du monde entier depuis les balbutiements du mouvement ouvrier de la 1^{re} et de la 2^e internationale, puis par les militants de la 3^e et de la 4^e Internationale. Ces expériences de lutte ont été encadrées par les organisations de la gauche et/ou de la droite traditionnelle, qui se sont chargées d'aménager des voies de sortie, permettant de négocier une issue favorable aux intérêts du capital. Comme la classe parvenait à survivre avec les concessions des patrons, peu de militants regimbaient et la collaboration de classe, menée aux dépens du prolétariat, satisfaisait l'industrie syndicale d'affaires, celle des ONG citoyennes subventionnées et les politiciens de la droite et de la gauche réformée.

Le subconscient de la classe prolétarienne est tellement imprégné de ces enseignements et de ces apprentissages que le consensus s'est établi spontanément parmi les militants pour refuser toute organisation formelle (qu'ils percevaient à juste titre comme potentiellement sectaire et dogmatique) ; pour rejeter toute représentation (qu'ils percevaient à juste titre comme élitiste et dissociée de la base militante) ; pour se méfier de la délégation de pouvoir (qui est le ferment du sectarisme et de l'élitisme), attitude et comportement que le régime du capital a décrié avec véhémence et ce que la petite-bourgeoisie infiltrée a tenté de renverser. L'appel des petits-bourgeois et des

politiciens professionnels pour transformer le Mouvement en organisation politique permanente, pour congédier Macron et dissoudre l'Assemblée, pour convoquer une Constituante ou pour initier le Référendum d'Initiative Citoyenne (RIC), ou encore pour participer aux mascarades électorales bourgeoises (autant de miroirs aux alouettes pour petits-bourgeois appâtés par un siège bien rétribué aux assemblées et aux comités), qui n'ont pas trouvé d'échos auprès des militants prolétariens engagés. Ces propositions démocratiques démagogiques n'ont alléché que les bobos et leurs sous-fifres qui voulaient conserver la main sur le Mouvement afin d'en monnayer l'enlèvement.

L'unique objectif stratégique du Mouvement

Même s'il parut confus au début, le soulèvement est né autour d'un objectif stratégique qui a fait consensus dans son expression militante radicale. Ce qui atteste que le mouvement n'était pas contrôlé par les vieilles organisations de la gauche ou de la droite sectaire et dogmatique, qui excellent dans l'art de faire taire toute divergence et de placer tout le monde sous le knout idéologique de leurs gourous. Il est sain que de nombreux militants aient formulé leurs récriminations et aient participé ainsi à l'élaboration du plaidoyer commun qui, malgré la cacophonie apparente, s'est unifié au fur et à mesure des avancées de la lutte concrète. Ainsi, les multiples revendications politiques réformistes ont été peu à peu balayées, pour ne laisser qu'un seul objectif stratégique. L'erreur des jaunes – erreur qui a provoqué leur enlèvement – ne fut pas stratégique, mais tactique.

L'objectif stratégique des gilets jaunes était de défendre le pouvoir d'achat des salariés étranglés par le système de profit anémié. En d'autres termes, leur objectif stratégique économique réformiste était de maintenir, sinon d'augmenter,

la valeur et le prix de vente de leur force de travail, et corrélativement de stopper les assauts du capital et de son État fantoche sur le front économique de la lutte de classe. C'était d'emblée une revendication réformiste de résistance de classe, même si les prolétaires ne savaient pas l'exprimer en ces termes. Ce qui importe peu, sauf pour les gauchistes dogmatiques. **Cet objectif stratégique réformiste était par essence insurrectionnel, puisque la crise économique systémique du capitalisme rendait sa satisfaction impossible.** Chaque euro d'augmentation du salaire devait être pris dans la caisse des profits du capital en plein naufrage. Ce qui explique les misérables concessions (SMIC en légère hausse, baisse fictive des impôts vite compensée par l'inflation et par la dépréciation de l'euro, les hausses de tarifs des services et les hausses de taxes). En ces temps de grave crise économique où le système capitaliste s'apprête à implorer, une telle revendication salariale était potentiellement insurrectionnelle, car le capital ne bénéficie d'aucune marge de manœuvre, ce que le thuriféraire des banquiers a confirmé un certain mardi à la télévision française par des promesses creuses et trompeuses. Si le prolétariat français avait perçu que le moment insurrectionnel était propice, de telles promesses fallacieuses l'auraient amené à durcir ses positions et à maintenir ses revendications légitimes puisque c'est sa survie physique, en tant que classe sociale exploitée, qui en dépendait. Mais dans son immense sagesse, le prolétariat français fit le constat que les conditions de l'insurrection n'étaient pas réunies.

Les ouvriers militants le disaient carrément : « *On ne vit plus avec ces salaires de misère, on survit à peine* ». Mais à partir du moment où la classe prolétarienne (section française), subodorant l'immaturation de la conjoncture insurrectionnelle, a commencé à délaissier l'occupation des rondpoints et à renoncer à la grève générale illimitée, le Mouvement a périclité. En lieu et

place, les tactiques petites-bourgeoises des manifestations-processions et des caillassages urbains prévalurent. Et c'en fut fait de la mouvance populaire dont la petite-bourgeoisie s'assura la direction exclusive et qu'elle liquida petit à petit contre quelques promesses mensongères. Voilà un apprentissage fondamental que les militants prolétariens doivent conserver dans leur conscience profonde.

Agitation petite-bourgeoise

Évidemment, tout au long des évènements de multiples organisations, groupuscules, sectes, comités et associations de petits-bourgeois désolés de se voir paupérisés et prolétarisés, se sont agitées et ont tenté d'en prendre le commandement afin de le mettre à leur service à des fins réformistes. Évidemment que ces mêmes petits-bourgeois contrôlant les organisations de travailleurs (syndicats, partis, mutuelles, coopératives, associations, ONG, etc.) ont fait ramage et ravage parmi la classe ouvrière, qui peine aujourd'hui à se réorganiser loin de l'hégémonie des bobos, ces courroies de transmission du grand capital. Mais ne nous laissons pas embrouiller par cette agitation périphérique et concentrons notre attention sur l'essentiel : les intérêts fondamentaux de la classe prolétarienne et la façon de les défendre jusqu'à l'insurrection populaire.

La soi-disant « *classe moyenne* »

Soulignons au passage que les petits-bourgeois, chiens de garde du capital, ne forment pas une « *classe moyenne* », un concept inventé par l'école de sociologie américaine. Cette fantaisie sociologique ne vise qu'à masquer la lutte des classes entre ouvriers et prolétaires contre les petits-bourgeois, les bourgeois et le grand capital international. Une classe sociale ne se définit pas par son revenu, mais par sa fonction dans le procès de

production. La présente crise existentielle de la petite-bourgeoisie vient du fait qu'elle est expulsée du procès de production – tout comme les ouvriers incidemment – et qu'elle s'inquiète de son avenir individuel et collectif. Ce processus économique en cours dans le monde capitaliste amène ouvriers et petits-bourgeois à se croiser de plus en plus souvent sur les barricades de la lutte de classe. Le combat des prolétaires révolutionnaires vise à préserver leur autonomie politique de classe afin de ne pas retomber dans les ornières du réformisme petit-bourgeois de droite ou de gauche. Par l'analyse stratégique et tactique, nous parviendrons à assurer l'hégémonie du prolétariat. Vous aurez noté que nous n'avons pas écrit : « *l'hégémonie du parti sur la classe* ». C'est que le bilan d'un siècle de lutte de la classe ouvrière conduite sous la tutelle des partis de gauche, nous amène à la conclusion que cette voie organisationnelle aboutit invariablement à l'impasse sectaire, dogmatique, opportuniste, au réformisme politique, à la collaboration de classe et au nationalisme chauvin, quand ce n'est pas au fascisme.

Une variété de tactiques de lutte

Un objectif stratégique de cette importance (stopper l'assaut du capital contre nos conditions de vie et de travail et maintenir la valeur de notre force de travail) se poursuit par une variété de tactiques de combat. Examinons quelques-unes des tactiques de guerre mises en œuvre spontanément.

Première tactique inédite : Blocage des voies de circulation dans l'objectif de paralyser l'économie, c'est-à-dire la circulation du capital, donc, de le saigner et de stopper sa profitabilité. Contrairement aux sempiternelles marches-parades de carnaval où l'on supplie le suzerain de l'État des riches de daigner porter attention aux doléances de ses sujets, cette tactique de

confrontation est potentiellement insurrectionnelle, car elle s'attaque directement au capital, à ses profits, la sève qui le maintient en vie, au-delà d'une usine ou d'un secteur industriel en particulier. Rappelez-vous cette procession des serfs russes allant implorer la charité du Tsar, le petit père des peuples de toutes les Russies, et qui furent massacrés par milliers. Le mythe politique réformiste à la vie dure parmi la gauche. À l'époque, les bolcheviques menaient la cérémonie sacrificielle. Aujourd'hui, c'est la CGT/CFDT/FO/SUD, qui mènent le bal intemporel des sempiternelles processions d'incantations.

L'été dernier, les cheminots, lors de leur grève partielle, avaient tâté de cette tactique de blocage des transports des travailleurs et du fret, indice que la tactique insurrectionnelle de bloquer l'économie faisait son chemin dans le subconscient de la classe prolétarienne française, la plus militante du continent.

Manifestations de résistance résiliente

Une tactique complémentaire s'est vite imposée pour renforcer et radicaliser la tactique de paralyser l'économie. Contrairement aux manifestations de types parades-processions débilitantes qui répandent le pessimisme, les manifestations de résistance, comme celles très militantes des gilets jaunes, à Paris et en province, ont l'utilité de démontrer la pugnacité et la détermination des militants, et surtout de galvaniser les troupes prolétariennes sur les rondpoints bloqués après chaque « Acte » spontané. Cependant, le blocage de l'économie – de la circulation des marchandises et donc des profits – demeure la tactique de lutte décisive sur le front économique de la lutte de classe. Pour cette raison, elle aurait dû être renforcée et non pas abandonnée. C'est à ce chapitre de la lutte que la petite-bourgeoisie infiltrée a commis ses pires méfaits. Le petit-bourgeois vacille face à la violence des manifestations et face à

la violence potentielle qui pourrait surgir d'un blocage complet des rondpoints, des trains, des gares, des ports et des aéroports. Si la gauche souhaitait faire œuvre utile dans ce conflit entre le capital, son État et le prolétariat, elle aurait dû renforcer les lignes de piquetage, car le blocage des transports de marchandises et des travailleurs, ainsi que des raffineries de pétrole, aurait mis l'État bourgeois à genoux, en même temps que ses patrons du grand capital ; ainsi l'insurrection populaire aurait été à l'ordre du jour.

La grève générale, arme ultime du prolétariat

Un lecteur de notre webmagazine déclarait : « *La grève générale est l'arme ultime des travailleurs sur le front économique de la lutte de classe* », ce qui est vrai. La grève générale stoppe la circulation générale du capital et étrangle la valorisation et donc l'accumulation du capital. Mais de nos jours, où l'économie est tellement dépendante du transport des marchandises et de la circulation des travailleurs salariés, il existe différentes méthodes pour amorcer une grève générale. En bloquant les transports de marchandises et la circulation des travailleurs vers les lieux d'exploitation de la force de travail, on obtient le même résultat que par la grève d'ateliers, d'usines et de chantiers. Si les cheminots n'avaient pas été paralysés par leur bureaucratie syndicale, ils auraient relancé leur grève, mais de manière continue et illimitée cette fois. Finie l'innocuité des grèves perlées.

Alors que certains égrenaient la litanie de leurs revendications politiques réformistes et songeaient à participer à la prochaine mascarade électorale, les ministres songeaient que leur gouvernement fantoche était en sursis. Qui ne sait pas mater la plèbe ne mérite pas de gouverner l'État des riches, pensait l'oligarchie. La ministre Penicaud, dans une novlangue

indescriptible, jeta de l'huile sur le feu, sur LCI : « *Un coup de pouce au SMIC, on sait que ça détruit des emplois, donc ce n'est pas la bonne méthode* ». Tout est dit par ceux-là mêmes qui sont chargés de la maintenance du système en décadence. Le système économique capitaliste est incompatible avec la survie de la classe prolétarienne. Sous ce mode de production, déclare la ministre lucide : « *si vous augmentez les salaires et si vous accordez aux ouvriers assez pour survivre, vous détruisez leurs emplois et les enfoncez dans la misère* ». Alors, messieurs et mesdames de la gauche et de la droite réunies, la question se résume à ceci : « *faut-il sauver le système capitaliste ou faut-il sauver le prolétariat qui périlite ?* » On ne peut accomplir les deux à la fois. Si le prolétariat veut être l'artisan de son émancipation, il devra renverser non pas le régime, non pas le système, mais le mode de production capitaliste moribond.

Quand tout aura été dit et que tout aura été consommé, le prolétariat comprendra que la défense du pouvoir d'achat (du prix de vente de sa force de travail) mène directement à la confrontation antagoniste avec le capital, pour la survie individuelle et collective de l'espèce humaine. Parvenues au paroxysme de cet affrontement insurrectionnel, deux voies s'ouvriront au prolétariat : celle du réformisme politique petit-bourgeois pour l'obtention de quelques avantages éphémères concédés en temps de prospérité et que le capital reprendra aussitôt ; ou alors celle de la Révolution prolétarienne qui détruira définitivement ce mode de production moribond, créant les conditions pour l'édification d'un nouveau mode de production sans salariat, sans monnaie, sans profit et sans prolétariat.

CHAPITRE QUATRE

État, médias et intellectuels contre Gilets jaunes

La marchandise « information »

Les médias produisent et commercialisent une marchandise singulière, l'information le divertissement et la communication qui doit rapporter revenus et profits aux multinationales des communications. La petite-bourgeoisie des médias œuvre dans cette superstructure et sa fonction consiste à réguler le fonctionnement de ce système d'endoctrinement idéologique. Il s'agit, pour ces scribes, de formater l'opinion publique citoyenne afin d'assurer sa soumission en évitant les récriminations et les révoltes. S'il fallait faire la démonstration de leur dévotion aux patrons du capital, le traitement des Gilets jaunes en aura été la parfaite illustration. En France la majorité des médias est la propriété d'un petit nombre de grands groupes financiers comme dans les pays du monde entier.

La petite-bourgeoisie devisant à propos de la soi-disant *liberté d'information* a tendance à expliquer la soumission des plumitifs par la concentration de la propriété des médias : « *Dix milliardaires ont pris le contrôle d'une grande partie des médias français. Ces oligarques, venus du BTP, de l'armement, de l'industrie du luxe et de la téléphonie, ont accaparé les grands quotidiens nationaux, les chaînes de télévision et les radios, pour assoir leur influence. Avec à la clé, conflits d'intérêts, censures, pressions, licenciements, ingérence malsaine [...] Cette concentration des moyens de production de l'information entre les mains de quelques-uns met en péril l'indépendance de la presse dans notre pays. Et porte ainsi atteinte au fonctionnement*

démocratique (sic). Comment garantir la liberté de l'information et le pluralisme de la presse ? » s'indigne un scribouilleur.^x

Les médias agissent ouvertement comme des organes du pouvoir financier et de l'État. Pour preuve : au cours de la révolte, les médias français n'ont pas voulu voir la violence permanente imposée par les difficultés économiques, la violence sociale, la violence des patrons, ni la violence des forces de l'ordre sur les lignes de piquetage, ni la violence de l'État aux abois. Pour ces médias aux ordres, cette violence n'existait pas. Les plumitifs sont conditionnés à ne voir que la violence circonstancielle et résiduelle exprimée par la destruction de quelques vitrines de restaurants, de magasins ou de banques, les incendies de voitures, et les tags sur les murs. Cette focalisation sur cette violence réactive à petite échelle a pour dessein d'escamoter les violences étatiques, politiques, économiques et sociales, et corrélativement d'inverser les responsabilités et les culpabilités en matière de violence. Il faut relever que cette attitude et ce comportement des officiers des médias à la solde ne sont pas téléguidés d'en haut, depuis le propriétaire milliardaire jusqu'au banal plumitif. Pour décrocher un emploi, ne serait-ce que comme commis dans ces entreprises où l'on fabrique la marchandise information, il faut avoir le profil de l'emploi et la foi démocratique, croire aux mascarades électorales, partager les valeurs bourgeoises et avoir la fibre patriotique. Assuré de recruter des agents formatés selon ces valeurs dominantes, quel besoin le milliardaire propriétaire aurait-il de souffler les primeurs ou les « fakes news » à l'oreille de ses valets de pied ? Il est de peu d'intérêt de constater que dix milliardaires contrôlent 80 % des moyens d'information-propagande en France. Seraient-ils cinquante, le résultat serait le même et rien ne changerait en termes d'autocensure que s'imposent journalistes et chefs de pupitres pour conserver leur emploi. Ce qui importe d'observer, c'est dans quel secteur

économique ces milliardaires ont investi leur capital. Ce sont des marchands d'armes, des magnats de la construction, des marchands de produits de luxe et de la grande distribution.

Perte de confiance vis-à-vis des médias

Avec la révolte des Gilets jaunes, les derniers mensonges sur la prétendue liberté de la presse ont été démasqués. Le peuple ne croit plus dans ces menteurs professionnels. Les médias eux-mêmes ont pris conscience de cette réalité. Voilà une conséquence importante de la révolte des « jaunes ». Cette crise de confiance s'explique, selon la majorité des Français, par le manque d'indépendance des journalistes vis-à-vis du pouvoir politique et économique. Environ deux tiers des sondés jugent que les journalistes ne sont pas indépendants ni du pouvoir politique (69 %) ni du pouvoir économique (62 %). Depuis quand un salarié est-il indépendant de son employeur ?

« La confiance dans les médias à son plus bas historique en France », titre BFMTV. Le journal Le Monde, l'organe officieux de l'État français écrit : « Selon les trois quarts des sondés, les journalistes sont jugés trop dépendants du pouvoir politique. Une critique entendue fréquemment au sein du mouvement, qui préfèrent les Lives sur Facebook pour contrôler leurs propos et se méfient des porte-paroles, comme de toute médiation. »^{xi} Même l'audimat de la télévision est en chute libre. Média jusque-là préféré des Français pour s'informer, la télévision recueille un niveau de confiance de seulement 38 % (-10 points en un an). La presse écrite s'effondre à 44 % (-8 points). Pareillement, les réseaux sociaux subissent la même érosion en matière de considération. En effet, on pouvait penser que les activistes faisaient confiance à internet, à Facebook, à Google, aux médias du net. Mais, la même suspicion de collusion avec les puissances d'argent s'exprime à l'égard des organes dominants de la Toile.

Les médias enragés contre les Gilets jaunes

Comme toute la presse française, *Le Monde* a répété sans discontinuer le mythe selon lequel les gilets jaunes seraient des marionnettes de l'extrême droite. Mais ce mensonge n'ayant pas eu l'effet escompté, les médias français ont agité la vieille rengaine de l'antisémitisme. *Le Monde* du 20-21 janvier 2019 titre : « *Les Gilets jaunes, terrain d'influence pour la nébuleuse complotiste* ». On peut y lire : « *des figures conspirationnistes de l'ultra droite se servent du mouvement* », « *les dérapages se sont multipliés depuis le début du mouvement* », « *la colère contre les institutions démocratiques est le résultat d'une entreprise idéologique* », « *ces obsessions complotistes antisémites autour de Macron et de la banque Rothschild s'affichent désormais dans les cortèges* », « *en se servant du mouvement né le 17 novembre pour démultiplier leur influence, les complotistes et antisémites liés à l'extrême droite gagnent en visibilité depuis plusieurs semaines.* » Et de conclure : « *Le jour de l'acte X, des figures complotistes et antisémites et d'extrême droite se sont finalement données rendez-vous* ». Ainsi, parce qu'il défie courageusement la classe dominante, le Mouvement est calomnié. Pour accréditer le canular de l'antisémitisme, les médias ont brandi des images d'un fait divers où un dénommé *Finkielkraut* est traité de sioniste par un manifestant. Aussi, pour le présenter comme antisémite, les médias français prétendent que la désignation de sioniste serait de l'antisémitisme.

Missions et activités des médias bourgeois

Décortiquons la mission politique, idéologique et sociale des médias mainstream. Le rôle des médias bourgeois, de gauche comme de droite, est crucial dans nos sociétés – multiethniques – criminalisées – urbanisées – industrialisées – stressées et

densément peuplés, sous fortes tensions économiques (chômage et pauvreté) et sociales (réduction des services de proximité, drogues, délinquance, vols et crimes contre la personne). Au milieu de cette confusion, les médias sont une source d'insécurité et de chaos supplémentaire, en même temps que d'endoctrinement et d'incohérence, l'une de ces fonctions rendant les autres possibles et nécessaires.

L'activité médiatique comporte de multiples facettes. D'une part, les médias diffusent une vision du monde – celle de la classe dominante –, c'est leur première activité vitale. Par cette activité, ils conditionnent la conscience collective et individuelle à accepter ce monde capitaliste tel qu'il est, avec ses célébrités riches et adulées, imitées et jalouées par les petits-bourgeois envieux, anxieux, aigris, poussés par l'ambition de se hisser un jour au paradis des parvenus. Le monde selon les médias compte des millions de peccots anonymes, besogneux et stressés, heureux selon eux de leur destinée misérable à condition de pouvoir satisfaire leurs passions coupables telles que sexe, alcool, drogue, violence, sport, jeux, religion, narcissisme, etc. Enfin, les médias à la solde ont pour mission de lever le voile sur un monde sombre, l'envers de la belle société normée, le monde du lumpenprolétariat, des SDF, de la pauvreté et de la petite criminalité louche, le monde interlope du vol à grande échelle, du blanchiment d'argent, du crime organisé, qui alimente les passions. Mais n'ayez crainte, bonnes gens, l'État démocratique et populiste, avec ses forces de répression, ses palais de justice, ses prisons et son armée assurent votre protection (sic). La table sociale est dressée et chaque jour les médias nous gavent de cette vision fétiche d'un monde d'insécurité et de répression où chacun cherche ses repères dans la confusion que nourrit la médiation et la désinformation afin de justifier la répression.

La deuxième activité vitale des médias menteurs est d'exposer la répression de l'État dont sont l'objet les récalcitrants, ceux qui s'opposent au système. Cette répression frappe le SDF qui bivouaque dans un parc, les migrants entassés dans leur campement de fortune, le « dealer » de la piquerie du palier (pas le fournisseur cependant), le voleur à la tire, la vedette qui ne paye pas ses dettes, l'imprésario, l'officiant ou le curé coupable d'attouchements, le petit truand qui a fraudé l'impôt, le mafieux qui a triché au casino, l'homme d'affaires soupçonné de détournement, le malfrat accusé de violence. Et enfin, bien entendu, les médias des riches exposent le plein poids de la loi bourgeoise s'abattant sur les manifestants, les grévistes, les travailleurs récalcitrants obstruant la circulation des marchandises et empêchant la valorisation du capital et des profits pour défendre leurs conditions de vie et de travail. À contrario, les médias bourgeois affichent leur soutien et leur compassion pour ceux qui contestent le système (cela est permis et encouragé à titre individuel), mais en respectant les règlements et les lois – c'est-à-dire la dictature du capital. Les médias dominants l'affichent chaque jour, féministes, LGBTQ, syndicalistes, environnementalistes, écologistes, fascistes et gauchistes, tous les pleurnichards gémissants contre les injustices sociales sont reçus et encouragés par le pouvoir. Et ils obtiennent parfois une loi sympathique pour récompenser leur bonne conduite pacifique, ou alors une taxe sur les carburants frappant les pauvres gens.

La troisième activité des médias consiste à exhiber la vie somptueuse des gens riches et célèbres. Il s'agit d'étaler leur fortune, leur aisance et l'abondance des biens obtenus grâce à leurs efforts exceptionnels, personnels et professionnels, ayant permis leur ascension sociale et leur intégration dans le système capitaliste, ce magnifique système économique qui offre à chacun la chance de s'enrichir, surtout aux riches.

Quatrième activité fondamentale des médias du capital, mystifier la réalité afin d'en rendre la lecture confuse, et de rendre le monde (la société, l'économie, la politique, l'idéologie) incompréhensible. Les médias mystificateurs accomplissent cette mission en présentant toute activité humaine, particulièrement les activités économiques, politiques, idéologiques, diplomatiques, judiciaires, militaires comme le fruit soit du hasard, soit de tel ou tel individu caractériel (l'imprévisible *Donald Trump* ou l'irascible *Kim Jong un*, ou le doctrinaire *Khamenei*). Mais jamais comme le produit des lois incontournables de l'économie politique, de la sociologie et de la lutte des classes.

Par le travail manipulateur opéré par les médias inféodés au capital, la société est délibérément complexifiée, enrobée dans une opacité politique machiavélique. Ce travestissement de la réalité a pour dessein d'éviter que les militants accèdent à la compréhension authentique des lois dialectiques régissant l'ensemble de la société déchirée par des antagonismes de classe. En lieu et place, les médias proposent des rumeurs, des allégations, des « Fakes news » et des complots machiavéliques, ourdis dans l'antichambre des riches, conduisant chacun à spéculer, deviser, ergoter sur tel ou tel dirigeant (le Jupiter arrogant, *Theresa May* la puddle larmoyante, *Merkel* la Reich-Woman, *Staline* l'exterminateur, *Mao* le grand timonier, etc.). Les médias asservis au capital proposent de supputer les manies et les travers des célébrités. Ces journalistes appliquent au monde de la politique, de l'économie, de l'idéologie, les recettes de la morale vulgaire et de l'idéalisme. Ainsi, *Macron* serait un arrogant, expliquant ainsi son dédain pour les sans-dents. Remplacez *Macron* par *Mélenchon* ou par *Marine Le Pen*, et vous aurez tout changé, suggère les médias à l'étroitesse d'esprit

criante de vacuité. Voilà à quoi se réduit l'activité politique des médias de droite comme de gauche.

Trois catégories de médias bourgeois

Pour accomplir ce travail de décomposition sociale, de mystification et d'enrôlement idéologique, les médias bourgeois se répartissent en trois catégories. En premier lieu, il y a la presse de divertissement. Ces médias « *peoples* » ont pour fonction de divertir et d'endormir le public en vue de lui permettre de s'évader dans les rêves d'un monde meilleur, qui sera accessible probablement dans une autre vie (sic). C'est le nouvel opium du monde civilisé, cet opium médiatique remplace la religion.

En second lieu, il existe la presse d'information au service du capital. Ces médias de « *formatage* » ajoutent à la fonction « *people* » des prétentions à informer sur l'actualité et à l'interpréter. Ces médias ont pour fonction de façonner l'opinion publique et de susciter le consentement pour les différentes politiques des gouvernements, mais surtout d'obtenir la résignation et même l'adhésion de l'opinion publique citoyenne à ses misérables conditions de vie. Pour ce faire, ces médias font appel à des experts, des analystes, des universitaires, patentés pour emberlificoter l'opinion citoyenne. Ainsi, l'exécutif français lance le « *Grand Débat* » pour embrouiller le citoyen révolté. Au cours du soulèvement, la presse de formatage n'en finissait plus de supputer les intentions du président et de spéculer sur les décisions qui pourraient découler de cette consultation alambiquée. Or, le gouvernement français, en quasi-faillite économique, n'a aucune marge de manœuvre, et ne peut sortir de la crise budgétaire, son budget étant dévoré par la dette, et à la fin il devra saigner davantage l'ouvrier, voilà la triste réalité que vous n'entendrez jamais sur les ondes de la télé.

Il existe une troisième catégorie de médias. Ces médias rigoureux méritent d'être lus par les prolétaires révolutionnaires, car ils analysent consciencieusement la conjoncture économique, politique, juridique, sociologique, diplomatique et militaire, aux fins d'informer la classe capitaliste et ses commis politiques. Ces médias « **d'influence** » donnent le ton aux grands patrons et orientent leurs décisions. Le grand capital et ses polichinelles politiques bridés ne disposent pas d'une grande marge de manœuvre. Il faut le rappeler, les lois impératives de l'économie politique capitaliste s'imposent à eux comme à tout un chacun. **Mais les puissants milliardaires et leurs fonctionnaires financiers disposent du pouvoir d'accélérer ou de ralentir l'évolution de la crise et de la prolonger, quitte à l'amplifier.** Un exemple parmi d'autres, le président de la FED américaine a décidé dernièrement de diminuer les taux d'intérêt sur les prêts, provoquant ainsi l'expansion de la masse monétaire et par voie de conséquence l'endettement accru des particuliers, des entreprises et des gouvernements. De la sorte, il ne fait que retarder le krach boursier, mais en décuplant l'amplitude de la catastrophe, sans en dévier la course folle. Voilà les limites du pouvoir discrétionnaire des milliardaires et de leurs avoués.

Enfin, il existe également une autre catégorie de médias, que nous n'avons pas intégrée à notre taxonomie des médias, soit la presse révolutionnaire. En rupture radicale avec les catégories politiques de la pensée dominante et les valeurs marchandes de la société bourgeoise, cette presse est évidemment, de par sa faiblesse financière, minoritaire et très peu visible. Parce qu'elle ne se plie pas aux règles médiatiques, cette presse révolutionnaire est vilipendée, ostracisée et boycottée par les médias mainstream et par la presse parallèle de gauche comme de droite. Malgré cela, cette presse, notamment la nôtre,

publiée sur le Webmagazine www.Les7duQuébec.com doit persévérer et maintenir le cap, en dépit de l'adversité.

Intellectuels bourgeois au service du capital

De manière générale, cette posture obséquieuse des médias révèle l'asservissement total des instruments idéologiques au capital. Depuis l'école, en passant par le cinéma et la littérature, jusqu'aux médias audiovisuels, internet et les médias sociaux numériques, tous ces appareils idéologiques de façonnement des esprits, ont été totalement asservis par le capital pour lui servir d'instruments de propagande. Et les intellectuels, ces courroies de transmission, n'échappent pas à cet embrigadement idéologique au service des riches. Dans cette phase historique, décrite par certains auteurs comme la fin des idéologies, voire la fin de l'Histoire (sous-entendant que l'histoire a atteint son horizon indépassable par la grâce du capitalisme), un historien israélien a enfoncé le dernier clou au cercueil de cette caste ensevelie dans le cimetière de l'intelligence libérale, en l'accompagnant de l'épithète éponyme de son livre : « *La fin de l'intellectuel français* ». Titre que nous pourrions modifier : « *La fin de l'intellectuel bourgeois* ». Car la corruption morale et l'avilissement intellectuel relevés par *Shlomo Sand* chez l'intelligentsia française sont devenus l'apanage de tous les intellectuels.^{xii}

Dans son ouvrage, *Shlomo Sand* montre que l'intellectuel français, intervenant dans les sphères publique, politique et médiatique, tel que nous l'avons décrit, et tel qu'il est en train de dégénérer (notamment à travers l'islamophobie, le décadentisme colporté par *Houellebecq*, avec *Charlie Hebdo*, *Zemmour* et *Finkelkraut et autres surgeons réactionnaires*), est née avec l'affaire Dreyfus. Cette affaire a permis de dévoiler l'attitude de certains intellectuels de l'époque face à

l'antisémitisme d'alors, remplacé aujourd'hui par l'islamophobie. À le lire, on se dit que la révolte des gilets jaunes fonctionne comme révélateur d'une ligne de fracture entre conformistes bourgeois et penseurs petits-bourgeois. De cette fresque sur les intellectuels français, retenons quelques passages concernant les temps présents, marqués par une hystérie collective, moquée et déplorée par le reste du monde, autour d'un hidjab de course : « *Le crépuscule de l'intellectuel du début du XXI^e siècle s'inscrit sous le signe d'une montée de l'islamophobie.* »

« Le nouvel intellectuel, médiatique et consensuel, se reconnaît à son conservatisme, qui célèbre la hiérarchie sociale et la culture politique ambiante, tandis qu'il voue aux gémonies tous ceux qui, de l'extérieur ou de l'intérieur, la défient et la menacent. [...] La mémoire collective qui se construit jour après jour, en France, se nourrit d'un imaginaire paranoïaque, sorte de miroir inversé de l'« avenir radieux » auquel s'accrochaient les milieux progressistes de la génération précédente. Mais, à la différence de l'imagination du futur, le passé imaginaire a surtout vocation à créer et renforcer une identité qui exclut l'« autre », et ne vise pas à le comprendre et à se mélanger avec lui. [...] Les mythes qui puisaient aux sources des Lumières ont généralement eu tendance à intégrer l'« autre », tandis que les mythes conservateurs écartent plus ouvertement celui qui apparaît comme différent. »^{xiii}

Les intellectuels, chiens de garde de l'ordre établi

Décidément, l'histoire bégaie, et les classes populaires font rager l'intelligentsia. Cette dernière vomit toujours avec autant de répulsion sa haine contre les classes laborieuses, surtout en

cette période de soulèvements populaires. En définitive, les intellectuels, ces parasites à la plume vénale, n'ont d'autre utilité sociale que de tresser des lauriers à leurs maîtres et de se dresser contre le peuple. Avec le soulèvement des gilets jaunes, les médias et les intellectuels dévoilent leur rôle de sous-fifre par des aboiements rhétoriques emphatiques et dans un lexique mordant contre le peuple et léchée pour les puissants. Leur aversion du peuple. Leur propension pavlovienne à se mettre au service des classes dominantes s'affiche désormais outrageusement. Durant les mois du soulèvement, les journalistes se sont livrés à une surenchère de propagande haineuse, rivalisant d'ingéniosité infamante et diffamante pour le discréditer.

Dernière initiative portée par le richissime *Bernard-Henri Lévy*, qui a publié une tribune au titre évocateur, « *L'Europe est en péril* », que nous traduisons en termes moins hypocrites par : le capitalisme est en péril. En défenseur invétéré du capital, ce plumitif s'alarme de l'émergence du populisme, autrement dit des mouvements sociaux en lutte contre l'Europe des riches, dédaigneusement catalogué de raciste, d'antisémite et d'homophobe. Dans sa croisade contre la populace, le sieur BHL a débauché une trentaine d'écrivains pour mener son opération de propagande. Conduits par ce calamiteux philosophe à la pensée macabre, ces thuriféraires affidés appellent à se mobiliser contre la vague populiste qui menace l'issue des élections européennes. Plus récemment, dans une émission de télévision « *On n'est pas couché* », BHL a fustigé le Mouvement, qualifié de mortifère et ses défenseurs des « *populistes qui sont les profiteurs du désespoir, de la misère, pour casser la République et s'en prendre aux institutions* ». Ainsi, face à la conscience de la France, les porte-paroles de la bourgeoisie se sont rassemblés dans un front uni pour la fustiger, la qualifier de raciste, de fasciste, d'homophobe, de factieuse. Mais aussi

d'idiot : « *Gilets jaunes : la bêtise va-t-elle gagner ?* », se demande Sébastien Le Fol dans *Le Point* (10 janvier). Un autre intellectuel déclare sur la chaîne du pouvoir BFM TV « *Les vrais gilets jaunes se battent sans réfléchir, sans penser* ». Son confrère du *Figaro* Vincent Trémolet, écrit le 4 décembre : « *Les bas instincts s'imposent au mépris de la civilité la plus élémentaire* ». Voici quelques autres perles journalistiques glanées dans leurs périodiques respectifs : « *Mouvement de beaufs poujadistes et factieux* » (Jean Quatremer), dirigé par une minorité haineuse (Denis Olivennes), s'apparentant à un « *déferlement de rage et de haine* » (*Le Monde*) dans laquelle des hordes de minous, de pillards, « *rongés par leurs ressentiments comme par des puces* » (Franz-Olivier Giesbert) et « *libérant leurs pulsions malsaines* » (Hervé Gattegno).

Dans le sillage de cette engeance journalistique haineusement déchainée, un autre intellectuel, Luc Ferry, frère d'armes de Bernard Henri Lévy, professeur de philosophie et ancien ministre, a défrayé la chronique en sommant la police de faire usage de ses armes létales contre les manifestants. Luc Ferry a demandé à la police de tirer à balles réelles contre les gilets jaunes lors des manifestations : « *Qu'ils se servent de leurs armes une bonne fois, ça suffit* », a-t-il déclaré lors d'une émission radiophonique intitulée *Esprits libres*. Mais aussi en exhortant l'armée à intervenir. Autrement dit, à l'écraser dans le sang « *On a la quatrième armée du monde, elle est capable de mettre fin à ces saloperies* », s'est-il exclamé sur un ton furibond. La dénonciation des gilets jaunes par Luc Ferry n'est pas le délire d'un esprit égaré, psychopathe, mais la pensée profonde de ces *esprits libres bourgeois*. La bourgeoisie, incapable d'appliquer d'autre politique pour protéger ses privilèges, notamment par la *redistribution des richesses* envisage officiellement de recourir à la répression de masse afin d'enrayer la révolte de masse. Pour ce faire, dans l'urgence, elle a blindé son régime répressif par le

vote de lois despotiques. Au demeurant, le budget alloué à la répression étatique a considérablement augmenté ces dernières années. En effet, les dépenses en équipements et matériels des forces de police et de gendarmerie, « *ont progressé de 181 % entre 2012 et 2017, passant ainsi de 132,4 millions d'euros à plus de 372 millions d'euros* ». Le budget de l'armée et de la police est le seul à ne pas connaître l'austérité, à ne jamais diminuer.

De toute évidence, journalistes et membres de la classe dirigeante se sont ligüés pour pilonner. Les journalistes, à coups de projections informatives insidieusement antimouvement, le pouvoir, à coups de projectiles balistiques létaux, les intellectuels, à coups d'appels à la mobilisation de l'armée et de l'incitation de la police à user de leurs armes létales contre les barricades. À notre avis, cette intelligentsia en émoi est préférable à celle de Mai-68, où il était très difficile de démasquer les intellectuels bourgeois sous leurs prétentions et leur langage progressiste emberlificoté et pernicieux. En ce temps-là, les étudiants dans la rue ne demandaient que des réformes leur assurant l'accès aux emplois du gouvernement, ce qu'ils ont obtenu, comme nous l'avons vu. Cette fois, le Mouvement était d'emblée prolétarien et menaçait le système dans ses fondements. Les intellectuels bourgeois avaient peu d'espace pour infiltrer et dévoyer. Cette mission sera l'œuvre des petits-bourgeois en voie de paupérisation. Ce ton haineux de l'élite contre le peuple rappelle étrangement celui des écrivains de la période de la **Commune**, à l'époque où quasiment tous les écrivains s'étaient engagés de manière enragée contre la révolte des communards (voir les citations en annexe).

CHAPITRE CINQ

L'illusion Macron

À la remorque de l'État bourgeois

En 1914, la bourgeoisie coloniale française, pour justifier le déclenchement de la Première Guerre mondiale contre les prolétaires expédiés à la mort ou transformés en salariés exploités dans les usines des armées, présentait l'argument de la défense de la civilisation contre la barbarie allemande. Quatre années durant, le peuple français a dû payer l'impôt du sang et le sacrifice de ses conditions de vie pour sauver la patrie capitaliste en danger. Pour que, au final, ces mêmes dirigeants capitalistes ennemis signent l'armistice le 11 novembre 1918, afin d'unir leurs forces aux fins d'affronter le nouveau « *danger contre l'humanité* » : la nouvelle République socialiste soviétique, une nouvelle forme de capitalisme dirigiste née en Russie agraire et féodale, devenue industrielle et socialiste.

Sans relâche, la classe dirigeante française se drape dans le drapeau de l'intérêt national pour légitimer les pires turpitudes, ses politiques criminelles, ses mesures antisociales. Le peuple a toujours payé un lourd tribut en se mettant à la remorque du convoi de l'État, en se compromettant dans une union interclasses dirigée par les classes dirigeantes. Aujourd'hui, après avoir encensé l'usage du carburant diesel jugé plus économique et écologique, le lobby de l'industrie, pour résoudre la crise du secteur automobile aux marchés fortement saturés, invente l'alibi écologique en vue de contraindre les travailleurs à renouveler le parc de voitures par l'acquisition de nouveaux

véhicules réputés « écologiques » (sic), couteux et fortement subventionnés.

Force est de constater qu'en l'absence d'un réseau de transport public délibérément sous-développé afin de permettre aux industriels de l'automobile d'écouler leurs cercueils roulants, la voiture est devenue de nos jours un moyen de transport indispensable (l'espace urbain tout entier a été aménagé en fonction de l'automobile). Particulièrement à notre époque où le lieu du travail s'est considérablement éloigné du domicile des travailleurs, contraints désormais de payer chèrement leur trajet pour se rendre sur leur lieu d'exploitation.

Verser le tribut

De toute évidence, le gouvernement, à la solde du capital financier, s'est allié à cette mafia de l'industrie de l'automobile pour promulguer des mesures d'accompagnement à la « *transition énergétique* » aux fins de racketter les travailleurs par l'instauration de nouvelles taxes. L'invocation de l'alibi écologique n'est pas innocente. Elle vise à culpabiliser tous les citoyens en vue de les persuader d'accepter les multiples taxes décrétées par le gouvernement. Il permet aussi de justifier l'obligation de renouveler le parc automobile, au bénéfice du capital en crise. Au vrai, cet alibi écologique est une imposture, car le capitalisme pollue bien davantage avec ses industries de guerre, ses avions, ses navires océaniques et ses fusées.

Au demeurant, depuis trente ans, sur fond d'une propagande apocalyptique, les climatologues au service du capital, nous alarment avec leurs rapports catastrophistes. Ces propagandistes ont intégré l'idéologie écologiste apocalyptique pour détourner l'attention du peuple de la véritable catastrophe qui s'abat sur lui : la dégradation générale de ses conditions de

vie et de travail, de ses moyens de subsistance et des soins médicaux. Par ses fables sur le réchauffement climatique, le capital invente chaque jour de nouveaux dérèglements stratosphériques pour nous imposer de nouveaux fardeaux fiscaux. Ce sont des rackets financiers opérés par le pouvoir mafieux au nom de la prétendue sauvegarde de la planète. De ce fait, la classe bourgeoise use de l'alibi écologique non seulement pour dévoyer le peuple vers des luttes stériles, en lui faisant payer l'impôt écologique, mais aussi pour le déposséder de son projet d'émancipation social (affranchissement de l'humanité de l'exploitation salariée, cessation des guerres, arrêt de la destruction de la nature opérée par les industriels en quête de profits). Comme s'il pouvait exister un capitalisme vert et propre : sans destruction écologique, sans destruction humaine, sans destruction physique et psychique par l'exploitation, l'oppression, l'aliénation.

Ainsi, en France, le nouveau pouvoir mercenaire, sous le fallacieux prétexte de sauvegarder la planète, a pris des mesures pour accroître considérablement diverses taxes, et particulièrement la taxe sur le carburant. Aussitôt, grâce aux réseaux sociaux, les prolétaires ont décidé de lutter contre cette énième mesure de racket fiscal. En dehors des structures bourgeoises d'encadrement politique réformiste, les travailleurs précarisés et paupérisés se sont résolus à passer à l'action par le blocage des routes pour paralyser l'économie, saigner les profits et ainsi faire reculer le gouvernement des compagnies.

En dépit de ses imperfections, de ses insuffisances, de son amateurisme décrété par la gauche, ce mouvement populaire, soutenu par la population ordinaire, a su s'imposer par la force de sa détermination exemplaire. Par son courageux combat qui bloqua quelque temps le flux des marchandises et donc de la plus-value, il a su forcer le respect. Aujourd'hui, à travers le

monde entier, à l'instar du mot d'ordre chauvin bourgeois de guerre impérialiste « *Je suis Charlie* », tous les prolétaires peuvent désormais crier « *Je suis Gilet jaune* », mot d'ordre de lutte internationaliste contre le capitalisme.

Ce Mouvement, ni syndicalement corporatif ni politiquement captif, par son caractère spontané, constitue l'un des premiers événements de lutte de classe de ce genre au XXI^e siècle. Imperméable au mot d'ordre d'union nationale partisane ou à l'alibi du sacrifice pour la patrie, ce mouvement refuse de s'acquiescer de l'impôt de l'indignité sociale, autrement dit de la dégradation supplémentaire des conditions d'existence déjà amplement détériorées par le capital depuis que l'économie est en crise. En dépit de la propagande étatique et médiatique, ils sont descendus dans la rue. Plus de 300 000 manifestants ont occupé des lieux stratégiques pour exprimer leur colère, pour paralyser l'économie, la production de plus-value, les profits ; plus de 2 000 rassemblements et blocages de raffineries et approvisionnement des supermarchés, et arrêt des péages à l'entrée des autoroutes.

Au-delà de la dénonciation de l'augmentation du prix des carburants, ces manifestants ont exprimé leur colère contre l'accroissement de la CSG, la baisse des pensions désindexées, et de manière générale contre toutes les politiques menées par le gouvernement des riches depuis l'intronisation de Macron à l'Élysée. Il est important de souligner que l'élection d'un autre président aurait entraîné les mêmes mesures antisociales réclamées par le grand capital en difficulté. À l'évidence, face aux protestations, l'État bourgeois n'était pas disposé à céder. Le capital préfère sacrifier quelques petits banquiers et des entrepreneurs que de laisser espérer au prolétariat qu'il reculera. De toute façon, la baisse des profits et la difficulté à valoriser le capital dans l'économie mondiale anémiée ne

permettent pas au patronat de concéder quoi que ce soit de substantiel. Quoi qu'il en soit, chaque miette concédée aux travailleurs révoltés devra être récupérée dans les années à venir.

Cette posture est un aveu de faiblesse du capital

Dans un article publié sur le webmagazine *Les7duQuébec.com* au lendemain de l'élection de Macron à la présidence, nous avons écrit que le capital français s'était tiré une balle dans le pied, en misant sur ce cheval, au prix de la destruction du paysage politique classique, bipartite, animé et administré depuis plus d'un siècle par la droite et par la gauche. Le capital français a pris un pari risqué dans un projet politique bancal. En effet, il risque de paralyser sa politique antisociale devant la résistance du peuple travailleur de France. Le prolétariat français n'est pas dans la situation désespérée du prolétariat grec. Les travailleurs français ne vont pas se laisser tondre la toison sociale sans se révolter. En fait, l'illusion Macron est de même nature que furent les illusions *Sarkozy* et *Hollande* car il n'existe pas de solutions à la crise systémique du capitalisme. Alors le grand capital se résigne à sacrifier un canasson tous les cinq ans, reprenant chaque fois le spectacle du bouffon providentiel, tout aussi décevant que les précédents.

Terrorisme étatique

Les médias, pour créer un sentiment d'insécurité, agitent régulièrement l'épouvantail du terrorisme, œuvre de désœuvrés délinquants shootés à l'islamisme de banlieue ou de prison, quand ce n'est pas à la cocaïne, ces bien nommés loups solitaires collectivement manipulés par des officines étatiques occultes. En fait, le véritable terrorisme est perpétré quotidiennement par l'État français, par sa politique d'insécurité sociale infligée à

l'ensemble du prolétariat réduit à vivre dans la peur de la dégradation de ses conditions d'existence, de plus en plus précarisées et attaquées sans relâche par le capital. De fait, le terrorisme social sévit dans tous les pays du capital. Ce terrorisme social est plus dangereux que le terrorisme résiduel monté en épingle par les pouvoirs établis, pour justifier l'encadrement policier et l'inquisition judiciaire des classes populaires, mode officiel de criminalisation des luttes sociales. Chaque prolétaire est aujourd'hui susceptible de voir sa vie entravée, dynamitée par les politiques terroristes antisociales imposées par les gouvernements, ces instances politiques œuvrant au service du capital mondial. *Daech et ses quelques milliers de morts* est dérisoire en comparaison du capital financier, résolu, lui, à détruire les conditions de vie de milliards d'êtres humains, à les terroriser par sa politique antisociale génocidaire et à briser leurs droits élémentaires de résistance par la répression policière, voire militaire.

L'insubordination sociale, le glas de la subordination politique

Certes, le Mouvement des Gilets jaunes est inorganisé, mais c'est ce qui fait sa force, pourrait-on dire. Aucun cacique syndical, aucune ONG stipendiée, ni aucun parti politique de gauche ne peut le trahir pour quelques deniers. Contrairement à la propagande médiatique, il n'est pas apolitique, mais antipolitique bourgeoise et anticapitaliste. La différence est de taille. Il est foncièrement opposé à tous les partis politiques traditionnels inféodés au pouvoir, alliés du capital. Il en est de même des organisations politiques d'extrême gauche et d'extrême droite qui le dédaignent. Et c'est salutaire. En réalité, le Mouvement des Gilets jaunes récuse toutes les catégories politiques du mode de pensée bourgeois respectueux de l'ordre établi. Même les féroces répressions sur les Champs-Élysées et les campagnes de calomnie médiatiques n'ont pas réussi à briser

son unité : une première dans les annales des mouvements sociaux en France. Le Mouvement se positionne d'emblée par-delà les préoccupations politiciennes et électoralistes bourgeoises classiques et place sa lutte dans l'arène du combat de rues offensif, et non dans la perspective des palabres futiles au sein de l'hémicycle parlementaire. Au demeurant, il n'y a pas encore de chefs qui soient sortis du lot, et c'est un signe encourageant. Sa cohésion et sa force, il les tient de la clarté de ses revendications essentielles (oublions les clopinettes promues par la petite-bourgeoisie avide de promotion sociale). La contestation porte sur le front économique de la lutte de classe pour la défense des conditions de vie et de travail – seules revendications pouvant faire consensus. Cette cohésion dans les revendications principales a assuré la cohérence dans l'action et le rejet de toute représentation formelle, propice à la concentration du pouvoir loin des masses qui elles sont fermement attachées à la politique de collégialité.

En tout état de cause, de la capacité de coordination à l'échelle nationale, sur la base de la désignation de porte-paroles, sans pouvoir de décision, éligible et révocable en tout temps, dépendait sa réussite. De sa résolution d'étendre son combat par l'ouverture d'une assemblée générale des assemblées régionales permettant à tous les militants de débattre démocratiquement des projets d'émancipation découlait son succès organisationnel. Le Mouvement des Gilets jaunes a compris la nécessité de combattre et l'utilité de débattre. Il n'est pas parvenu à éviter les ébats abstraits sur les mesures écologiques, les référendums, la durée du mandat présidentiel et autres billevesées politiciennes. La lente agonie du Mouvement ne trouve pas sa source dans le choix de ses revendications fondamentales ni dans son mode d'organisation décentralisée, mais dans l'impréparation de la classe prolétarienne, dans son incapacité à imposer sa direction de

classe. D'où le foisonnement des revendications de réformes politiques puériles, d'où également le mauvais choix des tactiques de lutte et l'incapacité à s'étendre en dehors de l'hexagone.

Par ailleurs, lors de leurs nombreuses manifestations organisées les samedis sur les Champs-Élysées, les manifestants ont subi un tombereau de calomnies de la part du gouvernement et des médias. Le gouvernement a tenté de les décrédibiliser par des accusations de manipulation opérée soi-disant par l'ultra droite ; les journalistes ont, quant à eux, de manière éhontée, déversé leurs haines sur les manifestants accusés de casseurs. Ainsi, aux yeux de ces journalistes parasites, briser une vitre de restaurant est plus grave que de briser la vie de millions de personnes réduites à fréquenter les *Restos du Cœur*.

L'insubordination sociale a sonné le glas de la subornation politique, syndicale et citoyenne.^{xiv} Le soulèvement spontané des gilets jaunes parachève le processus de disqualification définitive des instances politiques, syndicales et citoyennes républicaines. Aujourd'hui, nous pouvons avancer que, devant l'éruption sociale spontanée, le gouvernement français est secoué de tremblements. Armée de ses seuls bras nus, bravant une armée de policiers payés par leurs impôts pour casser du prolétaire, cette masse populaire brûlait de rage de défendre ses conditions de vie et de travail, mais surtout de vaincre cet ennemi de classe appartenant au corps financier aux pieds d'argile.

Les fins de mois difficiles

Assurément, grâce au retour en force de la lutte de classe dans la rue, l'époque de la résignation est révolue, mais pas l'époque des fins de mois difficiles. Mais il faut le voir comme une

expérience, un essai, un coup de semonce, que la classe a menés pour développer sa conscience de classe et sa connaissance de l'ennemi et de ses tactiques de combat. Soyons clairs : la fin définitive de la récession économique et de l'austérité étatique qui l'accompagne ne viendra qu'avec le renversement de l'État et du mode de production capitaliste. L'Époque n'est plus aux luttes revendicatives pour obtenir quelques améliorations, le capital est engagé dans une guerre à finir entre factions impérialistes mondiales. Mais auparavant, il lui faut mater le prolétariat afin qu'il accepte son sort et chausse les bottes pour la parade de guerre. Toutes les formations politiques se sont ligüées pour dénaturer, disqualifier et discréditer leur combat. D'aucuns, en particulier l'extrême gauche, ont fustigé le Mouvement, qualifié dédaigneusement de regroupement interclassiste, ennemi de la classe ouvrière. Pour leur répondre, convoquons à la tribune de l'histoire le grand avocat de la cause socialiste, le dénommé *Lénine*, auteur en 1916 d'une proclamation toujours d'actualité :

« Quiconque attend une révolution sociale « pure » ne vivra jamais assez longtemps pour la voir. Il n'est qu'un révolutionnaire en paroles qui ne comprend rien à ce qu'est une véritable révolution. [...]La révolution socialiste (en Europe) ne peut pas être autre chose que l'explosion de la lutte de masse des opprimés et des mécontents de toute espèce. Des éléments de la petite bourgeoisie et des ouvriers arriérés y participeront inévitablement : sans cette participation, la lutte de masse n'est pas possible, aucune révolution n'est possible. Et, tout aussi inévitablement, ils apporteront au mouvement leurs préjugés, leurs fantaisies réactionnaires, leurs faiblesses et leurs erreurs. Mais objectivement, ils s'attaqueront au capital, et l'avant-garde consciente de la révolution, le prolétariat avancé,

qui exprimera cette vérité objective d'une lutte de masse disparate, discordante, bigarrée, à première vue sans unité, pourra l'unir et l'orienter, conquérir le pouvoir, s'emparer des banques, exproprier les trusts haïs de tous (bien que pour des raisons différentes !) et réaliser d'autres mesures dictatoriales dont l'ensemble aura pour résultat le renversement de la bourgeoisie et la victoire du socialisme. »^{xv}

Macron, le réactionnaire

Ironie de l'histoire, *Macron* aura été à la source du soulèvement. Cette révolution qu'il a tant vantée dans son ouvrage éponyme écoulé massivement dans les librairies, sa « *Révolution* » tant magnifiée se résumait dans la destruction du « modèle de l'État providence » social-démocrate obtenu au prix de luttes ouvrières séculaires. Sa « *Révolution* » est la première du genre à être initiée par l'État, ce qui la rend suspecte. Sa « *Révolution* » a le goût amer de la réaction. Paradoxalement, elle se drape dans une phraséologie longtemps employée par les organisations syndicales adeptes du réformisme. Ce concept politique ennemi de la révolution et visant à contrer la révolution. Cette arme idéologique dépourvue de balles révolutionnaires réelles. Il n'est nullement question d'attenter à la vie du capital, mais seulement de le pointer avec des armes factices (la démocratie parlementaire, le crétinisme électoral, l'opinion publique citoyenne) pour lui subtiliser quelques miettes éphémères. La réalité nous le prouve, ces réformes concédées par l'État dans le cadre du capitalisme « social » n'ont jamais eu un caractère pérenne.

Aujourd'hui, ce faussaire politique a réussi le tour de force de falsifier ces deux concepts fondamentaux : révolution économique et politique et réforme sociale. Ces deux termes

revêtaient des conceptions foncièrement progressistes, des connotations politiques positives. Sous sa plume et sa gouvernance, ces deux idéaux prolétariens se métamorphosent en leur contraire : réaction politique et destruction sociale.

Voici ce que le pouvoir désigne sous le nom de réforme : l'augmentation des impôts indirects et la suppression de l'ISF, le transfert accéléré de l'argent public vers le secteur privé par la politique d'aide aux trusts et aux banques, l'austérité et l'accentuation des mesures antisociales, la baisse des salaires et des revenus, la suppression des aides sociales, la ponction sur les retraites, le démantèlement des services de santé, la démolition des transports publics et la déqualification de l'école publique. Toutes ces réformes prétendent sauver la société. Serait-ce pour sauver la société ou pour sauver le capital ?

Soyons clairs cependant, Macron et son gouvernement ne sont pas maîtres de leur destinée. Le mandarin prestidigitateur est redevable à ses commanditaires qui lui ont accordé ce poste honorifique accompagné d'un cahier des charges très strict, auquel le spadassin ne peut échapper. Ce larbin gouverne pour une oligarchie de milliardaires prête à le sacrifier sans hésiter comme elle l'a fait de *Hollande* et de *Sarkozy* avant lui.

Référendum d'initiative citoyenne (RIC)

« Pas de RIC, le seul référendum que nous acceptons est celui que nous organiserons et qui décidera de supprimer l'État des milliardaires. Toute autre votation ne serait qu'une parodie de pouvoir populiste ! » Commentaire d'un militant.

Au cours de son périple, le Mouvement a réservé bien des surprises. Nous sommes passés du micmac revendicatif

réformiste au ric-à-rac politique consensuel. De la confusion populiste dans la lutte à la fusion citoyenne au sein du capitalisme. De la méfiance des institutions étatiques à la confiance extatique des institutions gouvernementales. Du combat contre tous les vices des idéologies politiques traditionnelles au traditionnel débat sur les vertus de l'idéologie *citoyenne* hors de la lutte des classes. De l'expression de la parole collective libérée à la votation du citoyen atomisé, désolidarisé. De la détestation de la classe politique à la tentation d'intégrer la duperie référendaire.

CHAPITRE SIX

Le grand débat, exutoire institutionnel de la révolte

Marginaliser les révoltés

Pour contrer la mobilisation, le gouvernement a tenté différentes supercheries. Dans un premier temps, l'État a misé sur la stratégie de l'intimidation par la violence terrorisante matérialisée par l'usage disproportionné de la force policière, notamment au moyen d'armes létales. Qui plus est, la répression a été appuyée par un dispositif militaire embusqué. Dans un second temps, l'exécutif a tablé sur la division entre militants modérés et radicaux, épaulé par la propagande médiatique contre les « casseurs », pour mieux coincer les *pacifistes*. Dans un troisième temps, tout en poursuivant sa politique de répression sanglante, le régime a pris la décision d'organiser un Grand Débat de diversion. Annoncé dès le mois de décembre, au lendemain des premières emblématiques manifestations, baptisées **Acte**, des samedis 1 et 8 décembre 2018, le grand débat national a été organisé dans l'affolement et la précipitation par un gouvernement tétanisé, pressé de canaliser le Mouvement vers des sentiers de dévoiement inoffensifs. Cependant, cette tentative d'encadrement et d'étouffement de la révolte populaire, opéré par les corps intermédiaires, n'a pas eu l'effet escompté. Au contraire, elle a instantanément suscité la méfiance, voire le rejet. Rejet accentué par l'opacité du grand débat spécieux au contenu politiquement orienté, restrictif et biaisé par la désignation de maires animateurs et de porte-paroles inféodés au pouvoir. De surcroît, un débat organisé sans la participation des premiers intéressés dont la majorité a refusé d'accréditer cette mascarade. Aussi, la supercherie a-t-elle été

démasquée et dénoncée par la grande majorité qui a prôné le boycottage du grand débat, une première dans les annales françaises de la contestation.

À l'évidence, par l'instauration de ce grand débat, le gouvernement espérait marginaliser les révoltés grâce à la participation populiste des citoyens en quête de réformes politiques, rendant ainsi illégitimes les modes d'action et surtout les revendications exprimées en dehors du cadre légal et institutionnel étatique. Pourtant, cette stratégie d'évitement n'a pas démobilisé les révoltés ni n'a mobilisé la foule citoyenne, au contraire. Afin de déjouer les manœuvres du gouvernement, les militants ont pris l'initiative d'organiser des contredébats via les médias sociaux.

Faire diversion jusqu'à la dispersion des grognons

De fait, l'enjeu pour l'exécutif était de faire diversion, d'opposer, aux Actes rituels du samedi (devenus démobilisateurs, car sans perspective), ses propres animations spectaculaires, toutes aussi stériles. Bref, l'enjeu pour l'exécutif était de gagner du temps jusqu'à ce que les révoltés s'épuisent, sans moyen pour payer les loyers ou s'alimenter. Une stratégie assumée par un ministre dans les pages du *Figaro* « *Désormais, chaque weekend, l'attention médiatique ne portera plus seulement sur les Gilets jaunes, mais sur la question de savoir qui participera au grand débat. Ça déplace l'attention.* » En résumé, ce grand débat mis sur orbite par l'Astre jupitérien se plaçait à des années-lumière des préoccupations des gilets jaunes. Qui plus est, un débat marqué au sceau de la condescendance, cette touche macronienne, émaillée de petites phrases dégoulinantes de mépris.

Dans sa *Lettre aux Français*, Macron avait ouvert le bal du babillage national sur une symphonie bourgeoise bien connue, l'éternel refrain joué par les classes dominantes pour endormir les citoyens et anesthésier leur combat. Mais justement, si les Gilets jaunes avaient autant de succès c'est qu'ils exprimaient par leur tenue militante les revendications des salariés. Revendications consignées dans un manifeste depuis le début des blocages routiers (voir les 42 revendications en annexe).

Générosité pour les riches, austérité pour les pauvres

En outre, dans sa missive, dictée par le grand capital, sur les quatre thèmes soigneusement présélectionnés visant à circonscrire le débat national, les dépenses publiques occupaient la place principale, celle figurant non dans la rubrique soutien public aux entreprises du capital, mais celles de la rubrique soutien sociale à laminer. Par la focalisation sur ce thème, le gouvernement orientait subrepticement le débat vers la sempiternelle obsession de la bourgeoisie, la réduction des dépenses sociales pour favoriser l'accroissement des dépenses publiques consacrées au soutien au capital, l'unique enjeu pour lequel l'exécutif a tenté de mobiliser l'opinion publique. Or, les gilets jaunes, comme l'ensemble des travailleurs, s'opposaient à la réduction des dépenses sociales, autrement dit à la destruction des services publics. Ce à quoi, il fut répondu : « *Nous ne pouvons poursuivre les baisses d'impôt sans baisser le niveau global de notre dépense publique* ». Autrement dit, résolu à maintenir le cap, le gouvernement a été contraint par le capital de poursuivre sa politique antisociale de remboursement de la dette aux banquiers, qui ne sera jamais remboursée, quoi qu'il en dise, de réforme des retraites qui finiront par être asséchées, quoi qu'il en dise, d'augmentation du chômage quoi qu'il en dise, de diminution des aides sociales et plus généralement des services publics, avec réduction des effectifs, quoiqu'il en dise,

et de précarisation des emplois et flexibilisation des conditions de travail, comme ils le disent.

Ainsi, il n'y avait pas de questions interdites sauf que les thèmes directifs abordés ont été soigneusement sélectionnés et imposés par le gouvernement pour brider le débat. Aussi, le grand débat a été circonscrit aux thèmes suivants :

- la fiscalité et les dépenses publiques ;
- l'organisation de l'État et des services publics ;
- la transition écologique ;
- la démocratie et la citoyenneté.

Le citoyen lambda était invité à deviser à propos de ces sujets, évacuant le motif véritable de l'exaspération sociale : l'érosion du pouvoir d'achat. En d'autres termes, la diminution constante du prix de vente de la force de travail des salariés afin de favoriser l'augmentation constante des dividendes versés aux actionnaires. L'objectif de l'arnaque étant d'amener la population laborieuse à se résigner et à accepter les lois du capital.

Le grand soliloque

En tout état de cause, le 15 janvier 2019, le premier *Grand débat* s'est déroulé sous état de siège, dans une véritable atmosphère de guerre civile larvée. Inauguré dans la commune de *Grand-Bourgtheroulde*, dans un climat de sécurisation terrorisant : centre bouclé, marché annulé, manifestations interdites de 8 heures à 23 heures, interdiction de port du gilet jaune sous peine d'amende de 135 euros. Manière royale de tenir les premiers intéressés, les roturiers, éloignés de la mascarade démocratique d'ergotage. De toute évidence, par la dimension institutionnelle

des lieux où n'étaient conviées que les notabilités municipales, aussi bien que par le choix restrictif des thèmes traités, il s'apparentait à une réception mondaine interdite à la populace tenue militairement à distance. Au reste, au petit matin de ce débat inaugural, la police avait procédé à l'interpellation de deux jeunes pour avoir brandi une banderole portant une inscription hautement symbolique : « *Manu arrête tes macroneries, tu ne vas pas réussir à nous endormir avec ton grand débat* ».

Quelques jours plus tard, à Besançon s'est tenu le grand débat, organisé par *Stanislas Guérini* le délégué général de LREM (le parti politique gouvernemental). Cette fois-ci aussi, les gilets jaunes ont été interdits de participer au débat. En réaction, une cinquantaine de militants jaunes ont forcé l'entrée de la salle pour interpeler le patron de LREM. Un individu a dénoncé la supercherie de cette discutallerie « *Il y a une colère et vous n'ouvrez même pas la porte à la classe ouvrière, aux gens qui se battent et qui travaillent tous les jours !* ». Quoi qu'il en soit, en dépit de l'occupation permanente de l'espace médiatique par la valetaille politique, intellectuelle et journalistique pour dénigrer et décrédibiliser le Mouvement, sa popularité n'a pas faibli, bien au contraire. Pendant longtemps il a bénéficié d'un soutien massif dans l'opinion publique. Selon les sondages, l'approbation a culminé à 67 %. Ce soutien massif a forcé les apparatchiks syndicaux, notamment ceux de la CGT, à revoir leur attitude. Par calcul plus que par conviction, face à une mouvance qu'ils ne contrôlaient pas et ne pouvaient donc manipuler ni en marchander l'asphyxie, les bureaucraties syndicales ont appelé à *manifester aux côtés des Gilets jaunes*. Ainsi, dans un communiqué diffusé le 18 janvier 2019, l'union départementale Seine-Maritime CGT a appelé à *manifester aux côtés des Gilets jaunes* pour l'Acte 10. De plus, cette section locale CGT a déclaré qu'elle *ne participera pas au grand débat, à quelque niveau que*

ce soit, attestant des tensions au sein des appareils syndicaux entre la base et la haute direction.

Le talkshow larvé

Sur le plan de la communication, l'opération médiatique s'est révélée désastreuse. En effet, au moment du lancement le 15 janvier 2019, couvert par les diverses chaînes d'information en continu, moins d'un million de téléspectateurs ont suivi la mondaine prestation animée par la vedette du talkshow politique, le sieur à la voix inépuisable et à la voie politique épuisée. BFM et LCI se sont partagés l'audience, et par voie de conséquence les recettes de publicité générées par la diffusion de ce premier grand débat de la 5^e République. Le second débat, diffusé en direct le 18 janvier 2019, a également été suivi par environ un million de téléspectateurs. Mais, les débats suivants ont été marqués par une chute de l'audience. Moins de trois semaines après le lancement, le 4 février, l'audience sur les deux chaînes de télévision s'est effondrée, tombant à 270 000 téléspectateurs sur BFM et à 140 000 sur LCI. Dernier rebondissement « *people* » au chapitre de la communication la défection fracassante de *Chantal Jouanno*, Présidente de la Commission nationale du Débat public. Cette ancienne ministre de Sarkozy, à peine nommée pour diriger l'organisation, a dû abandonner le navire gouvernemental naufragé, à la suite de la polémique sur son faramineux salaire. Au moment où s'exprimait, parmi les multiples revendications petites-bourgeoises, l'exigence d'abaisser les rémunérations des responsables politiques au niveau du salaire moyen, la presse a révélé le cachet mirobolant de *Chantal Jouanno*. Néanmoins, au lendemain de sa démission, sur une chaîne d'information, la démissionnée a accusé le président de s'offrir une *opération de communication* en organisant un débat alambiqué. Un débat verrouillé par des questions et des réponses dictées.

Par ailleurs, pour compléter son arsenal de propagande mobilisé en vue d'asphyxier le Mouvement jaune, outre l'organisation du débat et la mise en œuvre de supposés *Cahiers de doléances*, l'État bourgeois a ouvert un site gouvernemental dédié. Sur ce site, le gouvernement a publié une série de *fiches pédagogiques* de propagande relatives aux thématiques précitées. Ces fiches visaient avant tout à appuyer les choix budgétaires de l'exécutif, en d'autres termes la politique d'austérité sociale du gouvernement. En effet, toutes les questions abordées sur ce site informatique orientaient la discussion en direction des politiques gouvernementales. Ainsi, l'objectif du gouvernement était avant tout de brider le débat dans le cadre du modèle néolibéral d'austérité. L'autre objectif étant de ridiculiser l'idéal fleurissant sur les ronds-points et dans la rue comme étant du réformisme utopique.

Vision prolétarienne et mise en scène prétorienne

Nous pensons qu'il était de bon ton pour le gouvernement de se dissocier des revendications réformistes, refoulant les espoirs et coupant les amarres avec la petite-bourgeoisie revendicatrice. Ce comportement de l'exécutif bourgeois a forcé les leaders patentés soit à se démasquer – réclamant d'être écoutés par le gouvernement –, soit à se radicaliser – multipliant les casses urbaines dans les manifestations désespérées. Cette évolution du réel débat public – dans la rue et sur les ronds-points – entre le gouvernement et la rue ne pouvait se résoudre que dans l'une des deux directions opposées : soit le Mouvement, sous l'hégémonie de la petite-bourgeoisie aigrie, s'enlisait dans le marécage de la collaboration de classe et s'éteignait après une lente agonie ; soit les éléments les plus conscients de la classe prolétarienne prenaient la direction du Mouvement pour en faire le fondement de la grève générale insurrectionnelle. À

l'évidence, le prolétariat français a jugé que les conditions objectives et subjectives n'étaient pas propices à une telle insurrection.

CHAPITRE SEPT

Lourd bilan de la répression gouvernementale

Bilan statistique

Au départ le Mouvement n'était pas disposé à se retirer de la rue avant d'avoir ébranlé le régime financier dont Macron n'est qu'un pion. Le pouvoir, saisi d'affolement depuis le début de l'action impulsée par la crise économique et politique, épouvantée par l'affaiblissement idéologique syndical, politique petit-bourgeois et médiatique capitaliste, préféra instaurer un climat de terreur par l'imposition de la violence policière dans l'espoir de circonscrire la révolte sociale. Partout en France, la militarisation de la répression s'est répandue, notamment par le recours aux véhicules blindés, le quadrillage des populations soumises à un état de siège permanent.

À titre indicatif, nous dressons ici un bilan non exhaustif des blessés graves occasionnés depuis le 17 novembre 2018 à l'occasion des manifestations. En l'espace de trois semaines à peine le bilan est terrifiant : des centaines de blessés dont certains gravement estropiés, au moins 3 000 personnes arrêtées, des centaines de militants condamnés dont certains à des peines d'emprisonnement ferme.^{xvi} D'autres chiffres ont été fournis par le ministère de l'Intérieur, souvent tenté par la minoration des données, notamment dans le recensement du nombre des manifestants, des blessés et des verbalisés. Au 7 février 2018, le ministère de l'Intérieur communique à *Check News* les chiffres suivants : depuis le début de l'action, il y aurait eu 2 000 blessés. Ces chiffres comprennent à la fois les blessures dues aux affrontements entre les forces de l'ordre et certains

manifestants, celles subies aux abords des points de blocage et celles causées par les manifestations en elles-mêmes, coups dans le cortège. D'après le recensement effectué par [Mediapart](#), 208 manifestants auraient été blessés à la tête, 22 auraient été éborgnés et 5 auraient eu une main arrachée entre le 17 novembre 2018 et le 12 février 2019.

Aux 2 500 blessés, il faut ajouter onze morts. En effet, au total, au cours de trois premiers mois de manifestations, onze personnes sont décédées. Huit morts ont été provoqués par des accidents de la route en marge des barrages. Au cours d'une manifestation à Marseille, une octogénaire qui fermait ses volets a reçu une grenade au visage et a succombé le lendemain sur la table d'opération. Deux autres décès sont dus à un malaise et à un arrêt cardiaque. Quant au nombre d'arrestations, de condamnations et d'incarcérations, c'est un record. Les chiffres fournis par le ministère de l'Intérieur, publiés par le journal *Le Monde* le 14 février 2019, sont les suivants : depuis le début, en l'espace de trois mois, entre le 17 novembre 2018 et le 14 février 2019, il y a eu 8 400 interpellations sur l'ensemble du territoire ; 7 500 des personnes arrêtées ont été placées en garde à vue ; 1 800 condamnations, et 1 500 dossiers sont encore en attente de jugement ; plus de 1 300 comparutions immédiates ont été menées et 316 personnes ont été placées sous mandat de dépôt, d'autres ont été condamnées à des travaux d'intérêt général, à la prison avec sursis, voire à être interdit de se rendre dans telle ou telle ville pour manifester. Et le gouvernement est demeuré opposé à toute amnistie.

Rafle des lycéens de Mantes-la-Jolie

Cette ignominie à *Mantes-la-Jolie* a un nom, elle s'appelle une « *rafle policière et politique* », l'étape répressive où le pouvoir des riches vacille et où la flicaille de l'État de droit bourgeois

provoque les militants résistants. Il ne reste qu'à dénoncer cette infamie sans nom contre des adolescents. Nous approchions alors du point de retournement où le pouvoir bourgeois, empêtré dans ses contradictions insolubles, aurait pu basculer dans la répression sauvage contre-insurrectionnelle. La gauche, au lieu de faire le jeu du pouvoir et de focaliser sur les groupuscules fascistes insignifiants – aurait mieux fait de comprendre que ce sera la police et les milices paramilitaires de l'État des riches qui instaureront le fascisme, dont les sectes politiques ne sont que l'aiguillon. Tous les efforts des prolétaires révolutionnaires auraient dû porter sur la dénonciation radicale de l'État terroriste jusqu'à son éradication. Tout ceci a fait dire à un camarade que le temps était venu après tant de rafles réactionnaires, de détentions arbitraires et d'arrestations politiques, de réclamer la libération des prisonniers politiques : « *Pas de rencontre ni de discussion avec le gouvernement tant que nos camarades sont en prison !* »^{xvii}

On comprendra pourquoi les médias mainstream concentraient leur attention sur la violence dans les manifestations, pourtant œuvre d'une infime minorité de casseurs, plutôt que de porter leur attention sur les revendications. Cette manœuvre permet au gouvernement de déplacer le débat sur l'aspect sécuritaire, et de remiser les revendications dans les tiroirs ministériels des affaires classées sans suite. Il en découle une inversion totale dans laquelle les victimes font figure de coupables. À entendre ces médias spécialistes de la distillation de messages subliminaux : les gens n'auraient pas dû se révolter pour revendiquer les moyens de vivre décentement et n'auraient pas dû manifester pour exprimer leur ras-le-bol. Ainsi, les forces de l'ordre n'auraient pas eu à les réprimer. Et les partisans de réagir à la violence du système, devenant ainsi des casseurs estropiés, verbalisés, fichés et emprisonnés.

Les casseurs

Le Mouvement militant a eu droit aux fanfaronnades du « *Black bloc* », des petits-bourgeois bien nés, frustrés de ne pas être traités à la hauteur de leurs aspirations. Ne vous laissez pas berner par cette propagande policière à propos des soi-disant « casseurs ». Les casseurs sont des travailleurs qui sont à bout comme le prouve l'identification des gens incarcérés suite aux rafles policières. Les casseurs provenaient de maintes origines sociales dont l'une était des prolétaires exaspérés qui en avaient assez et qui résistaient au matraquage répressif de l'État terroriste. Que les bobos effrayés cessent d'arguer que le prolétariat français rejette les enragés qui résistent au matraquage, car c'est faux. Les prolos soutiennent ceux qui combattent l'État policier. La violence du patronat, le prolétariat la vit chaque jour en usines, dans les ateliers et sur les chantiers.

La loi anticasseur

L'hypocrisie du gouvernement n'a pas de limite. En effet, dans le même temps où l'État bourgeois organisait son débat, présenté comme la consultation citoyenne la plus démocratique de l'histoire moderne, le gouvernement poursuivait sa politique de répression policière et judiciaire, mais surtout il a fait voter par l'Assemblée nationale à sa dévotion des lois despotiques. L'Assemblée nationale a voté à sa très large majorité la loi anticasseur. En réalité, cette loi terroriste, entravant le droit de manifester et de circuler librement, légalisait la répression déjà engagée. Dans ce texte, voté le 5 février 2019, l'article 2 stipule que « *le représentant de l'État dans le département ou, à Paris, le préfet de police peut, par arrêté motivé, interdire de prendre part à une manifestation déclarée [...] à toute personne à l'égard de laquelle il existe des raisons sérieuses de penser que son*

comportement constitue une menace d'une particulière gravité pour l'ordre public ».

De façon récurrente, tous les médias diffusaient les images des hooligans cagoulés saccageant les magasins. Mais ces mêmes médias ne diffusaient jamais les images des vandales financiers occultes détruisant la vie de millions de travailleurs réduits à survivre dans la précarité, anéantissant les infrastructures sociales, dévastant les outils de production et fermant des centaines d'usines et d'entreprises. Ces mêmes médias diffusaient en permanence les images de militants bloquant les axes routiers, mais ces médias ne diffusaient jamais les images de ces escrocs de l'Élysée et du Parlement détruisant la vie de millions de travailleurs par leurs lois qui saccagent les services sociaux ; instituant par l'article 49-3 des réformes de destruction massive des programmes sociaux.

Le peuple méprisé par les caciques

En dépit de la répression et de la manipulation médiatique, l'action n'a pas faibli. En revanche, l'institution policière et politique municipale ont vu leur prestige rehaussé auprès du grand capital. Les premiers ont obtenu une substantielle augmentation de leurs émoluments. Les seconds ont vu leurs pouvoirs honorifiques redorés par la grâce présidentielle. Après deux mois de protestation, les deux instances gagnantes sont les policiers et les élus locaux.

CHAPITRE HUIT

Ne vous suicidez pas pour sauver le capital !

Au-delà du slogan « *suicidez-vous !* », proféré de manière provocatrice par une frange groupusculaire des gilets jaunes, cette sinistre phrase exprime le mot d'ordre de l'État bourgeois français, distillé de manière subliminale aux forces de l'ordre à sa solde : « *Tuez-vous à la tâche pour préserver les privilèges de la classe bourgeoise* ».

Cet oukase est l'équivalent, en période de guerre impérialiste, du mot d'ordre adressé au prolétariat aliéné : « *sacrifiez-vous pour défendre la patrie capitaliste en danger* ». Aussi, s'il faut attester d'une évidence, elle est contenue dans cette sentence : « *flics, mourez pour la sécurité des riches* ». Aujourd'hui, avec l'aggravation de la crise économique et la prolifération des révoltes populaires, la tranquillité de la bourgeoisie n'est assurée qu'au prix de la mort des policiers et au prix de l'agonie physique et psychique des ouvriers surexploités. Au reste, la police ne remplit plus sa mission de lutte contre la délinquance, la petite criminalité, et contre le crime organisé (inhérents à la société de classe), elle est désormais réduite à assurer l'unique mission de sauvegarde des intérêts de la bourgeoisie en butte à la fronde sociale. Ironie de l'histoire : la police, cette force censée sécuriser l'ordre social, n'aura jamais autant vécu dans un état d'insécurité physique et psychologique, et jamais elle n'aura fait planer autant la terreur de l'État sur les citoyens.

Ce paradoxe n'est qu'apparent, car la police travaille dans et par la terreur. La vie professionnelle du policier est émaillée d'agressions verbales et physiques, parfois létales. Il ne se sent

nulle part en sécurité, lui dont la fonction est d'imposer aux classes laborieuses le système des possédants. Le policier n'est aucunement respecté, même pas par la classe privilégiée qu'il protège. Ni par son employeur, cet État terroriste exposant la vie des travailleurs par des mesures antisociales meurtrières. Au demeurant, aujourd'hui, les villes gangrenées par la misère et l'insécurité, du fait de la crise économique, sont livrées aux multiples mafias, transformant la vie des résidents en cauchemar. Tandis que les quartiers bourgeois, devenus des ghettos bunkérisés, sont surprotégés non seulement par une police publique pléthorique, mais également par des agences de sécurité privées.

De manière générale, la plupart des fonctionnaires de police subissent ainsi une double pression, une double punition, matérialisée par l'augmentation exponentielle de la consommation de psychotropes. Le policier contemporain est autant perclus de maladies pathologiques que la population victime de sa répression et de sa violence hystérique. Une proportion importante de policiers est atteinte de maladies psychiatriques. La profession assiste à une véritable hécatombe. En son sein, les arrêts maladie de longue durée se multiplient, comme dans l'ensemble de la société insécurisée. Les familles se disloquent. Les chiffres des divorces explosent. Les démissions se multiplient. Et bien sûr, le nombre de suicides augmente, provoqué par la politique de répression instituée par les gouvernements pour réprimer violemment les mouvements sociaux.

De toute évidence, la gestion de la crise par la violence est devenue l'unique moyen de gouvernance de la bourgeoisie décadente. Sa ligne politique de négociation se résume en l'alignement de forces policières postées sur les lieux névralgiques afin d'étouffer violemment dans l'urgence toute

contestation sociale. La police est devenue l'unique feuille de route des dirigeants politiques, leur seul programme politique. Aujourd'hui, le Léviathan étatique dévoile sa vraie nature répressive, totalitaire et réactionnaire.

Pourtant, notamment au travers du discours des syndicats, aucune voix ne s'élève pour dénoncer les responsables de la dégradation des conditions de travail de ces policiers transformés en véritables milices privées, chargées de la protection des classes privilégiées. Une chape de plomb s'est abattue sur les récriminations des policiers réduits au silence. Ne sont-ils pas contraints au droit de réserve ? Cette omerta résumée par cette sentencieuse devise dictée par l'État des riches : « *œuvrez à réprimer et taisez-vous !* ».

Qu'à cela ne tienne ! La dernière saillie d'une poignée de manifestants, exprimée par un slogan en forme de boutade, doit être saisie comme un rappel à l'ordre par ces forces de l'ordre broyées par une machine étatique despotique. La police doit comprendre de quel côté de la barricade se situent ses alliés. À plus forte raison, cette boutade sonne comme un tocsin à destination de ces policiers réduits à réprimer leurs frères pour sauver un système capitaliste sénile.

Ainsi, « *Suicidez-vous pour la bourgeoisie et son système* » est le mot d'ordre subliminal que l'État bourgeois assène aux policiers. Pour preuve, au lendemain du slogan proféré par une poignée de manifestants, le ministre de l'Intérieur et tous les syndicats aux ordres se sont précipités pour monter au créneau afin de porter plainte contre les auteurs anonymes du slogan incriminé. Mais les suicides de policiers datent de bien avant ce slogan. En vérité, cette hâtive réaction hypocrite vise à exonérer la responsabilité de l'État bourgeois et le mode de production qu'il défend, coupable de l'explosion du nombre de suicides et de la

dégradation de la santé des policiers et d'autres professions. Au demeurant, avec l'aggravation de la crise économique, les révoltes sociales vont se multiplier et se radicaliser. Or, la bourgeoisie est dans l'incapacité de céder aux revendications sociales des travailleurs en lutte. Ce qui signifie que la politique de répression va s'intensifier. Depuis plusieurs mois maintenant la répression est la seule réponse apportée par le gouvernement Macron aux revendications légitimes du prolétariat en révolte. De façon cynique, tous les débats animés sur toutes les chaînes des médias de propagande se focalisent sur la question de la sécurisation des lieux publics, mais jamais ils n'abordent le problème de la précarisation et de la paupérisation des classes laborieuses.

Quoi qu'il en soit, pour éviter l'accentuation de l'hécatombe suicidaire policière, il ne reste à la majorité des fonctionnaires policiers, enrôlés dans cette guerre sociale, que la démission, ou encore mieux, leur ralliement au combat du peuple en lutte contre l'État bourgeois et son système capitaliste à l'agonie. Aujourd'hui, le peuple en lutte lance ce cri d'alerte aux policiers : *ne vous suicidez pas pour cet État capitaliste déliquescents ! Rejoignez nos rangs sur les barricades sociales !* Comme le scandaient certains lors des manifestations : « *Vous êtes des pauvres en bleu, nous sommes des pauvres en jaune* ».

CHAPITRE NEUF

Chimère démocratique

Panique au gouvernement

Les médias à la solde ont exposé le sentiment de frayeur qui s'était emparé de la classe dirigeante. Un ponte du pouvoir s'exclamait dans un quotidien parisien : « *Samedi, on a eu le sentiment d'une espèce de vacance du pouvoir* », a déclaré au quotidien *Le Parisien* le centriste Hervé Morin. Celui qui dirige la région Normandie exprimait un sentiment largement partagé chez les bourgeois en affirmant que : « *le président doit parler rapidement aux Français.* » Un autre, hébété, s'interrogeait : « *Comment a-t-on pu en arriver là ? La question était sur toutes les lèvres au lendemain d'une journée d'émeute qui a fait 133 blessés à Paris et entraîné plus de 400 arrestations, c'était l'incompréhension la plus totale* ». ^{xviii}

La préfecture en panique en est même venue à positionner des snipers lourdement armés sur l'Arc de Triomphe, que ces spadassins avaient transformés en mirador de défense de l'ordre établi. Qu'on se le dise : l'État français était sur les dents et prêts à tirer sur les contestataires. Comme d'habitude, face à l'autorité ébranlée, l'opposition proposait des solutions pour faire diversion : « *Je n'ai jamais vu de ma vie un mouvement soutenu par 84 % des Français* », disait le philosophe Luc Ferry. L'ancien ministre estime que la crise est telle qu'elle justifie la dissolution de l'Assemblée nationale [...]. Marginalisée par ce mouvement spontané qui défie les cadres traditionnels, l'opposition a réagi en rangs dispersés. Les présidents du Rassemblement national, Marine Le Pen, et de la France insoumise, Jean-Luc Mélenchon,

ont tous deux réclamé des élections législatives. Le président des Républicains, Laurent Wauquiez, proposa la tenue d'un référendum sur le plan de transition écologique et les hausses de taxes présentés la semaine dernière. »^{xix} Ridicule en effet, durant les événements le référendum populaire était permanent sur les routes de France et dans Paris occupée par le peuple, et ce référendum rejetait l'appauvrissement des prolétaires par l'État des riches. Le peuple a parlé et il rejette le faux drapeau de la transition écolo-bobo pour soutenir le capitalisme vert.

Le Mouvement constitue justement l'expression éclatante du rejet de la démocratie bourgeoise et du crétinisme parlementaire, alors que ces saltimbanques politiques proposent d'en remettre une couche électorale. Le passé de tous ces gauchistes – centristes – droitistes est garant de leur avenir. Mais leur tentative de le liquider par voie électorale, comme en 1968 et en 2005, est vouée à l'échec. Car cette école de pensée, quoique désemparée, est suffisamment consciente pour comprendre que tous ces politiciens professionnels sont les fossoyeurs de leur colère légitime. Ces collabos du grand capital en crise, gauchistes comme droitistes, par leur slogan « *Macron démission* », se montrent disposés à se partager la gouvernance de l'État en cas de vacance du pouvoir.

Demeurer dans l'antichambre du pouvoir, messieurs, mesdames, les politiciennes véreuses, le temps que les activistes sans illusions en finissent avec le commis des banquiers qui administrent l'État des riches. Les militants ont mis en échec les intrigues politiciennes pour les diviser, refusant même de se défaire de leur responsabilité au profit de pseudo représentants toujours prêts à accumuler du capital politique aux dépens des partisans. Il est normal qu'une si vaste mouvance populaire rassemblant des centaines de milliers d'activistes, d'origine sociale et professionnelle diverse cherche ses marques.

Désillusion médiatique et illusion démocratique

Ainsi, les petits-bourgeois à la rhétorique ampoulée ont apporté au Mouvement leur frustration de déclassés du système dont ils attendaient des emplois grassement payés. Les petits-bourgeois se voient comme les porte-paroles désignés et les stratèges forts en thèmes de la mouvance populiste. Par leur slogan réformiste « *Macron démission* » et leur espoir d'une objective neutralité de la presse aux ordres, ils apportent au Mouvement leurs illusions à propos de la démocratie bourgeoise. Ne soyez pas surpris d'entendre le petit-bourgeois s'offusquer de la partialité des médias menteurs : « *Gilets jaunes : Michel Onfray dénonce la désinformation des médias et le soutien du gouvernement aux casseurs* »^{xx}. Il y a belle lurette que le prolétariat n'accorde aucun crédit à ces portevoix du grand patronat.

Faut-il s'inquiéter du soutien de la bourgeoisie régionale et de l'infiltration de la petite-bourgeoisie locale ? Nullement. Les crises sociales, conséquences des crises économiques, sont des révélateurs des tendances lourdes bouleversant la société. Au cours des crises économiques, se transformant en crises politiques et sociales, les médias à la solde – propriétés des milliardaires des communications – se démasquent et à cette occasion s'exposent à la colère des masses en révolte. Qui peut croire que l'État bourgeois et le grand patronat toléreraient que leurs médias diffusent les idées des révoltés, si celles-ci mettent en danger l'ordre établi ?

Ce qui fait dire à un observateur de la scène politique française que : « *Si le conflit s'aiguise, les Gilets jaunes vont voir le véritable visage de la classe dominante, ce visage hideux qu'elle dissimulait pendant les périodes « paisibles ».* Ils découvriront alors que son discours sur le

droit de grève, de manifestation, de libre circulation, etc. n'est qu'hypocrisie et mensonge. Intendant et gouvernement n'hésiteront pas à exercer la répression la plus féroce pour briser le Mouvement. Ils prendront peut-être conscience que plus la lutte dure dans le temps et se transforme en combat politique, plus la classe au pouvoir devient brutale, arrogante et odieuse. » [...] Et l'auteur de poursuivre : « Pour l'instant le Mouvement ne met en exergue que des revendications économiques (taxe sur le carburant, pouvoir d'achat, vie chère). [...] Les revendications politiques sont quasiment absentes. Si les revendications économiques sont justes et légitimes, il faut se battre pour les réaliser, cependant, le Mouvement ne doit pas oublier qu'il lutte contre les effets et non contre les causes de ces effets. [...] La lutte pour des revendications immédiates, qui reste indispensable, ne supprime pas pour autant les racines qui engendrent cette situation désastreuse dans laquelle se trouve une partie de plus en plus importante de la population. »^{xxi}

Transformer la révolte spontanée en combat organisé

Les petits bourgeois se croient investis d'une mission de conscientisation des militants qu'ils estiment ignorants : « *Un tel mouvement de contestation interclassiste, initié au départ par de petits patrons, ne suscite pas l'hostilité des médias et il attire inévitablement les forces de la droite extrême; même quand il manifeste une opposition virulente à la politique gouvernementale et aux grandes entreprises capitalistes, il ne peut avoir qu'une orientation bourgeoise [...]. Les prolétaires qui participent au mouvement ne le font qu'à titre individuel; n'étant pas organisés sur une base indépendante, ils ne peuvent défendre leurs intérêts spécifiques d'exploités – c'est-à-*

dire contre l'exploitation capitaliste : ils se retrouvent noyés dans une lutte commune avec des petits patrons, commerçants, artisans, libéraux, etc., qui eux, évidemment, défendent mordicus le capitalisme ! »^{xxii}

Et les gauchistes de réciter le catéchisme socialiste : « *Une lutte interclasses, où les prolétaires sont inévitablement soumis aux intérêts d'autres classes, peut bien obtenir des succès ; elle peut bien réussir des milliers de blocages ponctuels, elle ne réussira jamais à bloquer le capitalisme. Seules la lutte indépendante de classe, la lutte pour les intérêts de classe des prolétaires peuvent y parvenir. [...] En effet ce sont les prolétaires qui ont seuls la force potentielle de faire échec au capitalisme, car celui-ci ne vit que de leur exploitation. Lutter contre cette exploitation, c'est lutter contre le capitalisme, y mettre fin, c'est mettre fin au capitalisme ! »^{xxiii}*

Qu'on se le dise, ces gauchistes ont raison. Là où ils se trompent, c'est quand ils prétendent que la conscience de classe sera apportée de l'extérieur, comme un cadeau des communistes, des trotskistes, des marxistes-léninistes, des maoïstes, des gauchistes aux militants inconscients. Cette conscience de classe prolétarienne révolutionnaire ne peut surgir que de l'expérience de la lutte pratique de la classe à laquelle la gauche est conviée.

Ainsi, un militant gauchiste énonce que : « *Les Gilets jaunes doivent se battre contre le pouvoir politique, source de leurs malheurs. Ils ne doivent pas se limiter à des revendications économiques qui même satisfaites ne suppriment absolument pas les conditions dans lesquelles les injustices de classe se reproduisent.* ». Malgré sa bonne volonté, ce militant s'égare complètement. Le prolétariat ne doit pas tenter de réformer le pouvoir politique bourgeois et il ne doit **pas espérer atténuer les injustices du système**. Ce concept « *d'injustice* » dans la

distribution des fruits de la production est une lubie de petit-bourgeois moralisateur aspirant à un monde équitable au milieu de l'iniquité sociale effrénée. L'injustice distributive n'est pas une déformation du système que l'on pourrait réformer, elle en est le fondement. La contradiction du capitalisme se dévoile au grand jour quand le système ne permet plus ni au travail ni au capital d'être rémunérés, c'est-à-dire de se reproduire. Les révoltés doivent lutter contre le pouvoir économique du capital d'abord, ce qui les amènera ensuite à combattre le pouvoir politique, dans le dessein non pas d'atténuer les *injustices du système*, ni de le réformer, mais avec l'objectif de le renverser. La classe prolétarienne ne souhaite pas conquérir le pouvoir d'État bourgeois, elle désire le détruire ainsi que la propriété privée et les rapports de production capitalistes, non pas pour freiner les *injustices sociales*, non pas pour établir une *démocratie populiste directe* ou pour rétablir la « *liberté d'expression sous l'exploitation* », mais pour survivre en tant qu'espèce.

Principe révolutionnaire que Marx énonçait ainsi : « *La fonction historique du prolétariat ne consiste pas à transformer la propriété individuelle en propriété d'État. La simple disparition de la bourgeoisie possédant les moyens de production de classe valide également l'orientation de l'économie vers le communisme et l'aliénation de l'homme. [...] L'abolition de la propriété privée et le communisme ne sont pas identiques d'aucune façon [...] En effet, la socialisation de l'économie et l'abolition de salariat qui doivent permettre d'accomplir la révolution prolétarienne ne sont pas deux tâches différentes ou successives, mais deux aspects d'une même transformation, qui doivent par conséquent être adaptés. Ce qui doit disparaître avant de pouvoir parler du communisme, c'est la propriété comme moyen de soumettre les hommes au travail salarié. Cela doit commencer par l'organisation de la production par et pour*

les producteurs et leur famille, ou les instruments de travail relèvent de la société toute entière. »^{xxiv}

C'est l'espèce humaine tout entière qui est menacée de disparition si nous poursuivons sur la voie de la mondialisation capitaliste. Suite à cette destruction de l'ancien mode de production, l'édification du nouveau mode de production communiste prolétarien assurera les bases économiques, politiques, sociologiques et idéologiques de l'extinction des classes sociales, de la fin de l'exploitation qui les accompagne, de l'éradication des fondements des injustices et de l'établissement de la véritable liberté dans l'équité et la dignité. Il est futile de critiquer la classe prolétarienne de ne pas poser cet objectif stratégique dès l'amorce du soulèvement populiste, alors que c'est expressément le rôle de l'insurrection populaire de faire murir la conscience de classe qui s'exprimera à travers l'évolution du mouvement révolutionnaire prolétarien.

CHAPITRE DIX

Soutien populaire et mascarades électorales

Soutien populaire

Au 8 février 2019, en France le soutien populaire en faveur des gilets jaunes se chiffrait à 65 %, selon un sondage IFOP, voire à 75 % pour les revendications les plus en vue comme le SMIC et le RIC. Le soutien au 4 mars 2019 : près de deux Français sur trois (64 %) continuent de soutenir le Mouvement, soit deux points de plus en un mois, et 77 % (+3) jugent leur mobilisation justifiée, selon un sondage *YouGov*. Les personnes interrogées sont 32 % (-2) à ne pas le soutenir. Pour 52 % (+4) des personnes interrogées, les manifestants ne doivent pas cesser leur mobilisation pendant le grand débat, contre 36 % (2) qui sont d'un avis contraire, selon cette enquête pour le *HuffPost* et *CNews*.^{xxv}

Ironie de l'histoire, seule la rue est parvenue à changer le climat politique dans une perspective de transition économique réformatrice, à épurer le débat politique depuis longtemps pollué par la démagogie élitiste, à revitaliser idéologiquement l'atmosphère politique tétanisée, anxieusement parasitée par le discours écologique apocalyptique, électoraliste, mercantile, ridiculisant ainsi les instances officielles traditionnelles du sérail politique et financier.

Mascarades électorales

À la faveur de l'affaiblissement du Mouvement, épuisé et découragé par plusieurs semaines de lutte infructueuse, lutte

désertée par de nombreux militants ouvriers, certains membres des gilets jaunes ont décidé de présenter une liste de candidats à la mascarade électorale européenne. Ce faisant, ce soulèvement original et sans précédent risquait le suicide politique. En effet, constituer une liste de candidats à la représentation électorale, c'est créer un parti, établir un programme. C'est formater candidates et candidats en prévision du cirque parlementaire, recueillir des monceaux d'argents, l'aune par laquelle se mesure le succès et se gagne ce carnaval électoral animé par les riches et leurs médias. S'il y a des élus, ils devront rapidement s'intégrer à l'appareil représentatif bourgeois. Car, par les pouvoirs conférés par le système parlementaire bourgeois, ils seront absorbés par l'appareil étatique capitaliste, comme cela s'est produit avec la social-démocratie, les socialistes, les communistes, les trotskistes et les autres gauchistes. Ce que les militants en gilets jaunes n'ont eu de cesse de condamner depuis le début de la révolte.

Compte tenu de l'opportunité que représente cette liste-jaune pour le gouvernement, le problème de la collecte de fonds ne sera pas un problème. Sans doute trouvera-t-on aisément de généreux donateurs, d'autant que cette liste-jaune saura arracher des électeurs au *Rassemblement national*, l'épouvantail brandi par la gauche bourgeoise, et au parti de *La France insoumise*, autre spectre agité par la droite bourgeoise. Le préjudice moral et idéologique sera le même si cette liste-jaune ne faisait qu'un score médiocre et le pouvoir bourgeois pourra dire : « *Vous voyez que les Gilets jaunes ne représentent personne* ». De fait, dans cette mascarade électorale par et pour les riches, la victoire des prolétaires est déjà acquise avec 60 % d'abstention souvent élevée chez les ouvriers qui en ont vu passer des députés stipendiés.

Et s'il y avait eu des élus jaunes ?

On peut donc comprendre que, comme tant d'autres avant elle, madame Levavasseur, égérie de la première heure, succombe au « *chant des sirènes de Bruxelles* », tablant sur son aura médiatique. Elle a dit, sur plusieurs médias, se repentir d'avoir voté LREM. Alors, pourquoi veut-elle leur donner un coup de main ? D'autant plus que l'Europe n'est absolument pas un sujet de revendication. Un mouvement qui se déclare apolitique perd toute crédibilité s'il se lance dans ce que le marigot politique compte de plus glauque, les institutions européennes. Et encore plus, s'il compte dans ses rangs un suppôt du pouvoir infiltré et s'il prend comme directeur de campagne un ancien militant des Jeunesses socialistes honnies. Ce groupe politique opportuniste donnera l'impression « *d'aller à la soupe* », comme les comparses d'en face. Ainsi, la mouvance s'anéantirait d'elle-même. Ce qui risque de faire un grand nombre de déçus, de mécontents et de violents. Mais surtout de fracturer le Mouvement. Voilà un exemple où la petite-bourgeoise infiltrée doit être encadrée ou expulsée au nom de l'unité. Rassurons-nous toutefois, la base ne mange pas de cette soupe-là et ne participera pas à cette mascarade électorale réactionnaire.

CHAPITRE ONZE

L'organisation n'est pas l'enjeu, mais le moyen de rafler la mise

Organisation et inorganisation des Gilets jaunes ?

Les camarades posent le problème à l'envers, en ce sens qu'ils posent la question subsidiaire, alors qu'ils devraient présenter la question fondamentale, à savoir, après des mois d'agitation et de piétinement, où va le combat et comment lui impulser un second souffle ? L'organisation du Mouvement serait-elle le vecteur de sa résilience ? Nous ne le pensons pas, voici pourquoi.

La question de l'organisation s'est imposée depuis la prise en charge par des personnalités issues de la petite bourgeoisie. Ces personnalités, accoutrées opportunément de leur gilet flamboyant, ont commencé à parader devant les caméras et à se pavaner sur les plateaux de télé, trop heureux de les promouvoir afin de les manipuler dans l'objectif de créer des dissensions au sein du Mouvement immobilisé à la croisée des ronds-points de la résistance.

« Il ne faut surtout pas organiser le mouvement des Gilets jaunes. Ce serait lui faire perdre sa spontanéité. Ce serait lui choisir des chefs munis de services d'ordre, forcément composés de selfmade flics, qui le conduiraient directement dans les nasses policières et donc à l'échec. Surtout, si la structuration est faite par les syndicats, c'est-à-dire par les bureaucraties syndicales. Souvenez-vous de ce fameux samedi où les Gilets jaunes, refusant le piège de la nasse, ont attaqué celle-ci de l'extérieur !

Cela deviendrait impossible si le mouvement se structurait ».^{xxvi}

Première croisée des chemins pour la résistance

Il y a eu deux croisées des chemins. La première croisée s'est présentée quand l'État terroriste s'est attaqué aux barricades érigées sur quelques 150 ronds-points routiers. Pendant cette attaque de l'État des riches contre le cœur militant de l'action de paralysie de l'économie (là où ça fait mal au capital), de nombreux militants se sont laissés duper par leurs égéries préconisant l'organisation hebdomadaire de manifestations-promenades, fortement médiatisées, à Paris et dans quelques villes de province, manifestations aussitôt dominées par la fracassante omniprésence du « *Black bloc* ». L'État bourgeois ne demandait pas mieux. Adieu les barricades émancipatrices et bienvenues aux stériles *casseurs* sur les Champs-Élysées, où les médias bourgeois se rassemblaient chaque samedi pour exhiber la dégradation de quelques vitrines et surtout les violentes répressions policières contre les manifestants. Le père Fouettard étatique aime exposer les raclées réservées aux révoltés. Quoi qu'il en soit, ce n'est assurément pas sur les Champs-Élysées que la guerre économique de classe devait se mener, mais devant les entreprises paralysées, aux ronds-points routiers, aux aiguillages ferroviaires, dans les aéroports et devant les ports de mer, partout où les précieuses marchandises remplies de plus-value circulent, afin de couper la circulation du capital de moins en moins profitable, jusqu'à la mort de la bête infâme. L'exhibition sur les Champs-Élysées ne fut que spectacle de télé-réalité afin d'effrayer les petits-bourgeois tétanisés.

Deuxième croisée des chemins pour la résistance

La deuxième croisée des chemins s'est présentée le 5 février 2019. Et elle s'est très mal déroulée. Voici comment et pourquoi. Que la bureaucratie syndicale ait tenté de récupérer la révolte populaire afin de l'étouffer, cela ne nous surprend aucunement. Leurs emplois sont assujettis à leur prestation de service de maintien de l'ordre social capitaliste. L'aristocratie syndicale vénale remplit ainsi le contrat pour lequel le capital la rémunère. Que l'agitation syndicale puérile se soit matérialisée sous la forme de l'éternelle parade carnavalesque, sur fond de musique électronique, pour attirer les médias bourgeois et faire bonne figure à la télé, on devait l'anticiper. La petite-bourgeoisie raffole de ces bravades, surtout s'il y a quelques dommages sans grande conséquence (le *Fouquet's* ou le mausolée du Soldat inconnu).

La question restait posée, l'action allait-elle s'étioler d'Acte-manifestation caillassage en Acte-manifestation, caillassage, sans fin ? La petite-bourgeoisie apprécie que des prolétaires terrorisent le grand patronat et leurs chiens de garde intellectuels, pourvu qu'une fois les vitres brisées, ils regagnent leur domicile pour manger le poulet aux hormones et regarder la télé. La question cruciale qui se posait alors était la suivante, pouvaient-ils organiser une grève générale illimitée, seule voie d'approfondissement de leur action ? **C'est à la porte des usines, à l'entrée des chantiers et aux ronds-points que les ouvriers devaient se poser la question de l'organisation non pas pour pérenniser bureaucratiquement un mouvement par nature évolutif, mais pour gagner une nouvelle manche de la guerre de classe vaillamment engagée.**

La question de l'organisation dans la lutte de classe

Pour la classe prolétarienne, matérialiste et pragmatique, c'est à travers la réponse pratique aux impératifs de la lutte de résistance de classe que le mouvement s'organise et prend une dimension insurrectionnelle. Seul le prolétariat pourra mener une telle grève générale, ce qui disqualifie la petite-bourgeoisie. Dans le cours du développement de la grève générale insurrectionnelle (sauvage et spontanée), la question de l'organisation se posera objectivement et demandera une solution pratique, non bureaucratique. Lors du prochain soulèvement populaire, cette question trouvera sa réponse pratique afin de servir le développement de l'action qui, de résistance populiste, se transformera en insurrection populaire, puis en révolution prolétaire. Hors de ce schéma pratique de lutte de résistance concrète, débattre de l'organisation est l'activité préférée de la petite-bourgeoisie déjantée.

CHAPITRE DOUZE

Front uni racisme et antiracisme, fascisme et antifascisme

Taupe antisémite infiltrée

Parfois, le racisme se dissimule sous les traits de l'antiracisme, et de cette position singulière, il active le tandem, racisme – antiracisme. Au cours de la bataille des gilets jaunes, une taupe cryptoantisémite s'est infiltrée au sein du Mouvement via la gauche réformatrice, son vecteur de propagation privilégié. S'appuyant sur le terrorisme médiatique, orchestré par l'État des riches, une campagne de propagande a tenté de tétaniser les militants sur les ronds-points.

Le racisme, et son alter ego l'antiracisme forment une théologie promue depuis des décennies par la liturgie bourgeoise et son État de tutelle. L'atavisme français *cryptoantisémite* intellectuel a pris naissance avec l'**Affaire Dreyfus**, puis s'est développé au cours de l'entre-deux-guerres, au moment des finasseries du **Front uni** (Front populaire patriotique de la bourgeoisie et du prolétariat) promu par la gauche socialiste et communiste face au nazisme, au fascisme, au corporatisme et au franquisme, ces variantes totalitaires du capitalisme d'État libéral. La France était alors encerclée à ses frontières par les pays totalitaires de droite, tandis qu'elle était infiltrée à l'intérieur par les communistes de la fraction totalitaire stalinienne de gauche et par les phalanges pétainistes de droite. Toutes ces organisations défendaient les intérêts du capital et nullement les intérêts du prolétariat. Le grand capital français, sur son déclin, était l'enjeu des grandes alliances du capital international (puissances de l'Axe totalitaire

contre puissances alliées libérales). Il s'en fallut de peu que le grand capital français bascule corps et biens dans le camp de l'Axe. Seule l'alliance de la gauche communiste, socialiste et trotskiste et de la droite gaulliste permit de maintenir une partie du grand capital français dans le camp de guerre des Alliés, c'est-à-dire dans le camp du grand capital libéral.

Au sein de ces alliances, la fiction, « *racisme et antisémitisme contre antiracisme* » devint la ligne de démarcation qui fixa les termes de la séparation entre le camp du capital favorable aux pétainistes et le clan du capital acquis aux intérêts économiques des Alliés et des gaullistes. La fiction : « *communisme et camp socialiste contre anticomunisme et camp libéral* » n'apparaîtra qu'après la guerre. Après 1945, le camp Allié, vainqueur, imposa son interprétation des causes de cette deuxième boucherie meurtrière. De ce jour, la **Seconde Guerre mondiale** ne fut plus présentée comme une guerre impérialiste pour le partage des marchés entre puissances meurtrières assoiffées de plus-value, mais comme une guerre raciste – antisémite – visant l'extermination des adeptes de la religion juive, six-millions de victimes selon la doxa officielle parmi les 55 millions de morts et les 100 millions de blessés sacrifiés par le capital au cours de cette guerre génocidaire contre le prolétariat international. L'historiographie bourgeoise élude cette macabre réalité, les principales victimes de cette Seconde Guerre mondiale furent les prolétaires, contraints le fusil à la main de mourir pour la patrie au cours de la guerre la plus barbare de l'histoire. La Seconde Guerre mondiale n'a pas été l'œuvre de la folie hitlérienne ou de l'idéologie nationale-socialiste (NAZI), mais fut la conséquence directe d'un système capitaliste génétiquement belliqueux, colonialiste, esclavagiste, impérialiste, exploiteur, oppresseur et raciste.

Attaque de l'État contre les intellectuels chancelants

La lutte contre le racisme et l'antisémitisme repose sur la possibilité, voire la nécessité d'une Sainte-Alliance antiraciste entre le prolétariat et les secteurs démocratiques de la bourgeoisie (de gauche comme de droite), épaulés par leurs États, pour lutter contre un ennemi universel *qui* transcende les classes sociales. En d'autres termes, il existerait un terrain d'entente – la lutte contre le racisme et l'antisémitisme – sur lequel la collaboration de classes serait possible. L'alternative « capitalisme/révolution prolétarienne » est ainsi remplacée par l'alternative « racisme hors classe/antiracisme hors classe », dissimulant le fait que le racisme est un produit de la bourgeoisie de gauche comme de droite. Cette Sainte-Alliance a été développée en complément à la *Shoah*, érigée en une nouvelle théologie enfermant les comparses dans le pacte de collaboration de classe, d'où ils ne peuvent s'extirper, se surveillant mutuellement, la gauche et la droite enlacées, afin de s'assurer que les intellectuels bourgeois soient tenus en laisse, à distance du prolétariat.

Dès le déclenchement du Mouvement, le « remake » de cette confrontation racisme hors classe contre antiracisme hors classe a commencé par une campagne médiatique échafaudée par l'État français afin de terrifier les intellectuels tentés de soutenir les Gilets jaunes. Le Mouvement agglomérait alors petits bourgeois, intellectuels, ouvriers et prolétaires, fonctionnaires, retraités, étudiants, féministes, LGBTQ, écologiste, et le reste de la Cour des Miracles en révolte, un peu comme à l'Auberge espagnole où chacun trouve ce qu'il y apporte. Néanmoins, la guerre de classe régnait en permanence au sein du Mouvement et orientait la guerre de classe externe entre le salariat et le capital. Le grand capital français était favorable à cette alliance opportuniste, pourvu que ce soit la petite-bourgeoisie qui

conserve l'hégémonie sur ces Écuries d'Augias. Ce chantage terroriste à l'*antisémitisme* était de la même eau frelatée que les allégations d'inclinations fascistes du prolétariat français. **Le prolétariat français n'est ni antisémite, ni raciste, ni fasciste, car ces tares bourgeoises vont à l'encontre de ses intérêts de classe.**

L'antifascisme en soutien au fascisme

« Parmi toutes les formes de lutte contre le fascisme, il en est une qui mène toujours et nécessairement à la défaite des travailleurs : c'est **l'antifascisme.** Pourquoi ? »^{xxvii}

Le fascisme est la transformation du révolutionnarisme de la petite bourgeoisie dans les nouvelles conditions ouvertes au capitalisme par la Première Guerre mondiale. C'est une tendance commune à toutes les organisations politiques de la petite bourgeoisie *révolutionnaire*, nationaliste et populiste. Le capitalisme national est en voie de disparition alors que le capital fusionne mondialement et se concentre. Ainsi le capital national résiduel (les PME sous-traitantes) s'agglutine autour de l'État national, son agent unificateur. Le fascisme, et son corolaire le totalitarisme socialiste, sont des méthodes de consolidation du capitalisme d'État, devenu aujourd'hui la forme générale d'organisation politique du capital. Néofascistes et socialistes, communistes, gauchistes se disputent donc la même clientèle électorale petite-bourgeoise et subsidiairement des fragments de la classe prolétarienne retardataire. Voilà pourquoi l'hystérie gauchiste anti **Front national** connaît de moins en moins de succès parmi les prolétaires. Des segments du prolétariat ne comprennent pas pourquoi on stigmatise davantage le fascisme du *Rassemblement national* que celui de l'État à la solde du grand capital. Ce salmigondis politique ubuesque provoque le

désintéressement de la classe prolétarienne envers l'électorat bourgeois, attestant du haut niveau de conscience politique de la classe ouvrière française.

Une autre conséquence importante de la concentration monopolistique du capital est l'intégration des syndicats dans l'appareil d'État bourgeois, ce qui va de pair avec l'imposition de conditions de travail homogènes pour tous les travailleurs dans tous les États nationaux via des superstructures politiques et administratives comme l'Union européenne (code du travail, salaire minimum, assurance emploi, taxation et imposition à la source, programme de retraite normalisée, etc.) Le fascisme a fait de l'accélération de ce processus d'unification l'un de ses arguments en faveur de la *justice sociale*, c'est-à-dire en faveur d'une réconciliation des classes sociales. Il n'est pas difficile de constater l'homogénéité des revendications de la gauche communiste et socialiste et de la droite lepéniste, ce qui explique l'attrait que présente le *Rassemblement national* auprès des ouvriers chloroformés par cinquante années de gauchisme social et syndical réformiste.

Mais la réconciliation des classes sociales dans un capitalisme où la tendance aux crises systémiques est devenue la norme est de plus en plus difficile. Dans ce contexte de capitalisme déclinant, à la différence du capitalisme ascendant des années 1950, le capital ne peut tolérer que les masses prolétariennes s'organisent et possèdent leur propre expression politique indépendante. Après avoir soudoyé les partis, les syndicats et les organisations de gauche, le grand capital réclame que les larbins politiques intègrent tout dans l'État. Le fascisme (le national-socialisme, le soviétisme) exprime ouvertement cette tendance totalitaire : « ***Tout dans l'État, rien contre l'État, rien hors de l'État*** », qui fut la profession de foi de *Mussolini, Franco, Hitler, Staline, Mao*. Mots d'ordre qu'adoptèrent les patrons et les

partis bourgeois de droite comme de gauche, à commencer par la social-démocratie, le socialisme et le communisme. Pour l'ouvrier lambda, impossible de différencier l'homélie communiste du prêche fasciste, ce qui explique que tant de militants et d'électeurs du *PCF* adhèrent maintenant au *Rassemblement national*.

Conditions de la montée du fascisme

Dans ce cadre historique général, nous avons assisté à la montée du fascisme dans deux contextes. Dans une situation de durcissement de la lutte de classe dans laquelle la perspective révolutionnaire était ouverte, mais également dans le contexte où le mouvement révolutionnaire des prolétaires faiblissait ou stagnait. Pourquoi ? Dans les sociétés avancées, la petite bourgeoisie a abandonné l'arrière du train prolétarien et a présenté le fascisme comme sa propre voie révolutionnaire. Le grand capital y a vu la possibilité de convertir la petite-bourgeoisie en une force de choc à lancer contre la classe ouvrière, en soutenant son développement et en lui prêtant les clés de l'État bourgeois, avec les conséquences que l'on sait. La tâche du fascisme (ou du national-socialisme) fut avant tout de vaincre le prolétariat par la force, de détruire, de soudoyer ou d'absorber ses organisations et de préparer l'ensemble de la société à la conscription et à la guerre, l'Italie, l'Allemagne, le Japon, en sont les plus illustres exemples. Dans les sociétés capitalistes moins industrialisées, coiffées de fortes oligarchies foncières, liées aux secteurs des productions primaires et des exportations de matières premières, sans politique de classe indépendante, le fascisme a servi à la *modernisation* du capital (moyens de production) afin de diriger la mutation vers le capitalisme industriel et marchand, couplé au renforcement des syndicats encadrant le prolétariat en conformité avec les intérêts du capital national, durant les années de guerre – quand les

exportations augmentent et financent la modernisation des moyens de production, améliorant les salaires et les conditions de travail –, soumettant la résistance des anciennes classes rurales et affirmant les intérêts impérialistes du capital national. L'Espagne franquiste, L'Union soviétique stalinienne et la Chine maoïste en sont les exemples les plus illustres.

Qu'est-ce que l'antifascisme ?

L'antifascisme repose sur l'idée d'une alliance entre le prolétariat, les secteurs démocratiques de la bourgeoisie et l'État pour combattre la *menace fasciste* (dont l'État est lui-même le promoteur). En d'autres termes, il existerait un terrain – la lutte contre le fascisme – sur lequel la conciliation de classes est envisageable, d'où le **Front uni antifasciste**. La véritable alternative « *Révolution prolétarienne ou capitalisme* » est ainsi escamotée par l'alternative *fascisme ou antifascisme*, souvent présenté comme « *liberté démocratique ou dictature* », comme si la liberté était une option offerte aux esclaves salariés en société capitaliste bourgeoise. Comme le disait *Amadeo Bordiga* : « *La pire conséquence du fascisme fut l'antifascisme!* »

Pour la bourgeoisie, l'utilité et l'opportunité du fascisme sont commandées par la faiblesse de la classe prolétarienne. Faiblesse due à l'insuffisance du développement objectif de la classe encore en formation ou en mutation dans nombre de régions du monde s'ouvrant progressivement au développement capitaliste industriel moderne, robotisé, informatisé, urbanisé, financiarisé et mondialisé. À l'époque de l'expansion impérialiste, l'antifascisme encourage la mobilisation de la petite bourgeoisie au service de l'État fétiche, le majordome et l'intendant du grand capital, dans lequel les petits-bourgeois, de gauche comme de droite, placent toutes leurs espérances. C'est que la plupart du temps, le petit-

bourgeois est salarié de l'État fétiche. C'est ce qui explique sa sensibilité face aux coupures des budgets sociaux et environnementaux, et subséquemment sa répulsion pour la privatisation des sociétés d'État, et son aversion pour le transfert des budgets étatiques en faveur des industriels, des entreprises énergétiques, de l'immobilier et du secteur financier. Le petit-bourgeois fasciste ou national-socialiste ou antifasciste ne veut pas renverser l'État capitaliste, il souhaite simplement continuer d'être salarié de l'État des riches.

En période de recul des luttes de la classe prolétarienne, fascisme et antifascisme servent à encadrer les travailleurs en révolte et à les mobiliser en faveur de l'État, présentant l'État fétiche comme unique horizon indépassable du développement économique, politique et social. De fait, fascisme et antifascisme forment un couple réactionnaire ayant pour vocation de dévoyer et de paralyser la lutte anticapitaliste du prolétariat. Dans tous les cas, le couple fascisme-antifascisme prépare les conditions pour l'évolution belliqueuse des tensions interimpérialistes, et pour la transposition de ces tensions parmi le prolétariat afin qu'il épouse les intérêts d'une faction ou d'une autre du grand capital mondial. C'est ainsi que l'on observe des gauchistes (national-socialiste) préconisant de s'opposer à l'impérialisme américain en ralliant l'alliance impérialisme *Chine-Russie*. D'autres gauchistes réclament que l'Union européenne s'érige en rempart impérialiste anti-OTAN et/ou antichinois en tant que troisième alliance impérialiste belliqueuse. Toute aspiration à la conciliation de classes ouvre l'opportunité d'un recours au fascisme et corrélativement aux mimiques gauchistes antifascistes. C'est la fonction de l'antifascisme que de crédibiliser la tendance fasciste en la stigmatisant comme une option contre laquelle le prolétariat devrait se mobiliser afin de préserver le grand capital de ses penchants fascistes suicidaires.

C'est ainsi qu'opèrent les bourgeoisies française et européenne en ces temps de crise systémique du capitalisme.

L'antifascisme a-t-il libéré le prolétariat ?

« En Espagne, le résultat de la grève révolutionnaire de 1934, notamment en Catalogne et à Madrid, a ouvert une sortie fasciste à la bourgeoisie espagnole en montrant clairement l'incapacité du mouvement de la classe ouvrière à surmonter la subordination à la défense de l'État démocratique bourgeois, exercé par les partis nationalistes et le PSOE. Les secteurs les plus réactionnaires de la bourgeoisie d'État espagnole pouvaient alors opter pour le coup d'État militaire, qui fut pourtant vaincu le 19 juillet 1936 par l'insurrection ouvrière. [...] L'État bourgeois républicain s'effondra et commença immédiatement à se reconstruire sous le slogan antifasciste de la Generalitat jusqu'à ce qu'il soit suffisamment puissant pour désarmer et vaincre les travailleurs. [...] À cette époque (1937-1938), lorsque la guerre révolutionnaire devient une guerre impérialiste, le capital national espagnol fut « sauvé », le sort des ouvriers, des deux côtés du front, fut scellé. En 1934, la défense de l'État démocratique et la subordination au nationalisme catalan ont ouvert la porte à la « solution fasciste » de 1936 qui, bien que vaincue par les travailleurs, sera imposée après la reconstruction antifasciste de l'État républicain. [...] Après la victoire de Franco en 1939, les conditions de la défaite générale du prolétariat dans les pays occidentaux étaient réunies. La guerre, l'expression et l'aboutissement sanglants de la contrerévolution pouvaient commencer. La Russie stalinienne remplace l'antifascisme par la collaboration avec Hitler qui partage la Pologne et obtient un

*saufconduit pour envahir la Finlande et les États baltes. Mais deux ans plus tard, le 22 juin 1941, Hitler décida d'attaquer la Russie. [...] Les anciennes gloires du « **Front populaire** » et de l'**antifascisme** furent sorties du placard pour créer un drapeau commun avec les alliés « démocratiques » qui servit d'appât idéologique pour l'enrôlement massif de travailleurs et de vaccin contre la résistance à la Guerre impérialiste totale. Cependant, le mouvement de classe réapparut après 1943 avec des grèves massives en Italie, en Grèce, et en Espagne. Il reste dans la mémoire des minorités révolutionnaires que l'Espagne et l'Italie se sont battues aux côtés des autres travailleurs, contre les fascistes et contre les antifascistes, et contre tout un folklore prolétarien sur la répression démocratique des antifascistes et des socialistes des forces qui de fait avaient adoubé la réaction. »^{xxviii}*

Quand la bourgeoisie arrogante célèbre son « *triomphe sur le fascisme et le national-socialisme* », elle ennoblit la Seconde Guerre impérialiste mondiale, le plus grand carnage de l'histoire de l'humanité. En d'autres termes, elle recouvre d'un linceul notre sanglante défaite de classe.

Fascisme et antifascisme pourraient-ils revenir ?

Depuis un demi-siècle et davantage, la faiblesse des luttes de la classe prolétarienne hors du cadre étatique et syndical, a rendu inutile l'option fasciste pour soutenir l'État national dirigiste et le grand capital financiarisé et mondialisé. D'autre part, le **capitalisme d'État** est devenu la forme d'organisation universelle du capital national et international. Cependant, après de longues années de crise, la petite bourgeoisie s'est rebellée puisque le capital ne lui assure plus d'avantages particuliers. Au contraire, le grand capital mondial tend à précariser ses

conditions de vie économiques et sociales. La petite-bourgeoisie, particulièrement nombreuse dans les sociétés capitalistes avancées assurant la couverture des services sociaux, propose de développer le **militarisme**, condition idéale sous la concurrence mondiale. La petite-bourgeoisie gesticule à propos de la Révolution technologique qui n'engendre que stagnation économique, surproduction et marasme de l'appareil de production. Nous le voyons avec le *Brexit* avec les mouvances séparatistes catalan, écossais, flamand, à travers les grèves des camionneurs au Brésil, avec les gilets jaunes, et avec le libéralisme chauvin en Italie qui contrarient les visées hégémoniques de l'axe franco-allemand. La bourgeoisie a trouvé dans les protestations de colère de la petite-bourgeoisie révoltée un obstacle important à la réforme du système capitaliste. Pourtant, le grand capital européen est contraint de transformer l'organisation politique de l'État afin d'affronter ses concurrents mondiaux (États-Unis et alliance Chine-Russie, sans compter quelques grands pays émergents comme l'Inde et le Brésil). Aujourd'hui, le capital a besoin, pour relancer la valorisation et l'accumulation du capital productif, d'une nouvelle vague de crises économiques, boursières, commerciales, monétaires, politiques, militaires et sociales au centre d'un scénario impérialiste de plus en plus tendu qui met l'accent sur le besoin de « *rétablir la situation mondiale chaotique* », et d'utiliser les populistes petits-bourgeois comme matraques écologistes contre les luttes des prolétaires pour la défense de leurs conditions de vie et de travail.

C'est ce qu'une partie de la bourgeoisie française a voulu faire des jaunes, c'est ce que la bourgeoisie allemande cherche à consolider avec les *Verts* et l'écologie, et la bourgeoisie italienne avec *Salvini* et le national chauvinisme, ce que la bourgeoisie britannique a tenté de faire avec le *Brexit* et ce que le grand capital français prépare avec le *Rassemblement national* et la

bourgeoisie chinoise avec les manifestations de Hong Kong. C'est dans ce cadre que des mouvements populistes prétendent offrir une alternative avec leurs drapeaux interclasses de type *Front unipopuliste* allant de la xénophobie, au féminisme, à l'urgence climatique, en passant par l'antiracisme, l'antifascisme et la lutte pour les libertés démocratiques sous l'esclavage salarié. Le grand capital tente de diriger un réarmement autoritaire du capitalisme d'État dissimulé par de faux *acquis sociaux à protéger* qui précéderont l'attaque générale contre les systèmes d'assurance-emploi, les régimes de retraite, les conditions de travail et les salaires des prolétaires. La petite-bourgeoisie saura-t-elle livrer la marchandise promise à ses maîtres du grand capital ?

Dans les conditions actuelles, les mouvements qui perpétuent la tradition interclasses, procapitaliste et autoritaire du fascisme souhaitent remplir les fonctions d'encadrement du prolétariat tout en le disciplinant et en le dotant de nouveaux symboles aux allures patriotiques et progressistes. Mais le patriotisme et le progressisme petit-bourgeois font de moins en moins recette. Ce ne sont pas ces vestiges folkloriques ni leurs tendances adjacentes, à l'extrême droite de l'échiquier politique, qui intéressent le grand capital. Ce ne sont pas les *Fronts unis* néolibéraux, ouvertement répressifs, machistes et néoconservateurs non plus. Au contraire, le nouveau fascisme aux allures républicaines est aujourd'hui agité contre *les élites et les caciques* représentatifs des secteurs les plus obsolètes de la bourgeoisie d'État et de la petite-bourgeoisie en voie de paupérisation. Le nouveau fascisme voudra, comme le vieil homme, s'envelopper de drapeaux populaires, car cela ne paraîtrait pas *révolutionnaire* de la part d'un groupe interclasses démocratique, électoraliste, égalitariste, et bien entendu patriotique et progressiste. C'est-à-dire que le **fascisme d'État** actuel est le premier candidat qui endossera la veste et

s'emparrera de la bannière de l'**antifascisme** contre la réaction hystérique de sa propre classe bourgeoise, car ainsi il génère les conditions de sa progression. Et *Donald Trump* de dénoncer les suprémacistes blancs (sic).

CHAPITRE TREIZE

Le salaire minimum pour réduire les salaires

Attardons-nous sur une revendication phare des Gilets jaunes : La hausse du salaire minimum (SMIC) à 1 300 euros net par mois. Et voyons pourquoi cette bataille a fait l'unanimité parmi la gauche, la droite, les syndicats, le grand patronat et les politiciens bourgeois. Leur seule dissension portait sur l'ampleur et la fréquence des augmentations du SMIC. Voilà un exemple de ces soi-disant *droits acquis* que défend avec opiniâtreté la gauche caritative.

Hausser le salaire minimum pour stabiliser le salaire moyen

Au stade où se situe la crise économique du capitalisme, on pourrait envisager l'agonie du « libre » marché. Il n'existe aucune nouveauté prometteuse susceptible de laisser espérer une relance de l'économie mondialisée. Le dernier voile à tomber est l'aumône du salaire minimum, le *SMIC*, dit-on en France, comme panacée pour encourager l'automatisation des entreprises, l'innovation technologique et les hausses de productivité. Rappelons l'histoire récente. Depuis 2016, la désaffection des militants ouvriers devant les discours de la gauche réformiste est évidente. C'est l'année où *Donald Trump* et le *Brexit* ont commencé à influencer les secteurs les plus vulnérables de la petite-bourgeoisie paupérisée et du prolétariat précarisés, l'année où les sondages des grands médias ont suggéré que la jeunesse américaine était devenue *socialiste* (sic), tandis que le Parti démocrate aux États-Unis a récupéré *Bernie Sanders* le *socialiste*. Au cours des dernières élections américaines, le salaire minimum a été un sujet privilégié des

Primaires du Parti démocrate. Et les économistes ont commencé à produire toute une littérature présentant la hausse du salaire minimum comme une alternative au néoprotectionnisme et aux politiques d'austérité préconisées par *Donald Trump* et consorts.

Les petits bourgeois ont récupéré ce cheval de Troie des mains de l'intelligentsia occidentale et les gilets jaunes ont réclamé un SMIC à 1 300 € net par mois. Rappelons que 12 % des salariés français sont rémunérés à ce tarif minimum, ce qui constitue la médiane salariale en France. Ainsi, en 2018 le SMIC net était d'environ 1 200 €, le SMIC brut autour de 1 500 €, et le coût salarial incluant les charges sociales s'élevait à près de 1 600 € mensuel. Il est à noter que le SMIC n'a augmenté que de 1,5 % au 1er janvier 2019, donc un peu moins que l'inflation, compensée par la hausse de la prime d'activité, à la charge des contribuables salariés. En d'autres termes, c'est le prolétaire contribuable qui a renfloué le prolétaire rémunéré au salaire minimum.

Afin d'éviter l'augmentation du salaire moyen étendue à de nouveaux secteurs d'emploi, notamment les emplois à faible valeur ajoutée (à fort coefficient de main d'œuvre), les grands groupes industriels confient certaines activités à des PME sous-traitantes, lesquelles ont recours aux travailleurs détachés, aux travailleurs précaires, voire aux travailleurs non déclarés (migrants illégaux). C'est aussi vrai dans le secteur parapublic comme les nettoyeurs du métro. De ce constat, il découle que le salaire médian est finalement très près du SMIC, qui regroupe à chacune de ses augmentations statutaires (sans grèves ni conflits sociaux), les travailleurs dont les revenus sont juste au-dessus du SMIC qui devient non plus un minimum, mais au final un maximum salarial pour les travailleurs pauvres qui seront bientôt majoritaires parmi les effectifs de nombreux pays.

Deux facteurs conduisent à réduire l'écart entre le salaire médian et le salaire minimum, d'une part, du fait de l'existence de nombreux travailleurs aux revenus effectifs inférieurs au SMIC (temps partiels, précaires, petits agriculteurs, personnes sans travail, travailleurs immigrants illégaux, travailleurs pauvres); d'autre part, du fait d'un certain tassement des salaires, conséquence de la concurrence entre salariés. De surcroît, pendant des décennies le SMIC, dont une partie est payée par l'État (donc par les salariés) a été revalorisé davantage que la moyenne des salaires. D'où la forte proportion de salariés qui ne décollent jamais du SMIC, ce qui est justement l'effet recherché par la politique étatique fortement soutenue par la gauche caritative. Maintenant, chacun comprendra pourquoi tous les suppôts du capital, de toutes allégeances (partis de gauche et de droite, syndicats, patronat, ONG) favorisent l'extension du SMIC.

Et les travailleurs pauvres – sous-payés – de se disputer à propos de la sauce à laquelle ils seront mangés. Hausse du SMIC en pourcentage ou hausse selon un montant fixe ? C'est en effet ce que préconise la gauche caritative qui ne cherche pas à détruire le mode de production capitaliste, mais à le rendre plus juste et plus équitable dans son exploitation des esclaves salariés. Ce que l'on doit retenir c'est qu'une politique du SMIC ne bénéficie que très peu aux salariés, et surtout, elle contribue à maintenir tous les salaires aussi bas que possible. En décembre 2018, en plein soulèvement jaune, le gouvernement a lâché un osselet de 100 € par mois aux pauvres salariés affamés afin de briser l'unité des révoltés. Voilà où mène la quête de justice sociale, d'équité citoyenne, de fraternité syndicale et autres fadaïses petites-bourgeoises : à l'obtention de miettes concédées à une minorité servant à flouer toute la collectivité des travailleurs. C'est pourquoi le prolétariat réclame une hausse générale et

substantielle de tous les salaires qui favorisent tous les travailleurs.

La bataille du SMIC est à la lutte sur le front économique (salarial) ce que sont les luttes politiques réformistes en faveur de la nationalisation des entreprises et contre la privatisation des services publics.^{xxix} Un vecteur économique par lequel l'État capitaliste régule les rapports de force entre les deux pôles antagonistes de l'activité économique capitaliste : **salaire contre plus-value**. Aussi, l'État capitaliste consent-il à appuyer les revendications de la petite-bourgeoisie portant sur l'équité fiscale et salariale, car ces revendications réformistes contribuent à détourner l'attention des prolétaires des questions fondamentales relatives à leur exploitation systémique. Corrélativement, ces réclamations retiennent l'attention sur l'équité et la distribution des richesses (une conséquence de l'exploitation) plutôt que sur la production et l'expropriation de ces richesses sociales. Par cette polarisation du débat sur la supposée équité fiscale et salariale, l'antagonisme entre les salaires accordés aux travailleurs et la plus-value accaparée par le capital est dissimulé. L'équité véritable serait que la totalité des fruits du travail et du surtravail (de chacun selon ses capacités) revienne à la société dans son ensemble afin de satisfaire les besoins humains fondamentaux de chacun (à chacun selon ses besoins). Dans le contexte du mode de production capitaliste, le prolétariat réclame des hausses salariales en pourcentage afin que le retour sur la dépense d'énergie et de temps de travail (recomposition de la force de travail) soit équivalent pour tous, travailleurs à forte productivité et travailleurs à faible productivité. Voilà l'équité prolétarienne sous le capitalisme moderne, en attendant que le prolétariat impose l'équité et l'égalité communiste.

Utopie socialiste du salaire minimum

L'utopie *socialiste* du SMIC se présente comme suit : un salaire minimum en hausse réduirait soi-disant l'étalement des salaires et l'endettement des salariés. C'est qu'un salaire minimum plus élevé modifierait la répartition du capital en orientant les investissements technologiques vers les secteurs aux salaires plus élevés (afin de mécaniser et de diminuer le nombre de salariés onéreux). Recherche, innovation, mécanisation et robotisation augmenteraient la productivité sociale globale. Les preuves empiriques réfutent cette théorie. Pourquoi la hausse du salaire minimum gonfle-t-elle le nombre de bénéficiaires (le SMIC devient le salaire médian) sans hausser le salaire moyen réel ni la productivité sociale globale ?

C'est qu'avec une classe ouvrière disloquée et affaiblie, dans une conjoncture de surproduction et de salaires réels à la baisse, une entreprise préfère embaucher de nouveaux travailleurs précaires au salaire minimum plutôt que d'investir dans de nouvelles machineries et de nouvelles technologies afin de réduire les coûts de production unitaires. Ce raisonnement de bon sens économique capitaliste s'applique non seulement aux grandes entreprises, mais à tous les investisseurs, PME et petits entrepreneurs.

« Pourquoi une chaîne de restaurants risquerait-elle d'acheter une fourgonnette de livraison si elle pouvait engager des travailleurs qui utilisent leurs propres vélos et sont prêts à ne facturer quasiment rien et uniquement pour ce qui est réellement livré? On le constate : la spirale de la précarisation et de la paupérisation est sans fin. Pour régler ce problème légalement, disait la gauche, il serait intéressant d'investir socialement. »^{xxx}

La critique marxiste de cette mystique socialiste-capitaliste est connue. Face à la crise, le capital s'acharne à augmenter l'exploitation de la force de travail en valeur absolue, c'est-à-dire à accroître la **plus-value absolue** (allongement de la journée ou de la semaine de travail, accélération des cadences, réduction du salaire à la pièce, etc.), **ce qui signifie en moyenne moins d'heures travaillées pour une même quantité de marchandises produites**. En augmentant la productivité de la force de travail – le nombre d'heures travaillé demeurant égal par ailleurs –, la plus-value diminue et le taux de profit a tendance à chuter, car la même valeur en force de travail est extraite grâce à une plus grande quantité de capital fixe (machineries, matières premières et énergie). La manière de compenser cette baisse de rentabilité relative consiste à augmenter la masse des marchandises produites, c'est-à-dire à produire, transporter et vendre en plus grande quantité – à un prix inférieur – jusqu'à augmenter le profit total en termes absolus, mais pas en termes relatifs.

Qu'en est-il en pays émergent ?

Ce serait le secret du développement capitaliste en Chine qui réinvestirait ses bénéfices dans la production et dans l'amélioration de sa productivité, entraînant une hausse des salaires renforçant la demande intérieure. Il faut comprendre que la Chine est l'un des rares pays fortement développés à disposer encore d'un arrière-pays sous-développé qui lui sert de colonie intérieure, lui permettant de réaliser une partie de sa plus-value aux dépens des reliquats de sa paysannerie en cours de prolétarianisation. Avec la Chine, l'Inde et l'Afrique sont les derniers continents présentant encore ce type de caractéristiques économiques.

Évidemment, il est facile de constater que globalement cette course effrénée à la productivité alimente la chasse aux

nouveaux marchés de la part de tous les grands conglomérats capitalisés obligés d'écouler des monceaux de marchandises, d'où les guerres commerciales que l'on peut observer et qui ne sont pas le fait de la hargne de *Donald Trump*, *Xi Jinping*, *Poutine*, ou *Emmanuel Macron*, mais la conséquence des lois inéluctables du mode de production capitaliste.

La gauche caritative et les économistes bourgeois omettent cette donnée fondamentale inhérente au mode de production capitaliste : il ne suffit pas de produire davantage, encore faut-il vendre davantage afin d'empocher la plus-value. La plus-value doit être réalisée, disait Marx, et l'existence même d'un profit sur la marchandise implique une demande extérieure aux travailleurs. Car ces travailleurs n'ont pas le pouvoir d'achat pour absorber cette production supplémentaire, sinon où serait la plus-value issue du surtravail exproprié ? En d'autres termes, sans nouveaux marchés à conquérir pour absorber l'augmentation de production, l'amélioration de la productivité engendre la surproduction. Surproduction générant de nouveaux problèmes pour le capital incapable de se valoriser, car impuissant à se réaliser. C'est pourquoi, toute chose étant égale par ailleurs, la mécanisation, la robotisation, et la numérisation de la production sont habituellement implantées au début du cycle de développement d'un nouveau secteur industriel, lorsque la conjonction du crédit facile et de l'accès à de nouveaux marchés permet d'écouler une production croissante. Après cette phase les investissements technologiques concernent essentiellement les marchandises sophistiquées (avion, aérospatiale, armements, informatique, intelligence artificielle). Voilà pourquoi on peut affirmer que le capitalisme, c'est la guerre permanente, commerciale d'abord et militaire ensuite.

Impérialisme stade économique final du capitalisme

L'impérialisme peut être défini comme l'impossibilité pour le capital national de réaliser toute la plus-value produite sur son marché intérieur, où les travailleurs constituent la grande majorité des consommateurs et sont dans l'impossibilité pécuniaire d'acheter toutes les marchandises qu'ils produisent. Le grand capital réagit alors en se lançant à la conquête de nouveaux marchés (guerre commerciale). Et, à la fin, une puissance économique, politique et militaire impériale est conduite à détruire des capacités de production (moyens de production et force de travail) dans une guerre militaire meurtrière visant à s'emparer des marchés et à détruire ses concurrents au sein d'alliances commerciales belliqueuses. Spécifions que la classe capitaliste ne souhaite pas une telle guerre nucléaire totale, elle y est entraînée par les lois de la conquête obligée des marchés.

Ainsi, Lénine approchait de la compréhension de la notion d'impérialisme moderne quand il suggérait que la conquête territoriale directe n'est pas le trait dominant de l'impérialisme moderne. Cette tactique de conquête territoriale prévalait sous le mode de production féodale, car la terre constituait le moyen de production fondamental. C'est la domination financière (d'où l'importance de la monnaie, des bourses et des banques) qui est le trait dominant de l'impérialisme moderne. L'intervention militaire ne fait que seconder et compléter la domination économique et financière impérialiste. Ce n'est pas la nature militaire, plus ou moins violente de l'intervention étrangère ni l'occupation d'un territoire qui caractérise l'impérialisme sous le capitalisme, ces manifestations diplomatiques, juridiques ou militaires surviennent si nécessaire dans le but d'assurer l'essentiel, c'est-à-dire le flux des capitaux, capitaux pouvant prendre la forme de monnaie, d'actions et de dividendes, de

marchandises, y compris la main-d'œuvre. Le capital peut prendre la forme de matières premières et d'énergie, de machines-outils, etc. Finalement, la balance commerciale d'un État et sa balance financière sont des indicateurs de l'étendue du contrôle d'une alliance sur les flux de capitaux mondiaux dans le cycle de circulation visant à réaliser la plus-value. **Et ainsi on comprend mieux que l'impérialisme n'est pas une politique de conquête, de contrôle, d'invasion ou d'agression militaire, qui sont autant de manifestations politiques empiriques de l'impérialisme économique qui fondamentalement est le stade ultime (final) de développement économique du mode de production capitaliste**, stade caractérisé par l'imbrication totale et mondiale du capital en une seule masse financière internationale. Les avantages qu'une alliance impérialiste obtient, elle l'arrache nécessairement à ses concurrents, c'est ce qui nourrit la guerre impérialiste permanente. *Lénine* avait raison, l'impérialisme c'est la guerre commerciale puis militaire. Seul le renversement du mode de production capitaliste permettra de sortir l'humanité de ce tourment permanent.

Rosa Luxemburg a ainsi défini l'impérialisme : « *Nous ne nous soucions pas de savoir qui a attaqué en premier, qui est "l'agresseur" ou les "raisons" de chaque capitale nationale impliquée. Parce que la question sous-jacente est que l'impérialisme n'est pas la politique d'un État ou d'un groupe d'États déterminés, c'est une phase du développement capitaliste mondial, un degré de développement du capitalisme dans son ensemble. Et l'ensemble détermine les partis : il n'y a pas d'État ou de bourgeoisie qui ne soit impérialiste, car aucun d'entre eux ne peut ignorer les conditions générales. Aucune capitale nationale ne peut se développer librement à l'intérieur des frontières de ses États. Elle doit "sortir" - et par conséquent jouer et entrer en collision dans le jeu*

impérialiste mondial - pour assurer les conditions de sa propre reproduction et de son accumulation. »^{xxxix}

Plus-value absolue et plus-value relative

Prenons l'exemple de la *Corée* et de *Taiwan*, pays émergents qui se sont beaucoup développés dans les soixante dernières années. Pour des raisons de guerre froide contre le bloc capitaliste soviétique, les États-Unis leur ont accordé un libre accès à leur marché intérieur. De même pour la Chine (1,3 milliard d'individus) qui a bénéficié de la réduction globale des barrières douanières permettant aux entreprises occidentales de délocaliser leurs usines vers la Chine d'où ces entreprises approvisionnent leurs marchés nationaux. C'est ce que les économistes bourgeois appellent la « *délocalisation engendrée par la mondialisation* » qui a permis de répandre ces pratiques de production et de commerce sur l'ensemble de la planète. Maintenant qu'elle a été placée sous pression par le protectionnisme américain, la machine productive chinoise trouve difficile de maintenir des taux de croissance à deux chiffres. Aussi la Chine s'est-elle lancée à la conquête des marchés mondiaux avec son projet des « **Nouvelles routes de la soie** », un ambitieux projet d'investissement de mille-milliards de dollars en infrastructure de transport et de commerce, un plan cent fois plus ambitieux que le *Plan Marshal* de 1948.

La valorisation du capital par la production de **plus-value relative**, qui est la source du **productivisme**, ne fonctionne que lorsqu'il existe de nouveaux marchés pour assurer l'écoulement des marchandises. C'est pourquoi la menace protectionniste américaine et européenne entrave la croissance chinoise, ce qui contraint la Chine à investir en Europe afin d'y fortifier la demande. Au final, le mode de production capitaliste industriel-urbanisé et financiarisé a achevé sa phase ascendante,

caractérisée par la croissance constante des forces productives. Cette décadence est accentuée par le développement insuffisant des marchés des pays émergents. On le voit, la question de la répartition des revenus entre les différentes couches sociales est centrale pour maintenir la dynamique économique d'un pays. Mais espérer relancer l'investissement en concentrant l'argent entre les mains des riches, revient à ignorer cette vérité vieille comme l'économie capitaliste : il n'y a d'investissement rentable que si les entreprises anticipent une hausse de la consommation, or les pays riches ont atteint un plafond de consommation de masse alors que les lois du développement capitaliste entraîne la concentration du capital et non sa percolation. Quant à l'ogre étatique, ce super consommateur surendetté, il tire au bout de la laisse qui l'étrangle et il ne peut envisager d'augmenter sa consommation alors qu'elle représente déjà plus de la moitié du PIB national.^{xxxii}

Le capitalisme contemporain ne pourra être réchappé très longtemps, et l'on peut s'attendre que tout naturellement ce monde désespéré s'engage dans des destructions massives afin d'éradiquer le trop-plein de marchandises. Comprenez bien, cette guerre mondiale en préparation ne sera pas le résultat d'un complot ourdi par des banquiers détraqués, mais le fruit des lois incontournables du mode de production capitaliste. Inutile de chercher à changer d'attelage gouvernemental au milieu du gué. C'est le système en entier qu'il faut éradiquer.

Conditions de l'autodestruction

« Les libéraux d'aujourd'hui ne sont plus les champions du libre-échange et du capital ascendant qu'ils étaient au XIX^e siècle. Ils sont devenus les représentants, affublés de la rhétorique du XIX^e siècle, des intérêts monopolistiques les plus réactionnaires au sein du capitalisme d'État

dominant. [...] Leur mission va toujours et sans ambiguïté dans le sens de l'attaque directe contre les conditions de vie et de travail de la classe ouvrière. » « Que disent les libéraux (de gauche comme de droite) à propos de tout ceci ? Ils font leurs calculs et arrivent à la conclusion que fixer un salaire minimum (SMIC) proche du seuil de pauvreté ne peut que créer davantage de pauvreté et de chômage. [...] En outre, confirmant que, comme nous avions prévu, l'augmentation du salaire minimum augmentera le nombre de travailleurs ayant des salaires plus bas, la Banque d'Espagne estime que la hausse de 22 % du SMIC fera augmenter le salaire moyen de 0,8 %. »^{xxxiii}

Comme le démontre cet extrait, la mécanique capitaliste à but lucratif est tellement cassée, tellement dysfonctionnelle et sans empathie pour l'humanité, que le fameux équilibre qui permettait la reproduction du capital à flux continu ne peut plus valoriser suffisamment le capital pour compenser les dépenses supplémentaires en force de travail. En payant en dessous de ce qu'il en coûte pour assurer la reproduction de la force de travail, le capital met sa poule aux œufs d'or en péril et met sa propre survie en danger. En d'autres termes, la survie de l'économie mondiale passe nécessairement par la paupérisation des salariés et la diminution du pouvoir d'achat social et cela ne changera pas avec la gauche caritative. Le salaire minimum (SMIC) constitue la balise autour de laquelle l'État-major du capital suggère d'agglutiner le plus grand nombre de salariés. Le salaire minimum fixe le minimum en dessous duquel la survie de l'espèce ouvrière est mise en danger et le capitalisme est mis en péril. Se battre pour augmenter raisonnablement le salaire minimum, c'est lutter pour assurer la survie du mode de production capitaliste.

Gilets jaunes et la bataille des salaires

Que conclure de tout ceci ? Il n'y a pour le capital aucun moyen de « *redémarrer* » la valorisation du capital sans passer par la guerre impérialiste. Il est temps pour le prolétariat de se lever et d'imposer ses besoins collectifs sans se préoccuper de la survie du capital. Nous ne devons pas lutter pour que le capital *soit rentable*, comme disent les syndicats. Nous devons nous battre pour la réduction du temps de travail et pour des augmentations de salaire pour tous, y compris pour les mieux payés qui propulseront tous les salaires vers le haut. De même, il faut se battre pour l'embauche de tous les chômeurs, contre toutes fermetures d'usines et pour la bonification des retraites. Si le capital ne peut satisfaire ces demandes raisonnables, cela signifie que le capitalisme est devenu incapable d'assurer la survie de la société humaine et qu'il doit être remplacé par un nouveau mode de production.

CHAPITRE QUATORZE

Conjoncture de crise économique

La crise sociale et politique prend sa source dans la crise économique. Il n'en va pas autrement pour la crise sociale et politique en France. Quel était l'état de l'économie nationale française, européenne et mondiale ce 17 novembre 2018, à l'ouverture des hostilités ?

L'économie mondiale fonce tout droit dans le mur et elle ralentit, en dépit du laxisme monétaire des banques centrales, de l'hyperendettement et de l'accumulation titanesque des déficits publics, sans compter les déficits des balances commerciales des grands pays industrialisés. Au terme de sa réunion du 7 mars 2019, la Banque Centrale européenne (BCE) vient de laisser ses taux directeurs inchangés à 0 % jusqu'à la fin de 2019. Elle s'engage également à réinvestir sur le marché obligataire l'intégralité des remboursements de titres arrivant à échéance, déjà à l'actif de son bilan : « *pendant une période prolongée après la date à laquelle elle commencera à rehausser ses taux* ». Ce qui, en langage clair, signifie : pas avant 2021. Il est même précisé : « *aussi longtemps que nécessaire pour maintenir les liquidités favorables et un degré élevé de soutien monétaire* ».

En réalité, la crise économique de 2008 a connu une recrudescence en 2015, date du dernier ralentissement de la Chine. Suite au surendettement mondial, le cygne noir déclencheur peut apparaître n'importe quand. L'OCDE vient de constater, par exemple, que la dette obligataire des entreprises dans le monde a doublé en dix ans et met en péril leur capacité à rembourser leurs obligations. Le ratio d'endettement mondial

est de 318 % du PIB, soit 49 % de plus qu'avant le pic de la faillite de la banque *Lehman Brothers*. Selon certains experts, l'épargne mondiale serait en train de s'assécher.

Selon *Martin Tarlie*, gestionnaire du fonds américain *GMO LLC* et spécialiste de la bulle spéculative : « *la volatilité que nous connaissons est cohérente avec l'explosion d'une bulle financière* », même si la correction du dernier trimestre 2018 est peut-être un faux départ avant le gonflement d'une nouvelle bulle, comme ce fut le cas en 1998-2000. La spéculation sur le prix des actions des trois derniers mois de 2018 peut être comparée, par sa durée et son ampleur, à ce que l'on a connu pendant le krach de 1929.

La France fait face à des problèmes structurels avec un endettement public qui s'est envolé de 20 % à 100 % du PIB depuis 1980. Les gilets jaunes se trompent de cible en voulant prendre l'argent aux riches investisseurs, via l'abominable État centralisateur qui le distribuera aux plus riches, qui seront incapables de le valoriser du fait de l'excédent de capital financier sur les marchés boursiers et de la surproduction de marchandises. Que les altermondialistes, les écologistes et les verts cessent de gesticuler à propos du gaspillage, la frugalité devient le quotidien de l'ensemble des classes populaires, d'autant plus que la dépression économique guette l'État à chacun de ses déficits astronomiques. Selon les économistes libéraux, ce qui importe avant tout, pour améliorer le sort du citoyen-contribuable, c'est de réformer et de dégraisser le mammoth, c'est-à-dire l'État capitaliste, ce qui n'est que pure illusion.

Le produit de la fiscalité énergétique passera de 50 milliards d'euros, en 2018, à 67 milliards en 2022, soit une augmentation phénoménale de 17 milliards d'euros. La France est, désormais,

le pays le plus taxé d'Europe, avec des prélèvements obligatoires de 45,6 % du PIB, contre 40 % en moyenne dans la zone euro. Les dépenses publiques de 55 % du PIB sont aussi 5 % plus élevées que la moyenne européenne.

L'État français obèse et spoliateur employait 5.666.000 fonctionnaires au 31 décembre 2017, soit une hausse de 47 % depuis 1980, alors que la croissance de la population n'a été que de 24 %. Les dépenses publiques atteignent le chiffre démentiel de 57 % du PIB. La France représente 1 % de la population mondiale et 3 % de la production mondiale, mais 15 % des aides sociales mondiales. C'est l'État providence que le grand capital a consenti au temps de la prospérité et qu'il ne peut plus tolérer en ces temps de crise économique systémique.^{xxxiv}

Quant aux États-Unis, c'est un **village Potemkine** de la prospérité économique hyper endettée et stérilisée (improductif et parasitaire). Le marché de l'emploi est officiellement très tendu, mais il faut savoir que le Département du travail comptabilise deux emplois mi-temps occupés par une même personne comme deux emplois distincts. Les statistiques américaines sont aussi fiables que les statistiques chinoises. La dette globale des étudiants vient de dépasser 1.500 milliards de dollars, avec une dette moyenne par étudiant de 26.600 dollars US. Il en résulte une paralysie de l'économie et de la situation financière de millions d'emprunteurs.^{xxxv}

Les États-Unis, malgré la hausse des droits de douane, affichent en 2018, un déséquilibre commercial de 621 milliards de dollars, tandis que son déficit commercial avec la Chine s'est aggravé, atteignant le chiffre de 419.2 milliards de dollars. La croissance chinoise, qui était de 14,2 % en 1992, sera de 6,2 % en 2019 (quatre fois la croissance américaine). Le montant des prêts intérieurs chinois dépasse les 230 % du PIB, conséquence du

déploiement des « **Nouvelles routes de la soie** ». L'État capitaliste chinois use des mêmes stratagèmes financiers que ses concurrents impérialistes. En effet, les économistes oublient trop souvent que l'aide au développement international, c'est d'abord des investissements domestiques. L'économie des États-Unis ralentit tandis que l'empire du Milieu s'essouffle et empile les dettes, avec 50 millions d'appartements inoccupés, soit 22 % du parc immobilier national chinois. Les exportations japonaises de composants et robots vers la Chine ont diminué de 17,4 %.

La Fed américaine est en train de capituler et de faire marche arrière face au risque imminent de krach, d'où les cocoricos triomphants des médias sur l'envolée récente de *Wall Street*, qui repose en fait sur du sable. La Fed met fin à la politique annoncée de l'augmentation des taux d'intérêt actuellement à 2,25 %-2,50 % et envisage même la baisse des taux d'intérêt ce qui fera fuir le capital. La Fed a acheté des centaines de milliards d'obligations entre 2008 et 2015, au point d'avoir quintuplé son bilan, à 4.500 milliards de dollars US. Face aux contrecourants possibles évoqués par *Jerome Powell*, la Fed, comme le Japon, n'hésitera pas à fragiliser la devise de réserve mondiale (USD), et à réduire les taux d'intérêt pour prolonger la vie du système et éviter un krach boursier.

Le Japon continue, lentement mais sûrement, de se diriger tout droit vers la dépression, sans espoir de sortir du cercle vicieux dans lequel il s'est enfoncé. La politique d'assouplissement quantitatif (QE) continue de plus belle, avec impossibilité absolue de faire marche arrière. La très faible inflation empêche la dévalorisation de la dette publique et l'archipel nippon, face au protectionnisme mondial, a enregistré pour la première fois un déficit commercial en 2018. Le Japon s'installe petit à petit dans le lit dégarni de l'impérialisme yankee. Au Japon, le *GPIF*, le

plus gros fonds de pension au monde (celui des fonctionnaires japonais, dont la capitalisation boursière est de plus de 10.000 milliards de dollars), a perdu, fin 2018, la modique somme de 136 milliards de dollars, suite à des placements en actions à la Bourse de Tokyo. On peut imaginer ce qui se passerait dans le monde en cas de krach boursier japonais.^{xxxvi}

En Europe, *Mario Draghi* continue la politique de la fuite en avant, promettant de ne pas augmenter le coût du crédit en 2019, de réinvestir à l'échéance les 2.600 milliards d'euros déjà accumulés par la BCE lors des rachats d'actifs fictifs. Draghi annonçait, le 7 mars, une nouvelle vague de refinancements « *LTRO* » des banques, qui permet à ces dernières d'obtenir des capitaux garantis à un faible taux fixe sur quatre ans, peu importe les aléas des marchés.

La politique économique électoraliste et laxiste des populistes italiens ne fait qu'aggraver la récession, ce qui rend furieux le patronat italien *Confindustria*. La banque *Monte dei Paschi* a eu besoin de 8 milliards d'euros, mais il a fallu que l'État italien trouve encore 400 millions d'euros pour sauver la banque *Carige*. L'Italie ne pouvait compter, jusqu'à fin 2018, que sur la BCE pour acheter ses obligations, d'où la nécessité pour l'Italie d'émettre maintenant des obligations libellées en dollars, alors que les investisseurs étrangers ont vendu, depuis mai 2018, pour 70 milliards nets d'obligations italiennes. Voilà ce qui devrait inspirer modestie et retenue à l'exubérant *Salvini*. Certains investisseurs prédisent que l'or pourrait bientôt atteindre les 1.500 dollars l'once et remplacer le dollar US comme monnaie de réserve. Il est significatif que des projets de loi visant à investir en or et en argent 10 % des réserves des fonds publics viennent d'être déposés dans les États américains de l'Arizona et du Wyoming.^{xxxvii}

Les banques centrales, par leur politique monétaire laxiste, ne savent que prolonger la vie des États malades dont l'endettement devient de plus en plus incurable. En 1958, la dette américaine s'élevait à 280 milliards de dollars. Elle a été, depuis cette époque, multipliée par 75 (par 31 depuis 1981) tandis que les recettes fiscales n'étaient multipliées que par 6 pour atteindre, aujourd'hui, 22.000 milliards de dollars. La dette est, en réalité, une maladie mondiale, incluant la bombe virtuelle des produits boursiers dérivés. En Chine, la dette totale est passée de 2 000 milliards, en 2000, à 40 000 milliards de dollars, conséquence de son vaste programme d'investissement mondial. Partout dans le monde, le système bancaire, avec un effet de levier des capitaux propres de 10 à 50, sera bien incapable de rembourser les déposants en cas de krach boursier. Quant à l'État français, il faut savoir que sa dette de 2 000 milliards d'euros représente plus de deux fois la valeur de son patrimoine public et de ses actifs.

Depuis 2008, au total de 250.000 milliards de dollars, la dette mondiale a doublé et le risque de krach boursier est très élevé. Elle a augmenté de façon exponentielle par l'émission laxiste de monnaie sans valeur réelle, et Bruxelles prévoit un coup de frein de la croissance de la zone euro, de 1,9 % en 2018 à 1,3 % en 2019. En France, le déficit public annoncé de 2,04 % sera impossible à tenir. L'ouverture d'une procédure pour déficit excessif par la Commission de Bruxelles est probable. Bruxelles presse Rome de redresser la barre « *avec des perspectives économiques qui s'assombrissent* » et « *une dette publique qui ne devrait pas diminuer dans les années à venir* », tandis que le projet de **Revenu citoyen universel** du **Mouvement 5 étoiles** est lancé. La mesure devrait profiter à 1,3 million de personnes pour un revenu de 421 euros mensuels. Le risque est de détourner du travail de nombreux bénéficiaires, d'alimenter le travail au noir

et d'enrichir la mafia, très impliquée dans des activités de main-d'œuvre surexploitée.

C'est d'Allemagne que vient la surprise avec une chute de la croissance de 1,8 % à 1,1 % en raison de la faiblesse des exportations, de la baisse de la consommation (malgré l'accueil de plus d'un million d'immigrants l'an dernier), ainsi que du ralentissement de la production des voitures. L'Allemagne est très sensible au cycle industriel, au ralentissement mondial, aux nouvelles normes environnementales, à l'augmentation des salaires et à l'épargne de précaution croissante des ménages. Le monde entier est tombé dans le piège des taux bas et de l'argent gratuit. Quand l'argent n'a plus de prix, tout le monde s'endette ! La croissance ne repose plus que sur la dette et l'émission de monnaie pour injecter des liquidités. Sans les banques centrales, l'épargne ne suffirait pas à financer les déficits publics des États et les besoins d'investissement des entreprises.^{xxxviii}

CHAPITRE QUINZE

Déclin du Mouvement des Gilets jaunes

Surgi spontanément sur un terrain social désagrégé, dans une France léthargique, le Mouvement a incontestablement bouleversé le paysage politique français. En effet, si, avec la dernière élection le panorama politique traditionnel a été disloqué en vue d'introniser une prétendue Révolution à l'Élysée (sic), l'éruption a, quant à elle, accentué le phénomène de putréfaction politique par la disqualification de tous les partis, y compris la nouvelle formation (En marche), censée s'implanter durablement dans le firmament politique français. En revanche, si, au départ, il a fait trembler le gouvernement par sa radicalité revendicative et sa combattivité subversive, rapidement, il a commencé à s'essouffler du fait de son fourvoiement sur des sentiers étriqués de revendications petites-bourgeoises citoyennes, réformistes, populistes, électoralistes et référendaires.

La tare principale du Mouvement fut son absence cruelle d'un objectif stratégique prolétarien et conséquemment de tactiques de luttes prolétariennes. Ceci explique le désengagement progressif du prolétariat. Sa feuille de route est jalonnée de revendications décousues, improvisées, élaborées dans le feu du combat par des femmes et des hommes dépourvus de formation politique prolétarienne et d'expérience ouvrière militante, influencée de surcroît par une petite-bourgeoisie hargneuse et avide de reconnaissance sociale, tenant le rôle de maître d'œuvre chaotique. Ces revendications éparses ne pouvaient galvaniser les masses. Au vrai, à l'origine, le Mouvement n'aspirait nullement à emprunter la voie de la révolte sociale,

encore moins celle de la révolution. En tout état de cause, les orientations émancipatrices ne sont jamais le moteur initial d'un soulèvement populiste de résistance et de défense des conditions de vie et de travail. Ces orientations se précisent au fur et à mesure du développement de la lutte, suivant le rapport de force entre les différentes classes engagées dans le combat, en fonction de la répression déclenchée par la réaction pour l'écraser et selon la maturation du contrepouvoir populaire. Encore fallait-il que les conditions objectives et subjectives de la révolution prolétarienne soient mures. À l'évidence, ce n'était pas le cas.

Quoi qu'il en soit, porté par une petite-bourgeoisie enragée, précarisée et paupérisée, arc-boutée au mythe de l'État-providence fétiche, ce segment de classe revendiquait vainement la résurrection du capitalisme social qui lui avait assuré une existence privilégiée au temps de la prospérité. En fait, il aspirait à l'instauration d'un pouvoir populiste érigé sur un capitalisme utopique assurant une équitable redistribution des richesses, garantissant l'aplanissement des clivages sociaux et l'éradication des crises économiques. Un capitalisme moralisé, humanisé, reverdi, dirigé par des politiciens et des patrons intègres et altruistes. En un mot, un capitalisme chimérique, utopique, impossible, car ce mode de production n'a pas été conçu dans ce dessein. À l'évidence, l'enchantement provoqué, notamment parmi de nombreux militants révolutionnaires, est dû à son radicalisme subversif, objectivé par ses attaques frontales contre l'État des riches, à sa combattivité, opérée en dehors de l'encadrement des organisations politiques et syndicales de gauche comme de droite. Mais l'illusion a été de courte durée, car cette radicalité combattive détruisait, certes, quelques symboles des riches, mais n'entendait aucunement anéantir le capitalisme.

Aujourd'hui, son déclin est patent, mais nullement décourageant. D'aucuns, par nostalgie, s'acharnent à le pérenniser, et pour cause. Certains, notamment les célèbres meneurs, propulsés sur le devant de la scène par les médias bourgeois, maintenant habitués aux lumières des projecteurs, appréhendent avec désarroi leur relégation dans l'ombre, leur retour à l'anonymat. D'autres, accoutumés aux liens de solidarité et d'amitié noués au cours de la lutte, craignent le renoncement à cette vie fraternelle, le renouement avec la solitude sociale. Aussi, pour justifier sa pérennité, se proposent-ils de se lancer dans des actions spectaculaires. C'est ainsi qu'ils ont annoncé, dans leur compte-rendu voté lors de la [2e Assemblée des assemblées tenue à Saint-Nazaire le 6 avril 2019](#) une série d'actions étalée sur plusieurs mois.^{xxxix} Actions appuyées sur les mêmes rêveries petites-bourgeoises citoyennes de justice sociale, justice fiscale, capitalisme vert écologique, gouvernement pas cher et économe, démocratie électoraliste parlementaire et référendaire. Nous avons les révolutionnaires du weekend, nous aurons désormais les révolutionnaires calendaires, résolus à lutter, mais selon un agenda agencer en fonction d'un calendrier politique respectant le planning familial et professionnel, en tenant compte de la disponibilité de chacun, car nos révolutionnaires calendaires ont des impératifs de carrière à respecter et des loisirs à consommer. Quand on veut s'attaquer à la société du capital, on ne s'affiche pas par la divulgation solennelle d'un calendrier de lutte où sont consignées les actions subversives à mener pour la conquête de cette chimérique opinion publique citoyenne. Actions par ailleurs inefficaces, car sans conséquences économiques.

Ils luttaient contre le gouvernement, alors que c'est contre l'État et contre le capital que la guerre de classe doit être menée. Le Mouvement nourrit l'espoir d'élire un autre pouvoir plus démocratique, mais dans le cadre du maintien du capitalisme et

de la défense des intérêts de la nation bourgeoise française, dans le prolongement de l'esprit de la Révolution bourgeoise de 1789. Ainsi s'expriment les mêmes revendications d'illusoire pouvoir du peuple aliéné, démocratie directe via le processus électoral verrouillé par la bourgeoisie, impossible fermeture des frontières nationales qui disparaissent peu à peu, défense chauvine de la patrie en déliquescence contre la prétendue invasion et la soi-disant domination d'étrangers ouvriers désargentés, fumeuses gesticulations contre la finance cosmopolite et le capitalisme mondialisé. La lutte ne doit pas viser à dénoncer, mais à abattre concrètement l'ensemble de la superstructure capitaliste bourgeoise. Cette mission émancipatrice ne se fera pas par les parades liturgiques du weekend. **Seule, la grève générale spontanée illimitée pourra asphyxier le capital** – le priver du sang de la plus-value – jusqu'à l'anéantir. Cette fois-ci, le prolétariat a estimé que les conditions de cette grève insurrectionnelle n'étaient pas réunies. Nous prenons acte de ce verdict.

Une chose est certaine : le Mouvement s'étiole et périclite. Il est voué à disparaître sans avoir été récupéré par les partis de gauche ni ceux de droite. Aucun candidat frauduleusement *jaune* n'a survécu à la vague réactionnaire des élections européennes, et c'est bien ainsi. Et dire que la gauche se propose de faire barrage à l'extrême droite ! Quelle imposture, quelle infamie ! L'extrême droite dirige déjà l'Assemblée nationale, l'exécutif gouvernemental et l'appareil d'État bourgeois ce que le prolétariat a compris, mais pas l'avant-garde jobarde.

POSTFACE

De la révolte fiscale à l'arnaque salariale

Initialement, le Mouvement s'est mis en branle pour protester contre les hausses de taxes sur le carburant, mais très tôt, sous l'impulsion du prolétariat, la contestation a pris une dimension sociale puissante. Aux protestations contre la taxation de l'essence, formulées par la petite et la moyenne bourgeoisie périurbaine et rurale, se sont greffées de multiples revendications économiques, dont l'augmentation du SMIC et la défense du pouvoir d'achat, autrement dit pour la défense de la valeur de la force de travail. En dépit de l'intervention combattive du prolétariat, la mouvance interclasses, de type front-uni informel, est demeurée en permanence sous la direction idéologique et politique de la petite-bourgeoisie, qui est parvenue, encore une fois, à monnayer son influence contre quelques concessions dérisoires que le pouvoir lui reprendra rapidement. Si l'on observe ce mouvement populiste par le prisme nationaliste commun à la droite et à la gauche opportuniste, il est impossible d'en saisir la singularité qui s'inscrit dans la continuité des plus récents développements internationaux de la lutte de classe prolétarienne. En effet, les organisations politiques de gauche et de droite, habituées à raisonner avec des schémas de pensée préfabriqués, dogmatiques, sectaires et anachroniques, n'ont su déceler la dimension prolétarienne de cette résistance sur le front économique de la lutte de classe.

Il est vrai qu'avec ses incertitudes, ses incohérences, sa spontanéité échevelée, sa rhétorique iconoclaste, aux antipodes de la phraséologie gauchiste classique, les gilets jaunes ont

décontenancé les organisations réformistes. Les intellectuels bourgeois, courroies de transmission du capital, au flair plus affuté que les gourous des organisations réformistes, ont su percevoir la menace sociale. C'est la raison pour laquelle ils se sont rageusement dressés pour défendre leurs maîtres en appelant à la répression sanglante contre le prolétariat révolté. Certes, la direction politique officielle a été dominée par la petite-bourgeoisie, mais la base militante était prolétarienne (travailleurs salariés, retraités, chômeurs, ouvriers des chantiers, immigrés), du moins au cours de la période initiale dominée par l'occupation des rondpoints. Passer cette phase radicale, marquée par le blocage de l'économie, le Mouvement s'est transformé en groupuscule pilotant des parades ambulatoires hebdomadaires et s'éloignant progressivement de sa base militante. La classe prolétarienne a compris qu'il avait manqué le train à la gare des rondpoints (barricades démantelées) et à la gare de la grève générale illimitée avortée. Cependant, par sa forte présence, le prolétariat a su protéger le Mouvement d'errances politiciennes opportunistes, électoralistes notamment, mais n'a pas su infléchir l'action de résistance en direction de la défense des salaires, des retraites et des conditions de vie et de travail. De fait, les militants ouvriers ont été incapables d'imposer un caractère de classe prolétarienne, dans son objectif stratégique comme dans ses tactiques de combat.

Ensuite, il a emprunté une orientation politique réformiste dont les déterminants économiques n'ont pas été suffisamment étayés, conséquence de la faiblesse du prolétariat inorganisé. Ainsi, la défense du pouvoir d'achat (la résistance à la dépréciation de la valeur de la force de travail) a été noyée sous un salmigondis de revendications réformistes ubuesques, illustration du contrôle de la petite-bourgeoisie. Le second moment de l'affrontement de classe vit se multiplier les actions

puériles, les revendications politiques réformistes, les velléités électoralistes et l'agitation émeutière sous la direction des petits-bourgeois auxquels les prolétaires abandonnèrent définitivement la direction. En récompense de ce service rendu, le gouvernement leur a promis quelques miettes que les petits-bourgeois ne sont pas assurés d'empocher. Ainsi, en juin 2019, l'exécutif a présenté son programme de réforme de l'assurance emploi et des régimes de retraite, deux attaques majeures contre le pouvoir d'achat de tous les travailleurs.

Sous le mode de production capitaliste, le patronat et son État laissent aux travailleurs une étroite marge de manœuvre, notamment à propos du prix de vente de leur force de travail, que les entreprises syndicales appellent des *revendications légitimes* et des « *droits acquis* ». Cette doxa est reprise par les médias bourgeois, les corporations syndicales et leurs comités, par l'industrie des ONG et par la gauche caritative. Il est convenu entre le patronat et les agences syndicales de placement que les conditions de travail se négocient entreprise par entreprise et secteur industriel par secteur industriel. Négociations corporatives que toutes les parties – syndicats, patronat et État – acceptent, sous réserve d'un partage des avantages. Ainsi, aucune revendication de l'agence syndicale de vente de la main-d'œuvre ne doit menacer la rentabilité de l'entreprise ni réduire le dividende des actionnaires, y compris de l'actionnaire étatique capitaliste ou socialiste.

Or, ce qui donne de la puissance aux grèves des travailleurs, c'est précisément le dégagement de ce carcan de marchandage corporatif exprimé par la soumission des besoins humains aux dividendes des entreprises (privés ou publics). Toutefois, le succès de la résistance ne peut être complet dans une grève d'entreprise isolée, car le capitalisme est un système d'exploitation systémique, global et mondial. La subordination

de la classe prolétarienne aux intérêts du grand capital international ne peut être surmontée que par la cessation des divisions entre ouvriers d'entreprises, entre secteurs industriels, entre États libéraux et socialistes. C'est le mode de lutte par lequel une grève se radicalise, se transforme en grève sauvage générale, contrôlée par la base militante et s'étend à travers la classe qui est déterminant. Et cette contagion *gréviste pour casser les profits* est totalement différente des gesticulations stériles, et des promenades puériles de caillassages et de pillages urbains.

Par ailleurs, cette contagion gréviste dépend fortement du développement du consensus parmi la classe en révolte et suppose donc un niveau de conscience de classe en croissance constante. Ce développement de l'étape de la révolte populiste à l'insurrection populaire à travers la grève générale de classe n'est pas un modèle abstrait, c'est une expérience pratique qui a marqué les esprits ouvriéristes au XIX^e et au XX^e siècle.

« C'est ce que nous avons vu au Mexique et en Iran. Les grèves qui font aujourd'hui l'objet de gains substantiels sont celles qui s'étendent d'une entreprise à une autre sur un territoire, se coordonnant entre elles et réunissant des assemblées par le biais de comités de délégués élus et révocables par eux. Les grèves autoorganisées, les grèves de masse, n'ont rien à voir avec une grève générale convoqués par les syndicats corporatistes (ces entreprises de vente de la marchandise "force de travail"). Et en fait, ils ne surviennent que lorsque les travailleurs en ont marre des syndicats, les outrepassent et s'organisent par eux-mêmes. »^{x1}

Originalités du Mouvement des Gilets jaunes

De toute évidence, par-delà le schéma déformant de l'analyse gauchiste, le Mouvement a surpris par son originalité, par sa spontanéité, par son ampleur de masse, par son intransigeance, par son rejet radical de l'encadrement politique et syndical, mais aussi par son refus de participer aux mascarades électorales. Il a bousculé les paradigmes habituels des luttes économiques réformistes. Cette action constitue la continuation des soulèvements récents dans plusieurs pays (Argentine, Égypte, Grèce, Espagne, Iran, Mexique, Tunisie, Algérie, Brésil, Haïti). La continuation de la radicalisation de la lutte de classe, annonciatrice d'une nouvelle période de combat. Elle préfigure les confrontations imminentes entre le salariat prolétarisé et le patronat financiarisé.

Malheureusement, encore une fois, la petite-bourgeoisie est parvenue à dévoyer le Mouvement. Cependant, admettons-le, il ne pouvait en être autrement. Comme à chaque révolte populiste, la petite-bourgeoisie frustrée a pris le risque d'ouvrir la boîte de pandore, et il aurait suffi de peu pour que le prolétariat s'engouffre dans la brèche entrouverte. Le prolétariat français ne l'a pas fait, car, dans sa grande sagesse, il a compris que les conditions objectives et subjectives de **l'insurrection populaire** et de la **révolution prolétaire internationale** n'étaient pas réunies, ni en France ni dans le reste de l'Europe. Pour parvenir à cette ultime phase de l'embrasement révolutionnaire prolétarien, il faudra à la fois compter sur la crise économique et son lot de calamités, sur l'intensification des préparatifs de guerre du grand capital, sur la radicalisation des luttes des différents contingents prolétariens nationaux, et sur le murissement de la conscience de classe internationale.

Parmi les aspects originaux, il faut citer son exceptionnelle durée. Jamais en France une révolte sociale de cette envergure n'a connu une telle longévité. Sa pérennité s'explique en partie par son organisation horizontale reposant sur une forme de *démocratie directe* dépourvue de délégation de pouvoir. Grâce aux réseaux sociaux, il a su s'organiser en dehors des *corps intermédiaires*, de la déplorable « *société civile citoyenne* », de ses ONG stipendiées, et surtout à l'écart des partis politiques constitués et des syndicats sclérosés. Cette affirmation d'indépendance lui a permis au début de mener des actions inédites, aux antipodes des stériles parades syndicales.

D'aucuns ont fustigé le Mouvement pour ses prétendues accointances avec l'extrême droite ou en raison de son caractère *interclassiste*. Nous rejetons cette critique gauchiste fondée sur des paradigmes obsolètes, notamment sur cette désuète catégorisation politique, d'aile gauche contre aile droite de l'échiquier politique capitaliste, catégorisation devenue caduque. Aujourd'hui, il y a d'un côté le capital et ses organisations politiques de gauche et de droite, et de l'autre côté, le prolétariat et ses organisations prolétariennes lilliputiennes.

La petite bourgeoisie furibonde

La nouvelle conjoncture économique, politique et sociale a entraîné le fractionnement des classes sociales et l'accroissement important du contingent petit-bourgeois, dont la mission principale est d'assurer les conditions de la reproduction de la force de travail (services de santé, d'éducation, de loisir, de culture, de sport, et de commerce de proximité). Inévitablement, de par son rôle social, la petite-bourgeoisie connaît une prospérité éphémère dépendante des prolétaires et de leur production de plus-value. Aussi, elle

s'implique de plus en plus souvent dans les combats du prolétariat qu'elle contamine de ses idées bourgeoises, ses pratiques de lutte anarchistes, ses modes d'action nihilistes, ses comportements narcissiques et ses revendications politiques réformistes. La petite-bourgeoisie est obnubilée par ses aspirations à partager la vie des riches et des puissants, alors que son avenir économique est la précarisation, la paupérisation et la prolétarianisation. Étranglée par la crise économique la petite-bourgeoisie prend conscience que l'argent fétiche est réservé aux riches, qui l'accablent de plus en plus rapidement et il ne peut en être autrement du fait des lois de l'économie capitaliste. Ce qui n'empêche pas la petite-bourgeoisie d'exprimer son dépit et son envie, et de proposer que l'État des riches surtaxe les milliardaires. Quoi qu'il en soit, la masse imposante et impuissante de ces petits-bourgeois déclassés s'incorpore au prolétariat, notamment lors des révoltes sociales. De là s'explique, la présence fréquente de ces militants désillusionnés, frustrés et enragés tels le « *Black bloc* ». La tâche du prolétariat révolutionnaire n'est pas de faire incarcérer ces catéchumènes du capital en faillite, mais de leur faire comprendre que, quoi qu'ils fassent, le mode de production capitaliste poursuit sa course folle vers la guerre inévitable. C'est le système capitaliste qu'il faut briser, pas les vitrines des Champs-Élysées. Nous devons leur expliquer qu'il est impossible de réformer le capitalisme ou de le forcer à un partage équitable des richesses de la société, car le mode de production capitaliste repose sur l'assouvissement des besoins du capital, aux dépens de la satisfaction des besoins fondamentaux de l'espèce humaine.

Autre originalité brocardée par les organisations politiques, son hétérogénéité politique qui déçoit tellement les gauchistes. Ainsi, du fait du refus d'être commandé par une secte dogmatique, il a été discrédité et méprisé par les gauchistes et par les droitistes, l'accusant de ne pas être organisé ni de

disposer à sa tête de gourous charismatiques. Il a été accusé d'être une mouvance de petits patrons poujadistes, infiltrée par des éléments antisémites et fascistes. En vérité, ces thématiques sociétales petites-bourgeoises indiffèrent la classe ouvrière qui mène sa guerre de classe contre le grand capital international et non contre ses excroissances marginales.

La révolution prolétarienne

En conclusion, à travers le processus révolutionnaire en **trois étapes : soulèvement populiste spontané – insurrection populaire chaotique – révolution prolétarienne consciente et organisée**, il revient à la classe révolutionnaire, engagée dans le combat pour la survie de l'espèce humaine, de diriger la destruction du mode de production capitaliste et de ses rapports de production bourgeois décadents. C'est au cours même du processus révolutionnaire que le prolétariat fera émerger ses organisations de classe révolutionnaires, ses mots d'ordre de transition et son projet de société humaine inclusive, internationaliste, sans exploitation de l'homme par l'homme, fondement du nouveau mode de production communiste prolétarien. L'émancipation de l'humanité ne se fera pas au motif moraliste que l'exploitation capitaliste est condamnable et l'aliénation préjudiciable, mais du fait que l'exploitation et l'aliénation de l'espèce humaine entraînent l'humanité à sa perte. Y mettre fin est la condition de la survie de l'espèce. Ces caractéristiques ne sont pas des préalables au soulèvement populiste, puis à la révolte populaire, et enfin à la révolution prolétaire. C'est dans le cours même de la *révolution prolétarienne* que toutes les couches sociales dévoileront leurs perspectives idéologiques profondes, et certaines leurs tendances contrerévolutionnaires, qui ne seront pas machiavéliques et complotistes, mais qui découleront de leurs intérêts de classe. C'est le rapport de force entre le prolétariat

et les autres classes qui déterminera l'orientation de la lutte, et qui permettra d'imprimer une perspective prolétarienne.

La révolution prolétarienne ne s'accomplira pas sous la direction d'un prolétariat pur, immaculé, dénué de toute contamination idéologique bourgeoise, de toute flétrissure politique ou sociale et de toute dépravation psychologique. Dans une société, les idées dominantes sont celles de la classe dominante du mode de production dominant. Les combattre et les extirper de la conscience vivante fait partie de la guerre révolutionnaire prolétarienne permanente. En outre, la révolution prolétarienne ne s'accomplira pas dans un contexte de démobilisation des autres classes sociales. Toutes les classes s'affronteront. Chaque classe tentera de s'emparer de la direction de la révolution pour l'orienter dans le sens des intérêts qui lui sont dictés par sa position dans le procès de production. Le rôle des prolétaires révolutionnaires sera toujours d'investir la mouvance populaire afin de l'aiguiller dans la bonne direction et de contrer les idées réactionnaires, sectaires et dogmatiques de la bourgeoisie de gauche comme de droite.

ANNEXE I

Appel de la première assemblée des assemblées

Nous, Gilets jaunes des rondpoints, des stationnements, des places, des assemblées, des manifs, nous sommes réunis ces 26 et 27 janvier 2019 en Assemblée des assemblées, réunissant une centaine de délégations, répondant à l'appel des Gilets jaunes de Commercy. Depuis le 17 novembre, du plus petit village, du monde rural à la plus grande ville, nous nous sommes soulevés contre cette société profondément violente, injuste et insupportable.

Nous ne nous laisserons plus faire ! Nous nous révoltons contre la vie chère, la précarité et la misère. Nous voulons, pour nos proches, nos familles et nos enfants, vivre dans la dignité. 26 milliardaires possèdent autant que la moitié de l'humanité, c'est inacceptable. Partageons la richesse et pas la misère ! Finissons-en avec les inégalités sociales ! Nous exigeons l'augmentation immédiate des salaires, des minimas sociaux, des allocations et des pensions, le droit inconditionnel au logement et à la santé, à l'éducation, des services publics gratuits et pour tous.

C'est pour tous ces droits que nous occupons quotidiennement des rondpoints, que nous organisons des actions, des manifestations et que nous débattons partout. Avec nos gilets jaunes, nous reprenons la parole, nous qui ne l'avons jamais. Et quelle est la réponse du gouvernement ? La répression, le mépris, le dénigrement. Des morts et des milliers de blessés, l'utilisation massive d'armes par tirs tendus qui mutilent,

éborgnent, blessent et traumatisent. Plus de 1000 personnes ont été arbitrairement condamnées et emprisonnées. Et maintenant la nouvelle loi dite *anticasseur* vise tout simplement à nous empêcher de manifester. Nous condamnons toutes les violences contre les manifestants qu'elles viennent des forces de l'ordre ou des groupuscules violents. Rien de tout cela ne nous arrêtera !

Manifester est un droit fondamental. Fin de l'impunité pour les forces de l'ordre !

Amnistie pour toutes les victimes de la répression ! Et quelle entourloupe que ce grand débat national qui est en fait une campagne de communication du gouvernement, qui instrumentalise nos volontés de débattre et de décider !

La vraie démocratie, nous la pratiquons dans nos assemblées, sur nos ronds-points, elle n'est ni sur les plateaux télé ni dans les pseudos tables rondes. Après nous avoir insultés et traités de moins que rien, voilà maintenant qu'il nous présente comme une foule haineuse fascisante et xénophobe. Mais nous, nous sommes tout le contraire : ni racistes, ni sexistes, ni homophobes. Nous sommes fiers d'être ensemble avec nos différences pour construire une société solidaire. Nous sommes forts de la diversité de nos discussions, en ce moment même des centaines d'assemblées élaborent et proposent leurs propres revendications. Elles touchent à la démocratie réelle, à la justice sociale et fiscale, aux conditions de travail, à la justice écologique et climatique, à la fin des discriminations. Parmi les revendications et propositions stratégiques les plus débattues, nous trouvons : l'éradication de la misère sous toutes ses formes, la transformation des institutions (RIC, constituante, fin des privilèges des élus...), la transition écologique (précarité énergétique, pollutions industrielles...), l'égalité et la prise en

compte de toutes et tous quelle que soit sa nationalité (personnes en situation de handicap, égalité hommes-femmes, fin de l'abandon des quartiers populaires, du monde rural et des outre-mer...).

Nous, Gilets jaunes, invitons chacun avec ses moyens, à sa mesure, à nous rejoindre. Nous appelons à poursuivre les actes (acte 12 contre les violences policières devant les commissariats actes 13, 14...), à continuer les occupations des rondpoints et le blocage de l'économie, à construire une grève massive et reconductible à partir du 5 février. Nous appelons à former des comités sur les lieux de travail, d'études et partout ailleurs pour que cette grève puisse être construite à la base par les grévistes eux-mêmes. Prenons nos affaires en main ! Ne restez pas seuls, rejoignez-nous ! Organisons-nous de façon démocratique, autonome et indépendante ! Cette Assemblée des assemblées est une étape importante qui nous permet de discuter de nos revendications et de nos moyens d'action. Fédérons-nous pour transformer la société !

Nous proposons à l'ensemble des Gilets jaunes de faire circuler cet appel. Si, en tant que groupe gilets jaunes, il vous convient, envoyez votre signature à Commercy (assembleedesassemblees@gmail.com). N'hésitez pas à discuter et formuler des propositions pour les prochaines « Assemblées des assemblées », que nous préparons d'ores et déjà.

Macron Démission ! Vive le pouvoir au peuple, pour le peuple et par le peuple.
Appel proposé par l'Assemblée des Assemblées de Commercy. Il sera ensuite proposé pour adoption dans chacune des assemblées locales.

ANNEXE II

Les intellectuels face à la Commune

La **Commune** est ce soulèvement historique où le peuple parisien s'est emparé du pouvoir. En effet, du 18 mars au 21 mai 1871, le pouvoir a été concentré entre les mains des Communards. Au cours de cette phase révolutionnaire, la Commune a gouverné la ville de Paris. La Commune a organisé la société dans l'unique intérêt du peuple. Elle a été le premier État ouvrier, la première expérience véritable de la « **dictature du prolétariat** ». Durant cette éphémère période de prise de pouvoir par le peuple, la classe dominante, réfugiée à Versailles, a déployé tous les moyens meurtriers pour récupérer les rênes de son pouvoir. Jusqu'à collaborer avec l'Allemagne de *Bismarck*, la veille encore combattue sur les champs de bataille.

Dès son surgissement, la **Commune de Paris** a immédiatement donné lieu à des réactions extrêmement virulentes. Tout ce qui comptait en France d'écrivains et d'intellectuels a manifesté pour le mouvement et pour ses acteurs une haine assassine (toute ressemblance avec l'intelligentsia contemporaine déchainée contre les Gilets jaunes n'est pas fortuite). Contre la Commune de Paris, la bourgeoisie, effrayée par la mise à mal de l'ordre social, a trouvé aussitôt un allié de poids : l'intelligentsia littéraire, qui a mis sa plume au service des classes dominantes. Dans un sursaut d'union sacrée de classe, la majorité des écrivains s'est associée à la bourgeoisie pour fustiger la Commune et pourfendre les révolutionnaires. La Commune a aussitôt déchainé, chez ces littérateurs, un tombereau d'injures et de falsifications. À l'exception notable de *Jules Vallès*, *Arthur Rimbaud*, *Paul Verlaine*, *Villiers de L'Isle Adam*, partisans de la

Commune, et partiellement de *Victor Hugo* qui a conservé une certaine neutralité, tous les écrivains de l'époque se sont soudés dans une haine inexpiable contre les Communards. Ces écrivains se sont emportés avec virulence contre la révolution parisienne : « *gouvernement du crime et de la démence* » (*Anatole France*). Par-delà leurs divergences politiques, tous ces écrivains ont trempé leurs plumes vénéneuses dans l'encrier sanguinolent des versaillais pour éructer leur belliqueuse hostilité assassine contre la Commune, pour appeler au massacre des Communards. Ils ont transformé leurs plumes en baïonnettes. Toutes origines sociales confondues, depuis les écrivains conservateurs, à l'instar de *Maxime Du Camp* et *Gustave Flaubert*, en passant par les royalistes comme *Alphonse Daudet*, le comte de *Gobineau*, *Ernest Renan*, la comtesse de *Ségur*, *Taine* et bien d'autres, jusqu'aux réactionnaires *Leconte de Lisle* et *Théophile Gautier*, tous ces écrivains ont troqué leur costume de salon contre l'uniforme de mercenaire au service de Versailles.

Outre ces écrivains de l'ancien régime, sont venus s'agréger à la canonnade contre la Commune les plumitifs d'obédience républicaine, comme *François Coppée*, *Anatole France*, *George Sand*, *Émile Zola*, pour ne citer que les plus célèbres. En dépit de quelques nuances dans leurs diatribes hystériques, la dénonciation des Communards était unanimement partagée par l'ensemble de ces écrivains (aujourd'hui encore édités, publiés et enseignés aux élèves des écoles). Parmi les plus virulents propagandistes zélés, d'aucuns ont rejoint le chef du pouvoir exécutif *Thiers* à Versailles pour le seconder dans ses préparatifs de répression. Dans leurs violentes campagnes anticomunardes, ces écrivains ont versé dans une outrance verbale haineusement meurtrière, emplie de préjugés de classe. Toute cette engeance littéraire communiait dans une aversion aristocratique des classes laborieuses. Pour ces parasites intellectuels, les classes laborieuses étaient avant tout des

« *classes dangereuses* ». Pour ces plumitifs réactionnaires, la Commune était l'œuvre de la « canaille », de la « *populace* », « *mue par l'envie* ». Au reste, ils comparaient le prolétariat à une « *race nuisible* », les travailleurs à des « *bêtes enragés* », à de « *nouveaux barbares* » menaçant la « *civilisation* ». Les dignes Communards ont été affublés de tous les qualificatifs effrayants : « *brigands* », « *barbares* », « *Peaux-rouges* », et « *cannibales* » !

Indubitablement, il est de la plus haute importance historique de rappeler l'issue sanglante de la Commune de Paris. En l'espace d'une semaine, du 22 au 28 mai 1871, la Commune a été réprimée dans le sang par les troupes de Versailles. Bilan de cette « semaine sanglante » : près de 30 000 morts, 42 000 arrestations et 10 000 déportations (parmi les déportés expédiés dans les bagnes de la Nouvelle-Calédonie figure la célèbre révolutionnaire *Louise Michel*, qui se liera d'amitié avec beaucoup d'Algériens kabyles internés également dans ces bagnes calédoniens à la suite de la révolte des *Mokrani*, monumentale insurrection contre le pouvoir colonial français, survenue en Algérie le 16 mars 1871, deux jours avant le déclenchement de la Commune de Paris). La bourgeoisie, éprouvée par la frayeur de sa probable disparition, scandalisée par l'audace du peuple d'avoir pris le pouvoir, d'avoir brisé les bases du système, a fait chèrement payer, pour l'exemple, cette hérésie révolutionnaire aux Communards. *Edmond de Goncourt* ne s'est pas trompé dans son verdict apologétique scélérat lorsqu'il a écrit : « *les saignées comme celle-ci, en tuant la partie bataillante d'une population, ajournent d'une conscription la nouvelle révolution. C'est vingt ans de repos que l'ancienne société a devant elle.* » Pour *Gustave Flaubert* la répression n'a pas été suffisamment cruelle, car il a estimé « *qu'on aurait dû condamner aux galères toute la Commune et forcer ces sanglants imbéciles à déblayer les ruines de Paris, la chaîne au cou, en simples forçats ! Mais cela aurait blessé*

l'humanité. On est tendre pour les chiens enragés, et point pour ceux qu'ils ont mordus. » Des propos qui auraient pu être écrits ou prononcés par *Bernard Henry Levy* ou *Luc Ferry* et par la majorité des intellectuels et des journalistes contemporains.

Ainsi, tous les écrivains ont apporté leur soutien au régime sanguinaire de Versailles. Pour la majorité de ces écrivains, la Commune est l'expression d'une imperfection biologique congénitale, d'une dépravation morale. La Commune est l'illustration de : « *la lutte du Bien contre le Mal, de la civilisation contre la barbarie, de l'ordre contre l'anarchie, de l'intelligence contre la bêtise, de la tête contre le ventre, du devoir contre l'égoïsme, du travail contre la paresse, de l'élite contre le l'engeance populaire* ».

Voici un florilège des textes de ces écrivains enragés, engagés contre la Commune :

« Que l'humanité est une sale et dégoûtante engeance ! Que le peuple est stupide ! C'est une éternelle race d'esclaves qui ne peut vivre sans bât et sans joug. Aussi ne sera-ce pas pour lui que nous combattons encore, mais pour notre idéal sacré. Qu'il crève donc de faim et de froid, ce peuple facile à tromper qui va bientôt se mettre à massacrer ses vrais amis ! », assène Leconte de L'Isle. Ailleurs, à propos des Communards, Leconte de L'Isle dénonce ainsi : « *cette ligue de tous les déclassés, de tous les incapables, de tous les envieux, de tous les assassins, de tous les voleurs, mauvais poètes, journalistes manqués, romanciers de bas étage* ». Tandis qu'Alphonse Daudet voit plutôt des : « *têtes de pions, collets crasseux, cheveux luisants.* ». Pour Anatole France, les Communards ne sont : « *qu'un comité d'assassins, une bande de fripouillards, un gouvernement du crime et de la démence* ». Ernest Feydeau précise que : « *ce n'est plus la barbarie qui nous menace, ce n'est même plus la sauvagerie qui*

nous envahit, c'est la bestialité pure et simple ». Théophile Gautier acquiesce : « *les communards sont des « animaux féroces », des « hyènes » et des « gorilles », qui « se répandent par la ville épouvantée avec des hurlements sauvages* ». Avec des métaphores médicales, la Commune fut selon Maxime Du Camp : « *un accès d'envie furieuse et d'épilepsie sociale* », et selon Émile Zola : « *une crise de nervosité maladive* », « *une épidémique fièvre exagérant la peur comme la confiance, lâchant la bête humaine débridée, au moindre souffle* ». Sur un ton paternaliste, un autre écrivain, Maurice Montégut, s'épanche avec sollicitude sur les pauvres « *La paix et la concorde doivent venir d'en haut, descendre, ne pouvant monter. C'est le devoir des compréhensifs, des forts, de tendre la main aux faibles, aux enténébrés. Comment en vouloir à la foule - puisque l'on ne fait rien pour l'éclairer, l'instruire - d'avoir gardé l'atavique instinct des brutes préhistoriques, au temps où les ancêtres cannibales, dans les forêts monstrueuses, ne se rencontraient que pour se dévorer sur le seuil des cavernes ? Avec un peu de douceur, beaucoup de charité, on apaise les bêtes frustes qui tendent le dos, se soumet sous l'étonnement d'une caresse* ». Pour certains écrivains, l'esprit égalitaire de la Commune offusquait leur conception élitiste de la société. Ainsi, Taine écrit avec ironie, sur un ton persifleur : « *Le patron, le bourgeois, nous exploite, il faut le supprimer. Moi ouvrier, je suis capable, si je veux, d'être chef d'entreprise, magistrat, général. Par une belle chance, nous avons des fusils, usons-en et établissons une République où des ouvriers comme nous soient ministres et présidents* ». Renan, pour qui l'Allemagne constitue un modèle, estime que : « *l'essentiel est moins de produire des masses éclairées que de produire de grands génies et un public capable de les comprendre* ».

De même, les femmes « communardes » n'ont pas été épargnées par les outrances verbales de ces écrivains

sanguinaires versaillais. Ces femmes, appelées aussi les pétroleuses (femmes qui, pendant la Commune, auraient allumé des incendies avec du pétrole), sont souvent comparées à des « louves » ou des « hyènes ». Ainsi, Arthur de Gobineau écrit : « *Je suis profondément convaincu qu'il n'y a pas un exemple dans l'histoire d'aucun temps et d'aucun peuple de la folie furieuse, de la frénésie fanatique de ces femmes.* » Un autre écrivain moins célèbre, Ernest Houssaye, déclare quant à lui : « *Pas une de ces femmes n'avait une figure humaine : c'était l'image du crime ou du vice. C'était des corps sans âme qui avaient mérité mille fois la mort, même avant de toucher au pétrole. Il n'y a qu'un mot pour les peines : la hideur* ».

Au moment de la répression sanglante des Communards, Anatole France jubile : « *Enfin, le gouvernement du crime et de la démence pourrit à l'heure qu'il est dans les champs d'exécution !* » Émile Zola, décrit comme proche du peuple, se montre pour sa part, indulgent envers les versaillais : « *Le bain de sang que le peuple de Paris vient de prendre était peut-être d'une horrible nécessité pour calmer certaines de ses fièvres. Vous le verrez maintenant grandir en sagesse et en splendeur.* » Décidément, sous le règne de la domination de classe règne toujours l'abomination de classe. Dès que le peuple relève la tête, la haine de la classe dominante s'abat sur lui. Suivie ensuite par la répression, puis les massacres.

« Et pour les prolétaires qui se laissent amuser par des promenades ridicules dans les rues, par des plantations d'arbres de la liberté, par des phrases sonores d'avocats, il y aura de l'eau bénite d'abord, des injures ensuite, enfin de la mitraille et de la misère toujours. » (Auguste Blanqui, 1850)

ANNEXE III

Les 42 revendications des jaunes adressées à l'Assemblée nationale

1. Zéro SDF : URGENT.
2. Impôt sur le revenu davantage progressif (plus de tranches).
3. SMIC à 1300 euros net.
4. Favoriser les petits commerces + de stationnements gratuits.
5. Grand Plan d'Isolation des logements (faire de l'écologie en faisant faire des économies).
6. Que les gros (MacDo, Google, Amazon, Carrefour...) payent plus et que les petits (artisans, TPE, PME) payent petit.
7. Même système de sécurité sociale pour tous. Fin du RSI.
8. Le système de retraite doit demeurer solidaire et donc socialisé (pas de retraite à point).
9. Fin de la hausse des taxes sur le carburant.
10. Pas de retraite en dessous de 1 200 euros.
11. Tout représentant élu aura le droit au salaire médian. Ses frais de transport seront surveillés et remboursés s'ils sont justifiés. Droit au ticket restaurant et aux chèques vacances.
12. Les salaires de tous les Français ainsi que les retraites et les allocations doivent être indexés à l'inflation.
13. Protéger l'industrie française : interdire les délocalisations.
14. Fin du travail détaché. Il est anormal qu'une personne qui travaille sur le territoire français ne bénéficie pas du même salaire et des mêmes droits. Toute personne étant autorisée à travailler sur le territoire français doit être à égalité avec un citoyen français et son employeur doit cotiser à la même hauteur qu'un employeur français.
15. Pour la sécurité de l'emploi : limiter davantage le nombre de CDD pour les grosses entreprises. Davantage de CDI.

16. Fin du CICE. Utilisation de cet argent pour le lancement d'une Industrie française de la voiture à hydrogène (qui est véritablement écologique, contrairement à la voiture électrique.)
17. Fin de la politique d'austérité. On cesse de rembourser les intérêts de la dette qui sont déclarés illégitimes et on commence à rembourser la dette sans prendre l'argent des pauvres et des moins pauvres, mais en allant chercher les 80 milliards de fraudes fiscales.
18. Que les causes des migrations forcées soient traitées.
19. Que les demandeurs d'asile soient bien traités. Nous leur devons le logement, la sécurité, l'alimentation ainsi que l'éducation pour les mineurs.
20. Que les déboutés du droit d'asile soient reconduits dans leur pays d'origine.
21. Qu'une réelle politique d'intégration soit mise en œuvre.
22. Salaire maximum fixé à 15 000 euros [*mensuel, NDLR*].
23. Que des emplois soient créés pour les chômeurs.
24. Augmentation des allocations handicapées.
25. Limitation des loyers. + de logement à loyers modérés.
26. Interdiction de vendre les biens appartenant à la France (barrage, aéroport...)
27. Moyens conséquents accordés à la justice, à la police, à la gendarmerie et à l'armée. Que les heures supplémentaires des forces de l'ordre soient payées ou récupérées.
28. L'intégralité de l'argent gagné par les péages des autoroutes doit servir à l'entretien des autoroutes et des routes.
29. Les prix du gaz et de l'électricité ayant augmenté depuis qu'il y a eu privatisation, nous voulons qu'ils redeviennent publics et que les prix baissent de manière conséquente.
30. Fin immédiate de la fermeture des petites lignes, des bureaux de poste, des écoles et des maternités.
31. Apportons du bien-être à nos personnes âgées.
32. Maximum 25 élèves par classe scolaire.

33. Des moyens conséquents apportés à la psychiatrie.
34. Le Référendum d'initiative citoyenne (RIC) doit entrer dans la Constitution.
35. Retour à un mandat de 7 ans pour le Président de la République.
36. Retraite à 60 ans et pour toutes les personnes ayant travaillé dans un métier usant le corps, droit à la retraite à 55 ans.
37. Un enfant de 6 ans ne se gardant pas seul, continuation du système des aides PAJEMPLOI.
38. Favoriser le transport de marchandises par la voie ferrée.
39. Pas de prélèvement à la source.
40. Fin des indemnités présidentielles à vie.
41. Interdiction de faire payer aux commerçants une taxe lorsque leurs clients utilisent la carte bleue.
42. Taxe sur le mazout maritime et le kérosène.

NOTES

-
- ⁱ Lénine. (1916). Bilan d'une discussion sur le droit des nations à disposer d'elles-mêmes. Œuvres complètes. T.22, p.383-384.
- ⁱⁱ Publié sur le webmagazine Les7duQuebec.com. Robin Goodfellow. (2019) <http://www.les7duquebec.com/7-de-garde-2/la-lutte-des-classes-enfrance-2018-2019-gilets-jaunes/>
- ⁱⁱⁱ Anton Pannekoek. <http://www.les7duquebec.com/7-dailleurs/limperalisme-et-les-taches-du-proletariat/>
- ^{iv} <http://www.les7duquebec.com/7-de-garde-2/la-lutte-des-classes-enfrance-2018-2019-gilets-jaunes/>
- ^v L'évaluation du coût des manifestations <https://www.msn.com/fr-ca/actualites/monde/lendemain-d-emeutes-a-paris/ar-BBQphQ3?ocid=spartandhp>
- ^{vi} Robert Bibeau. (2017). Question nationale et révolution prolétarienne sous l'impérialisme moderne. L'Harmattan. Paris. <http://www.les7duquebec.com/7-au-front/question-nationale-et-revolution-proletarienne-2/>
- ^{vii} Source : Article de l'OCF publié sur le webmagazine Les7duquebec.com : <http://www.les7duquebec.com/7-de-garde-2/le-17-novembre-2018-on-a-raison-de-se-revolter/>
- ^{viii} Traduit de l'espagnole et publié sur le webmagazine Les7duquebec.com Nuevo Curso (2019) <http://www.les7duquebec.com/7-dailleurs-2-2/quy-a-t-il-sous-le-mouvement-jeunesse-pour-le-climat/>
- ^{ix} Robert Bibeau. (2018). La démocratie aux États-Unis. Les mascarades électorales. L'Harmattan Paris. <http://www.les7duquebec.com/7-au-front/la-democratie-aux-etats-unis-les-mascarades-electorales/>
- ^x Source : Qui paye – dirige l'orchestre! <http://www.les7duquebec.com/7-au-front/qui-paye-dirige-lorchestre-qui-paye-lorchestre-de-ce-monde-chaotique/>
- ^{xi} <http://www.les7duquebec.com/7-dailleurs/gilets-jaunes-linterclassisme-est-contraire-aux-interets-des-proletaires/> et Mohamed Belaali. (2019). Gilets jaunes : transformer la contestation spontanée en lutte consciente. Le Grand Soir.

-
- ^{xii} <https://www.agoravox.fr/culture-loisirs/extraits-d-ouvrages/article/la-fin-de-l-intellectuel-francais-213067> <https://www.agoravox.fr/culture-loisirs/extraits-d-ouvrages/article/la-fin-de-l-intellectuel-francais-213067>
Et *Shlomo Sand. Comment le peuple juif fut inventé.*
https://www.youtube.com/watch?v=0yjkHXfJUs&fbclid=IwAR1d_DaA88JYyFjz81zdek_k7tUSyvvk5bkFI4CcJntOFZ0XWDk2eOZl4
- ^{xiii} <https://www.agoravox.fr/culture-loisirs/extraits-d-ouvrages/article/la-fin-de-l-intellectuel-francais-213067>
- ^{xiv} Subornation : manœuvre par laquelle on s’efforce de détourner quelqu’un de son devoir. Telle est la fonction principale des organisations politiques et syndicales : manœuvrer le peuple en vue de le détourner de ses authentiques combats.
- ^{xv} Lénine. (1916). Bilan d’une discussion sur le droit des nations à disposer d’elles-mêmes.
<https://www.marxists.org/francais/lenin/works/1916/07/19160700k.htm>
- ^{xvi} <http://www.les7duquebec.com/actualites-des-7/gilets-jaunes-recensement-provisoire-des-blesses-graves-du-mois-de-nov-dec-2018/>
- ^{xvii} <http://www.les7duquebec.com/7-dailleurs/liberez-nos-camarades/>
- ^{xviii} Sources : <https://www.msn.com/fr-ca/actualites/monde/lendemain-d-emeutes-a-paris/ar-BBQphQ3?ocid=spartandhp> et <http://www.les7duquebec.com/7-au-front/taxe-sur-le-carburant-la-goutte-qui-a-amorce-la-revolte-sociale-en-france/> et <https://www.msn.com/fr-ca/actualites/monde/lendemain-d-emeutes-a-paris/ar-BBQphQ3?ocid=spartandhp>
- ^{xix} Sources : Les snipers : <https://www.algeriepatiotique.com/2018/12/03/gilets-jaunes-des-snipers-en-position-de-tir-sur-larc-de-triomphe-en-france/> et https://www.agoravox.fr/tribune-libre/article/gilets-jaunes-michel-onfray-209960?fbclid=IwAR3EtAB5ix9Yo_45vlvCNhxJnowYu8tHNZE0C3bAmsRHYDTUoYesZRjCJg et <https://www.agoravox.fr/actualites/medias/article/gilets-jaunes-et-journalistes-210142>
- ^{xx} Source : https://www.agoravox.fr/tribune-libre/article/gilets-jaunes-michel-onfray-209960?fbclid=IwAR3EtAB5ix9Yo_45vlvCNhxJnowYu8tHNZE0C3bAmsRHYDTUoYesZRjCJg
- ^{xxi} *Mohamed Belaali. (2019). Gilets jaunes : transformer la contestation spontanée en lutte consciente.* Le Grand Soir.
<http://www.les7duquebec.com/7-au-front/reformer-ou-deformer-la-france/>
et <http://www.les7duquebec.com/7-dailleurs/gilets-jaunes-linterclassisme-est-contraire-aux-interets-des-proletaires/>

-
- ^{xxii} Source : <http://www.les7duquebec.com/7-dailleurs/gilets-jaunes-linterclassisme-est-contraire-aux-interets-des-proletaires/>
- ^{xxiii} Source : <http://www.les7duquebec.com/7-dailleurs/gilets-jaunes-linterclassisme-est-contraire-aux-interets-des-proletaires/>
- ^{xxiv} Marx cité dans : <http://www.les7duquebec.com/7-au-front/peut-on-planifier-le-developpement-capitaliste-ou-socialiste/>
- ^{xxv} Source : https://www.europe1.fr/societe/le-soutien-aux-gilets-jaunes-en-legere-hausse-selon-un-sondage-3853172?fbclid=IwAR0SzjA8CMU6eYaCbwsiMYQng457CrJpYPCfEe_nUIGb_uUddxmtYkdoCAg
- ^{xxvi} Source : <http://mai68.org/spip2/spip.php?article2995>
- ^{xxvii} Ce chapitre est inspiré de l'article du groupe espagnole Nuevo Curso sur : <https://nuevocurso.org/que-es-el-fascismo/> que nous avons traduit en français et publié sur : <http://www.les7duquebec.com/7-de-garde-2/lantifascisme-est-un-piege/>
- ^{xxviii} Sources : <https://nuevocurso.org/que-es-el-fascismo/> que nous avons traduit en français et publié sur : <http://www.les7duquebec.com/7-de-garde-2/lantifascisme-est-un-piege/>
- ^{xxix} Karl Marx : « *La fonction historique du prolétariat ne consiste pas à transformer la propriété individuelle en propriété d'État. La simple disparition de la bourgeoisie possédant les moyens de production de classe valide également l'orientation de l'économie vers le communisme et l'aliénation de l'homme. Comme disait Marx : « l'abolition de la propriété privée et le communisme ne sont pas identiques d'aucune façon ». En effet, la socialisation de l'économie et l'abolition de salariat qui doivent permettre d'accomplir la révolution prolétarienne ne sont pas deux tâches différentes ou successives, mais deux aspects d'une même transformation, qui doivent par conséquent être adaptés. Ce qui doit disparaître avant de pouvoir parler du communisme, c'est la propriété comme moyen de soumettre les hommes au travail salarié. Cela doit commencer par l'organisation de la production par et pour les producteurs et leur famille, ou les instruments de travail relèvent de la société toute entière.* » <http://www.les7duquebec.com/7-au-front/peut-on-planifier-le-developpement-capitaliste-ou-socialiste/>
- ^{xxx} Source : <https://nuevocurso.org/por-que-no-funciona-la-subida-del-salario-minimo/>
- ^{xxxi} Sources : <http://www.les7duquebec.com/7dailleurs/limperialisme-et-les-taches-du-proletariat/>
- ^{xxxii} Source : https://fr.sputniknews.com/points_de_vue/201902021039882397-croissance-economie-france-

[espoirs/?utm_source=push&utm_medium=browser_notification&utm_campaign=sputnik_fr](#)

^{xxxiii} Source : <https://nuevocurso.org/por-que-no-funciona-la-subida-del-salario-minimo/>

^{xxxiv} La croissance de l'économie française en 2018.

https://fr.sputniknews.com/points_de_vue/201902021039882397-croissance-economie-france-espoirs/?utm_source=push&utm_medium=browser_notification&utm_campaign=sputnik_fr

^{xxxv} Sources :

https://fr.sputniknews.com/points_de_vue/201902021039882397-croissance-economie-france-espoirs/?utm_source=push&utm_medium=browser_notification&utm_campaign=sputnik_fr

Et <http://www.les7duquebec.com/actualites-des-7/rebond-boursier-dans-lattente-de-lexplosion-a-venir/>

^{xxxvi} Source : <http://www.les7duquebec.com/actualites-des-7/la-monnaie-ou-la-bourse/>

^{xxxvii} Sources : <http://www.les7duquebec.com/actualites-des-7/la-crise-economique-en-attente-au-purgatoire/>

Et <http://www.les7duquebec.com/7-dailleurs-invites/les-indices-que-la-crise-economique-a-commence/>

^{xxxviii} Source : <http://www.les7duquebec.com/7-dailleurs-invites/les-indices-que-la-crise-economique-a-commence/>

^{xxxix} Source : <http://www.les7duquebec.com/7-dailleurs/compte-rendu-de-la-seconde-assemblee-des-assemblee-des-gilets-jaunes-st-nazaire-avril-2019/>

^{xl} Source : https://nuevocurso.org/por-que-no-funciona-la-subida-del-salario-minimo/?utm_medium=push&utm_source=suscriptores&utm_campaign=0nesignal